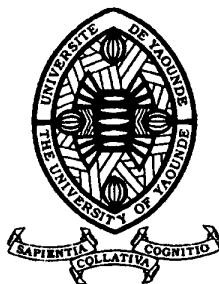


UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE (CRFD) EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATION
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
THE SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

**LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) AU CAMEROUN : LE
CAS DE LA REGION DE L'EXTRÊME-NORD 1972-2020**

Mémoire présenté et soutenu publiquement le 31 mai 2022 en vue de
l'obtention du diplôme de Master en Histoire

Option : Histoire des Relations Internationales

Par

DJALO MBORIMBA

Licencié en histoire



MEMBRES DU JURY

- **Président :** Pr Willibroad DZE NGWA (MC) Université de Yaoundé I
- **Examineur :** Dr Chamberlain NENKAM (CC) Université de Yaoundé I
- **Rapporteur :** Pr Faustin KENNE (MC) Université de Yaoundé I

Mai 2022

A

- La mémoire de mon père Mborimba Tanine
- Ma mère Sanka Toffatou

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail a bénéficié du concours de plusieurs personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

-Nous remercions d'abord notre directeur de mémoire le professeur Faustin Kenné qui a accepté de diriger ce travail. Sa disponibilité, ses conseils, ses remarques, ses critiques et surtout sa rigueur au travail ont été d'un très grand apport à l'aboutissement de ce travail.

-Nos remerciements vont ensuite à l'endroit de tout le corps enseignant du département d'histoire de l'Université de Yaoundé I.

-Nous exprimons également notre gratitude aux responsables du Ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT) en particulier le sous-directeur de la documentation et des archives (SDDA) Jean Éric Abbe pour son attention et ses orientations sur la documentation

-Notre reconnaissance va aussi à l'endroit de toutes les personnes qui nous ont aidées lors de nos descentes sur le terrain, particulièrement Kamsouloum, le délégué d'arrondissement de la jeunesse de Mora pour son temps sacrifié plusieurs fois pour les entretiens, un merci particulier à Timothé Routeï gardien de la paix à Maroua pour son accueil chaleureux lors de notre séjour à Maroua

-Notre reconnaissance va à l'endroit de monsieur François Xavier Mengue Attangana, un grand frère à nous. C'est grâce à lui que nous avons eu l'accès facile au MINEPAT.

-Nous tenons enfin à remercier tous nos frères et sœurs pour leur soutien multiforme durant tout le travail.



SOMMAIRE

<i>DEDICACE</i> _____	<i>i</i>
<i>REMERCIEMENTS</i> _____	<i>ii</i>
<i>SOMMAIRE</i> _____	<i>iii</i>
<i>LISTES DES SIGLES ET ACRONYMES</i> _____	<i>iv</i>
<i>LISTES DES ILLUSTRATIONS</i> _____	<i>vii</i>
<i>RÉSUMÉ</i> _____	<i>viii</i>
<i>ABSTRACT</i> _____	<i>ix</i>
<i>INTRODUCTION GÉNÉRALE</i> _____	<i>1</i>
<i>CHAPITRE I : LES DETERMINANTS DE LA COOPERATION CAMEROUN/PNUD ET LES FONDEMENTS DE LEURS ACTIONS DANS L'EXTREME NORD -CAMEROUN.</i> _____	<i>28</i>
<i>CHAPITRE II : ACTIVITES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES REALISES PAR LE PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD CAMEROUN ENTRE 1980 ET 2020</i> _____	<i>54</i>
<i>CHAPITRE III : LES INITIATIVES ET LES PROJETS DU PNUD A IMPACT SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX ENTRE 1994 ET 2020</i> _____	<i>86</i>
<i>CHAPITRE IV : ACQUIS, LIMITES ET PERSPECTIVES DES ACTIONS DU PNUD A L'EXTREME NORD.</i> _____	<i>114</i>
<i>CONCLUSION GÉNÉRALE</i> _____	<i>132</i>
<i>SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i> _____	<i>149</i>
<i>TABLE DES MATIÈRES</i> _____	<i>155</i>

LISTES DES SIGLES ET ACRONYMES

1. SIGLES

AG : Assemblée Générale

AGR : Activités Génératrices de revenus

BM : Banque Mondiale

CDE : Convention des Droits de l'Enfant

CHGA : Cercle d'Histoire-Géographie-Archéologie

DHD : Développement Humain Durable

DSCE : Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi

DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

DSRPB : Document Stratégique pour la Réduction de la pauvreté à la Base

FASR : Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé

FSAR : Fonds Spécial d'Action Rurale

FSNU : Fonds Spécial des Nations Unies

FMI : Fonds Monétaire International

GIC : Groupe d'Initiative Commune

HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

IDH : Indice de Développement Humain

IPH : Indice de Pauvreté Humain

IFC : Institut Français du Cameroun

NOEI : Nouvel Ordre Economique Internationale

NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

ODD : Objectif de Développement Durable

PEAT : Programme Elargi d'Assistance Technique

PVD : Pays en Voie de Développement

PPTE : Pays Pauvre très Endetté

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PVMC : Projet Village des Millénaires du Cameroun

PUHV : Projet d'Urgence Hydraulique villageoise

PNGE : Plan National de Gestion de l'Environnement

SDDA : Sous-Direction de la Documentation et des Archives

SDN : Société des Nations

SPRPB : Sous-Programme pour la Réduction de la Pauvreté à la Base

2. ACRONYMES

AFABEM : Association des femmes battantes évoluant à Meme

AGNU : Assemblée Générale des Nations Unies

AVA : Association villageoise Autogérée

BAD : Banque Africaine de Développement

BUNEC : Bureau National de l'Etat Civil

CADEPI : Cellule d'Appui au Développement Local Participatif intégré

CEOCA : Cellule d'écoute, d'orientation de conseil et d'accompagnement

CINU : Centre d'Information des Nations Unies

FALSH : Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

FAO : Food and Agriculture Organization

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

HIMO : Haute Intensité de Main d'œuvre

IRIC : Institut des relations Internationales du Cameroun

JEA : Jeunes Experts Associés

MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MINEPIA : Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales

MINEF : Ministère de l'Environnement et des Forêts

MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

MINREX : Ministère des Relations Extérieures

MINSANTE : Ministère de la Sante Publique

MIDIMA : Mission de Développement Intégré des Monts Mandara

ONU : Organisation des Nations Unies

PARSE : Projet d'Appui à la Résilience Socio-économique des jeunes vulnérables

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

PULCI : Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations

PIDMA : Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles

SEMRY : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua

SIDA : Syndrome de l'Immunodéficience Acquise

SODECOTON : Société de Développement de Coton

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

UNICEF : United Nations of International Children's Emergency Fund

VNU : Volontaire des Nations Unies

LISTES DES ILLUSTRATIONS

Table de la figure

Figure 1: Carte de localisation de l'extrême - Nord	8
---	---

Liste des photos

Photo 1: Les membres de l'association des femmes actives, battantes évoluant à Meme (AFABEM).....	64
Photo 2 : Une bénéficiaire d'une machine à coudre.....	70
Photo 3 : Un jeune bénéficiaire du projet HIMO	74
Photo 4 : Magasin de stockage des denrées alimentaires de Memé.....	79
Photo 5 : La vaccination des bétails	81
Photo 6 : Marché à bétail de Mora	84
Photo 7 : Les salles de classes construites par le PNUD à Limani	89
Photo 8 : Les latrines construites à l'école publique de Meme.....	90
Photo 9 : Le forage du Marché de Zamai.....	93
Photo 10 : Les lampes solaires installées par le PNUD à Limani	95

Liste des tableaux

Tableau 1: Les Représentants Résident du PNUD au Cameroun depuis 1991	41
Tableau 2 Les services et fonctions du PNUD au Cameroun	42
Tableau 3 : Répartition du taux de financement du PVMC	59
Tableau 4: Les bénéficiaires du projet villages des millénaires.....	60
Tableau 5 : bilan de la formation des jeunes sur la création et la gestion des AGR	69
Tableau 6 : Répartition des bénéficiaires du financement du projet cash for work	72
Tableau 7 : Répartition des nombres des actes des naissances établis par communes entre 2016-2017.....	98
Tableau 8 : Récapitulatif des projets d'insertions économiques	116
Tableau 9: Répartition des salles de classes construites par le PNUD.....	117



RÉSUMÉ

Notre travail porte sur « les activités du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans la région de l'Extrême Nord Cameroun de 1972 à 2020 ». Il est question d'analyser les contributions, l'influence des activités du PNUD au développement de la région de l'Extrême Nord. Pour sa réalisation, nous avons exploité les sources orales et écrites et nous avons adopté une démarche chronologique à la fois quantitative et qualitative pour arriver à la fin de notre travail. Pour cela, nous avons dans un premier temps montré les déterminants de la coopération entre le Cameroun et le PNUD et les fondements de leurs actions dans l'Extrême Nord Cameroun. Il ressort que plusieurs facteurs ont favorisé les actions du PNUD à l'Extrême Nord qui sont des fondements politiques, économiques et socio-culturels. Dans un deuxième temps, nous avons montré les activités et les projets d'insertions socio-économiques de cet organisme qui sont des financements des micro-projets et les accompagnements des agriculteurs et des éleveurs et la construction des infrastructures dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Enfin, nous avons fait un bilan des activités de cette organisation qui a été freinées par des nombreuses difficultés administratives, sécuritaires et socioculturelles, mais des perspectives de solutions ont été envisagées pour les actions à venir. Au terme de ce travail, nous sommes parvenu à un résultat selon lequel les actions du PNUD dans la région de l'Extrême Nord ont permis l'amélioration des conditions de vie des populations, la lutte contre la pauvreté et la réduction de l'inégalité entre les régions du Cameroun.



ABSTRACT

Our work focuses on "the activities of the United Nations Development Program (UNDP) in the Far North Cameroon region from 1972 to 2020". It is a question of analyzing the contributions, the influence of the activities of the UNDP to the development of the far north region. To do this, we have used both oral and written sources and we have adopted a chronological approach that is both quantitative and qualitative to complete our work. To do this, we first have to show the determinants of cooperation between Cameroon and the UNDP and the foundations of their actions in the far north Cameroon. It emerges that several factors have favored the actions of the UNDP in the far north which are political, economic and socio-cultural foundations. Secondly, we showed the activities and socio-economic integration projects of this organization which are financing of micro-projects and support for farmers and breeders and the construction of infrastructure as part of the realization of Millennium Development Goals (MDGs). In the end, we took stock of the activities of this organization which were hampered by numerous administrative, security and socio-cultural difficulties, but prospects were considered for future actions. At the end of this work, we have reached a result according to which the actions of the UNDP in the far north region have enabled the improvement of the living conditions of the populations, the fight against poverty and the reduction of inequality between the regions of Cameroon

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

L'amélioration des conditions de vie des populations dans le monde en général et au Cameroun en particulier est devenue depuis des millénaires un défi majeur. Le développement est devenu très préoccupant pour les pays du monde. Dans le but d'enclencher le processus qui doit conduire à l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus équitable, les pays en voie de développement ont engagé concomitamment trois sortes d'actions. Ils utilisent toutes les possibilités de négociations qu'offrent les institutions internationales dans le cadre onusien ; ils participent au dialogue de Paris sur la coopération économique internationale, ils s'efforcent afin d'établir entre eux des liens étroits de solidarité en vue de réduire leur dépendance économique et renforcer leur pouvoir de négociation à l'égard des pays industrialisés¹. C'est sur cette dernière sorte d'action que le groupe des « 77 »² est né. Mais avant ce groupe, plusieurs conférences ont été organisées par les pays en voie de développement. Il est important de rappeler que l'Afrique et les pays d'Asie du Sud Est commencent à participer dans la prise de décision depuis la tenue de la conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955 en Indonésie avec les Asiatiques, qui était une conférence des pays colonisés du « tiers monde³ ». Ceux-ci ne souhaitent pas intégrer les deux blocs qui font face, ils ont signé un pacte de « non alignés ». Les idées de solidarité entre pays en voie de développement et d'actions collectives ont été amplifiées par le mouvement des non-alignés lors des grandes conférences des chefs d'Etats et de gouvernements tenus en Belgrade (1961), et au Caire (1964). Etant donc conscients de leur force, les pays du tiers monde entendront jouer un rôle effectif sur la scène internationale. Ils créent en 1964 le groupe des « 77 » par l'addition des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Ce groupe dit « 77 » joue un rôle très important comme instance de réflexion et de revendication des droits des pays pauvres au sein des Nations Unies. Mais, le fait le plus marquant sera la conférence(IVe) des pays non alignés

¹ G. Azoulaye, *Les théories du développement*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p.34

² E.E. Papanicolaou, *Coopération internationale et développement économique*, Genève, Librairie Droz 8, Rue vernaine, 1963. P. 75

³E. Jouve, *Relations internationales du tiers-monde et droit des peuples*, Paris, Berger-Levrault, 1979, 2^e édition

tenue à Alger en 1973 avec pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre économique international (NOEI)⁴.

L'objectif donc ayant d'intégrer l'Asie et l'Afrique sur la scène mondiale. Il est donc créé au sein de l'ONU, un organisme international chargé des questions de développement qui est le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il est présent dans près de 170 pays et territoires. Le Cameroun qui fait partie de ce pays est membre de cette organisation depuis septembre 1972⁵. Dès son arrivée au Cameroun le PNUD mène une activité très remarquable en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations et le projet pour le développement du Cameroun. Son appui est principalement axé sur la création d'emplois inclusifs et la résilience des personnes vulnérables aux crises économiques, sociales et environnementales⁶. Ses activités sont étendues dans toutes les régions du Cameroun notamment dans la région de l'Extrême Nord à Maroua. Cette dernière qui accuse un grand retard dans la croissance économique, elle est la région la plus pauvre du Cameroun, du fait de ses aléas géographiques, et les exactions commises par la secte islamiste de boko haram ces dernières années. Avec ces problèmes, crises que vit la région de l'extrême Nord, la présence du PNUD va apporter une réponse au phénomène de la pauvreté dans cette partie du pays. En effet, depuis le déclenchement de cette crise, la région de l'Extrême Nord est plongée dans une pauvreté extrême, et la mission première du PNUD est la lutte contre la pauvreté et le projet pour le développement économique et social. Le mandat du PNUD se fonde sur le principe selon lequel le développement est inséparable de la recherche de la paix et de la sécurité humaine et que les Nations unies doivent diriger tous leurs efforts aussi bien en faveur du développement qu'en faveur de la Paix.⁷

II. LES RAISONS DU CHOIX

Plusieurs raisons expliquent le choix de ce sujet à savoir : les raisons socio-économiques les raisons politiques, les raisons personnelles et les raisons scientifiques.

A. LES RAISONS POLITICO-SOCIO-ECONOMIQUES

Les raisons politico-économiques sont multiples qui sont entre autres le faible taux de scolarisation, le problème d'adduction en eau potable.

⁴ Ibid

⁵ Godonou Dossou, « l'impact du PNUD dans la réalisation du développement humain durable au Benin », Yaoundé, IRIC, 1998.

⁶ S Fongang, *L'indicateur de développement humain du PNUD*, Paris, L'Harmattan, 2000

⁷ Ibid

a. Les raisons politico-économiques

La région de l'Extrême Nord est l'une des régions du Cameroun où la majorité de la population vit dans la pauvreté, c'est la région la plus pauvre du Cameroun avec une incidence de la pauvreté de 56%⁸ en 2001, et 65% en 2007. Mais actuellement le taux d'incidence de la pauvreté dans l'Extrême Nord s'élève à 76%, cette pauvreté est due d'abord aux conditions climatiques qui sont défavorables au développement de l'agriculture et de l'élevage. Le climat qui règne dans cette partie du pays est le climat soudano-sahélien. Egalement, cette pauvreté est due au fait que la terre est très pauvre ce qui ne favorise pas la bonne pratique de l'agriculture qui est l'une des principales activités de cette localité. La région de l'Extrême Nord est aussi l'une des régions du Cameroun qui est exposée à des catastrophes naturelles très régulièrement à savoir la sécheresse, les vents violents, la déforestation, les inondations, presque chaque année, et même le phénomène des feux de brousses⁹. En fin la forte démographie est un autre facteur qui explique la pauvreté dans la région de l'Extrême Nord. Cela affecte les populations sur la répartition des terres cultivables et les ressources naturelles.

b. Les raisons sociales

La région de l'Extrême Nord enregistre un faible taux de scolarisation surtout pour la jeune fille avec un pourcentage de 35%¹⁰. Cette faiblesse est due au poids de la tradition qui exige certaine barrière vis-à-vis de la gente féminine, la région étant fermée à la tradition. Le faible taux de fréquentation s'explique également par l'insuffisance des salles de classe et des enseignants. Dans le domaine de l'eau et de l'énergie, on note un faible taux d'accès des populations, à cause des manques de points d'eaux suffisants pour les habitants. L'environnement connaît également une mauvaise gestion et l'utilisation des ressources naturelles. Enfin la crise sécuritaire que traverse la région de l'Extrême Nord depuis 2013 à cause de la secte islamiste Boko haram, qui sème des terreurs aux populations. En effet depuis le début de la crise, la population de l'Extrême Nord est tombées dans un désarroi au point où les enfants ne partaient plus à l'école, les établissements scolaires sont détruits, les champs sont détruits et les maisons sont également incendiées et saccagées¹¹. Tous ces problèmes ont fait de la région de l'Extrême Nord une région la plus pauvre du Cameroun. L'Etat du Cameroun a

⁸ Pourcentage donnée en 2007 en rapport avec le dernier recensement de la population de 2005

⁹ C. Seignobos, O. Iyébi-Manjeck, *Atlas de la province de l'extrême nord Cameroun*, Marseille, open édition, 1992. 108

¹⁰ C. Bessoupa Mbwatie, « La contribution de l'Unicef au bien-être de l'enfant au Cameroun 2000-2014 », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2014, p. 48

¹¹ Harouna Tarou, 53 ans, agriculteur à Meri, Maroua, 12 décembre 2020

fourni des multiples efforts pour lutter contre ce fléau. Toutefois, malgré ces efforts la situation reste la même. L'Etat du Cameroun n'arrive pas à prendre véritablement soin de ces phénomènes, cela a nécessité l'intervention des plusieurs organisations internationales à savoir les ONG (Plan International, CARE, SAIL, la croix rouge internationales...), les organisations intergouvernementales, la banque mondiale, le FMI et le PNUD¹². D'où le choix de ce thème portant sur : « les activités du Programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD) au Cameroun : le cas de la région de l'Extrême Nord 1972-2020 ». Il s'agit de faire une évaluation des activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord à Maroua.

B. Les raisons personnelles

Le choix de ce sujet découle également des raisons personnelles, il faut dire d'abord que le choix respecte la logique de la spécialisation en histoire des relations internationales. Nous nous sommes intéressés à ce thème pour notre attachement aux questions internationales, lequel nous a amené à choisir l'histoire des relations internationales en 3^{ème} année de licence et en cycle master I. Le Cameroun qui est un Etat souverain mène des relations bilatérales et multilatérales avec d'autres Etats, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales (ONG)¹³. Nous voudrions faire dans ce cas un état de lieux des relations entre le Cameroun et le PNUD. Il faut dire également que nous sommes natifs du grand nord et la situation humanitaire de la région de l'Extrême Nord est particulière et nous sommes sentis concernés par les conditions de vie des populations. Voilà comment nous nous sommes intéressé de mener une étude sur cette région. Pour ce qui est du PNUD, au-delà de ce qu'il soit une organisation internationale, nous avons vu beaucoup des projets qui ont été réalisés en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations par ce dernier. Nous voudrions étudier à fond la contribution de ces différents projets au développement de la région. La région de l'Extrême Nord étant donné une zone à risque, une zone où on retrouve les catastrophes naturelles (les inondations, la sécheresse, la pollution de l'environnement...), la pauvreté etc., d'où les interventions du PNUD¹⁴. Surtout en période des pluies, la population de l'Extrême Nord est confrontée à des nombreuses menaces qui nous ont attiré notre attention et de jeter un regard sur l'organisme des Nations Unies en charge des questions de développement.

¹²R.Ndo Minla'a, « Contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat, Yaoundé, IRIC, 2004

¹³ J.J. Roche, *Les relations internationales*, LGDJ, Septembre 2008

¹⁴ *Rapport sur le développement humain au Cameroun 1996*, Cameroun 1996

C. Les raisons scientifiques

La région de l'Extrême Nord est une région confrontée à la pauvreté, le banditisme et les exactions de la secte islamiste boko haram. Le développement étant très préoccupant pour cette région, on y trouve peu des travaux sur le PNUD qui est un organisme qui œuvre pour le développement durable. Depuis des années on entend parler du PNUD au Cameroun mais si on essaie de parcourir les archives et les bibliothèques de la région on n'y trouve pas les travaux sur cette organisation. Les études même mené en ce qui concerne cette organisation sont traités des manières superficielles et surtout cela ne touchent pas beaucoup des aspects pour ce qui est de l'Extrême nord. En plus pour pouvoir continuer les études dans l'enseignement supérieur, il est recommandé de passé par un mémoire de master. Il est question également question pour nous d'apporter notre modeste contribution à la connaissance des relations qui existent entre le Cameroun et le PNUD vu sous un autre angle. Cela a attiré notre attention qui nous a poussés à choisir un thème sur le PNUD dans la région de l'Extrême-Nord.

2. L'INTERET DE L'ETUDE

Le présent thème nous présente plusieurs intérêts à savoir : l'intérêt personnel, l'intérêt scientifique et l'intérêt économique.

a. L'intérêt personnel

D'abord ce thème permettra de nous inscrire tout comme les autres dans le monde de la recherche. Dans le souci personnel et de nous voir aussi inscrire parmi les grands chercheurs nationaux et même internationaux nous avons pensé à un thème portant sur l'organisation internationale des Nations Unies. Ce thème sera une source d'inspiration pour continuer la recherche dans les organisations internationales, il sera également une source d'inspiration pour les générations futures. En effet, choisir de travailler sur les Nations Unies plus précisément sur le PNUD, nous pensons personnellement cela va nous permettre d'approfondir notre connaissance de cette organisation, ses buts et ses mécanismes d'intervention, d'aide au développement. Il est également question pour nous d'apporter notre contribution au développement de la région de l'Extrême-Nord à travers ce travail scientifique qui donne les orientations pour une meilleure intervention de l'organisation. Enfin personnellement, ce travail nous permettra de faire une évaluation critique de la présence du PNUD dans la région de l'Extrême Nord Cameroun.

b. L'intérêt scientifique et économique

Ce travail qui porte sur les activités du PNUD dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun a un intérêt scientifique capital. En effet, l'étude de l'histoire des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG) s'inscrit dans un nouveau champ dans l'historiographie camerounaise. Ce travail va devenir une source d'archives pour les chercheurs, il va s'enrichir les bibliothèques en vue d'améliorer les recherches au sein des établissements publics et privés au Cameroun et ailleurs. Pour beaucoup des chercheurs, ce travail sera la bienvenue et mis à la disposition des pouvoirs publics qui à leurs tours vont conserver pour partager avec les autres et donner plus de valeur à la recherche au Cameroun. Cela va attirer l'attention des spécialistes des Nations Unies et surtout des organisations internationales parce que peu des personnes ont travaillé sur le PNUD au Cameroun moins encore dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Pour ce qui est de l'intérêt économique, on peut dire d'abord que nous sommes dans une politique de développement et à travers ce thème nous aurons l'intérêt sur le fait il va nous clarifier sur le bon mécanisme à adopter pour parvenir à un développement. Faut-il faire confiance à des organisations internationales comme le PNUD ou bien il faut revoir ses politiques et leurs modes de fonctionnement ? Ce travail va mettre l'accent sur la réorientation des mécanismes à mettre en œuvre pour le développement de la région de l'Extrême Nord Cameroun. Au total donc ce thème a un intérêt économique dans le sens qu'il insiste sur la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations de la région de l'Extrême-Nord, et la promotion du développement durable.

3. DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

La région de l'Extrême-Nord est l'une des dix régions du Cameroun et la plus peuplée, située dans la partie septentrionale, encore appelée Nord-Cameroun, qui s'étend du plateau de l'Adamaoua au Lac Tchad. Elle couvre les territoires situés entre le sixième et le treizième degré de latitude nord et représente 35% du territoire camerounais, sa superficie est de 34246 km² et abrite plus de 2721500 habitants¹⁵. Son chef-lieu est Maroua, elle est constituée de six départements à savoir : Le département du Diamaré, le département de Logone-et-Chari, le département de Mayo-Danay, le département de Mayo-Kani, le département de Mayo-Sava et le département de Mayo-Tsanaga. Elle est limitée au Nord par le Lac Tchad, au Sud par le

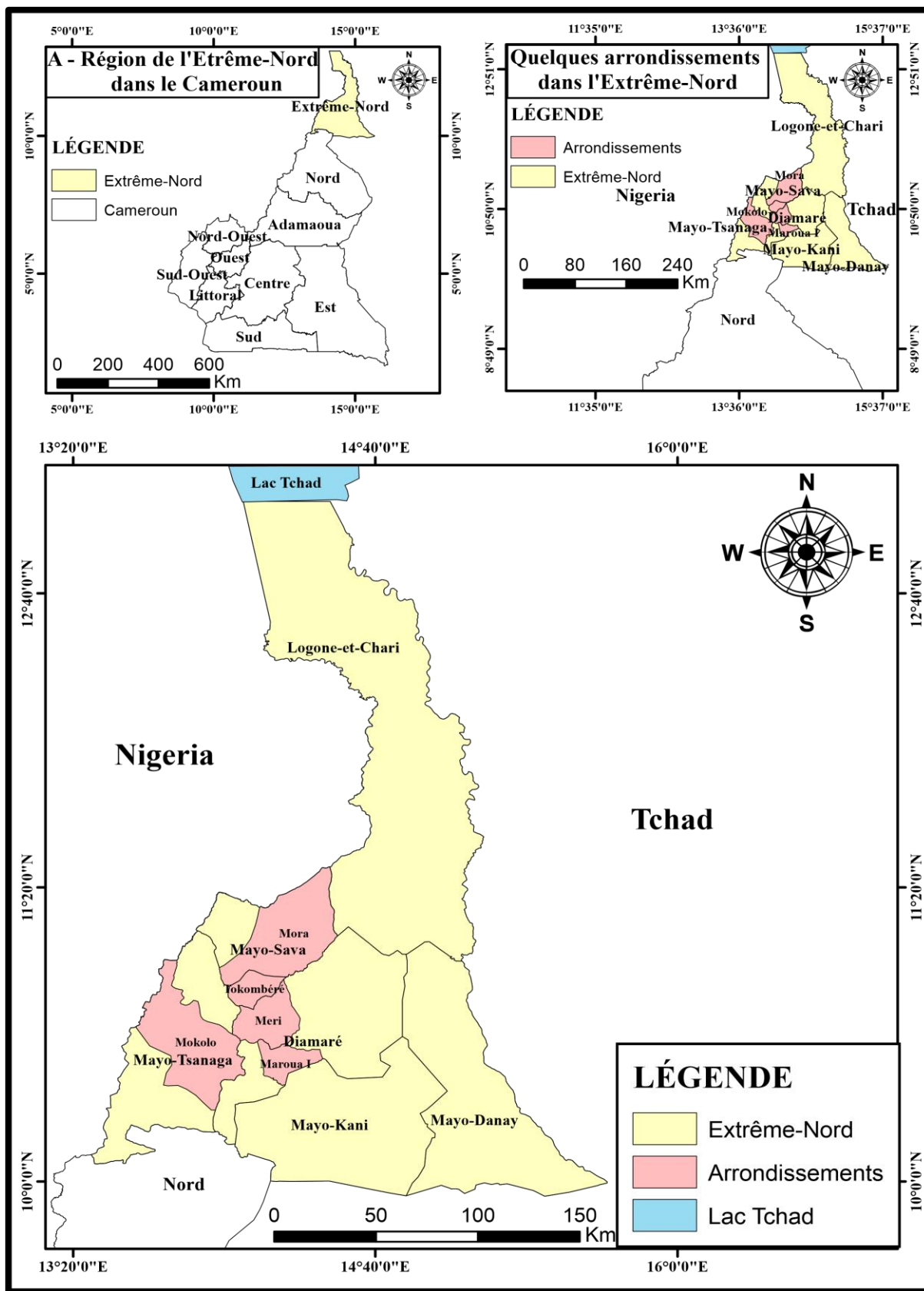
¹⁵ S.Aaron Neba, *Géographie moderne de la république du Cameroun*, Yaoundé, édition NEBA, 1991

Tchad et la région du Nord, à l'Est par le Tchad et à l'Ouest par la République fédérale du Nigeria. Les contrastes topographiques et saisonniers renforcent la partition de l'espace en deux grandes unités que souligne un grand cordon dunaire quasi continu entre Yagoua et Limani : au Nord, les plaines d'épandage et d'inondation du Logone dont l'uniformité¹⁶ ne se rompt que par des tumuli Saw, au Sud, des paysages cloisonnés, compartimentés, éclatés en petits massifs dans les monts Mandara, alors qu'aux marges de la Bénoué, la pédiplaine de Kaélé se hérissé de chicots rocheux. Quatre ensembles de reliefs s'individualisent : les monts Mandara à la frontière du Nigeria, leur piémont, le Diamaré directement à l'Est, les plaines tchadiennes qui le prolongent en aval, et au sud, la pédiplaine de Kaélé. La population de la région de l'Extrême-Nord est composée de plusieurs ethniques qui sont : les Toupouris, les Maffas, les Massas, Mouffous, les Mandaras, les Peuls, les Guisigas etc. qui sont la plupart des agriculteurs et des éleveurs. L'agriculture et l'élevage occupent 90% de la population.¹⁷

¹⁶ Ibid

¹⁷ *Rapport de mise en œuvre du DSRP*, Cameroun, 30 octobre 2003

Figure 1: Carte de localisation de l'extrême - Nord



Source : Arc Gis

Pour ce qui est de la borne chronologique elle n'est pas aussi choisie au hasard. La borne inférieure qui est 1972¹⁸, correspond à la date de l'arrivée du PNUD au Cameroun au mois de septembre et le début des accords entre le PNUD et l'Etat du Cameroun. Et la borne supérieure qui est l'année 2020 quant à elle correspond à une date que le PNUD avait fixée comme objectif pour une durée de quatre ans (2017-2020) de prévenir l'extrémisme violent par le développement inclusif et la promotion de la tolérance et du respect de la diversité dans la région de l'Extrême-Nord. Ceci permet de lutter contre la pauvreté dans toute sa forme et l'amélioration des conditions de vie des populations.

4. ANALYSE CONCEPTUELLE

Pour mieux comprendre le sens de cette étude, des concepts clés ont été clarifiés à savoir : le développement, la pauvreté et la coopération.

DEVELOPPEMENT

Le concept de développement n'a pas une définition universelle. Toutefois, sa conception a évolué avec le temps, il est important de distinguer le développement économique, au développement social ou humain, et le développement durable.

Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux¹⁹... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès. La croissance économique n'est qu'une des composantes du développement. Ce dernier peut être mesuré à l'aide d'indicateur comme : le PIB (Produit Intérieur Brut) : cet indicateur permet de mesurer la richesse produite par la nation et par individu ; le PNB (Produit National Brut) ; l'IDH (Indice de Développement Humain) ; l'IPH (Indice de pauvreté Humaine)²⁰ : cet indicateur mesure les privations ou exclusions fondamentales que peut supporter une partie de la population. Dans les pays émergents, le développement est principalement basé sur l'exploitation des ressources naturelles et le faible coût de la main d'œuvre. Dans ce cas, le développement se traduit à une simple augmentation des PIB et ne concerne que la science économique. Mais à partir des années soixante, le

¹⁸ R. Ndo Minla'a, « Contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, Yaoundé, IRIC, 2004 p.27

¹⁹ *Dictionnaire universel*, Paris, Hachette, 4^e édition 2002, p. 243

²⁰ *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, 2012, p. 89

développement prend une autre définition, il cesse d'être une spécialité technique ne pouvant être appréhendée que par la seule science économique. Il suppose une interaction concertée entre toutes les sciences humaines : économique, sociologique, psychologique, géographie... Il inclut les approches politiques, institutionnelles, culturelles, sociales et devient le développement.

Dans le même registre, plusieurs auteurs et spécialistes ont défini la notion du développement. Selon François Perroux, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître cumulativement et durablement son produit réel global » le développement implique le bien-être de toute la population et la promotion de droit de l'homme. Selon Henri P. et B. Koussou citant Marx, l'évolution de toute société est un processus éminemment culturel, la culture doit être coextensive au développement car elle est cet élément dynamique fondamental qui donne aux groupes ou au contraire de provoquer le changement. Le développement est une amélioration ou un changement de mode de vie d'une société ou d'une localité

Le développement humain est le reflet de la qualité de vie des hommes au sein de la société dans laquelle ils évoluent : il inclut la notion de « bien-être »²¹ en s'appuyant sur certain article de la déclaration universelle de droit de l'homme de 1948. Le développement humain précise que le bien-être des humains ne se résume pas au niveau de revenus et l'économie, il prend en compte des facteurs sociaux ; culturels, éducatifs et de santé. Le développement humain a pour objectif principal d'élargir la « gamme de choix offerts à la population qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif ». C'est pourquoi au-delà de l'accumulation des richesses, des revenus ou croissance économique, le développement humain intègre notamment les critères suivants : la qualité de vie, l'espérance de vie, la qualification de la main d'œuvre, l'alphabétisation, la culture qui est un élément qui uni les hommes, l'urbanisation, le chômage, la pauvreté et l'alimentation. Le PNUD agit pour accentuer le développement humain, particulièrement dans les pays en voie de développement, le développement dans la plupart des pays du monde est mesuré par l'Indice du Développement Humain (IDH). En 2000, la Déclaration du millénaire²² des Nations Unies veut une meilleure équité, une grande justice sociale et le respect universel des droits de l'homme : les objectifs de cette déclaration visent à la réduction de la pauvreté extrême et à l'avancée des droits universels d'ici 2015. La démographie galopante dans les pays en voie de développement contribue à

²¹ Ibid, p. 96.

²² *Rapport mondial des progrès des OMD*, 2007.

accroître la pauvreté et pénalise le développement humain. La notion de développement humain est donc liée aux droits de l'Homme, l'équité, au bien-être collectif et à la viabilité à long terme. Il met l'accent sur l'équité en termes de capacités et d'opportunités essentielles, l'équité porte sur l'accès à l'éducation, à la santé et aux droits politiques. Avec les phénomènes de changement climatique et autres facteurs de dégradation de l'environnement, on assiste à une nouvelle notion du développement, il s'agit du concept développement durable.

Le développement durable est l'idée que les sociétés humaines doivent vivre et répondre à leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.²³ Concrètement, le développement durable est une façon d'organiser la société de manière à lui permettre d'exister sur le long terme. Cela implique de prendre en compte à la fois les impératifs présents mais aussi ceux du futur, comme la préservation de l'environnement et des ressources naturelles ou l'équité sociale et économique. Contrairement au développement économique, le développement durable est un développement qui prend en compte trois dimensions : économique, environnementale et sociale.²⁴ La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro au Brésil du 5 au 30 juin 1992 ou encore appelé sommet de Rio vient de préciser la notion du « développement durable », elle précise que pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considéré isolément²⁵.

Le développement désigne donc l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population, et renvoi à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être. C'est aussi la croissance économique ou la situation économique d'un pays ou une entreprise qui était dans un état de pauvreté et s'est transformé en une situation d'indépendance économique dans toutes ses formes, sans oublier les conservations des ressources naturelles environnementales.

D'après Albertini, le développement est « la disparition progressive des désarticulations et des dominations » ; c'est un processus complexe qui concerne les aspects qui sont : les aspects économiques, les aspects sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société.²⁶ Pour H. Truman lui, le développement est un processus de transformation et d'avancé scientifique,

²³ *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz 2012, p. 98

²⁴ Ibid

²⁵ Principe 4 de la déclaration finale de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue du 05 juin au 30 juin 1992 à Rio de Janeiro.

²⁶ T.M. Albertini, *les mécanismes du sous-développement*, Paris, initiation économique, éditions ouvrières, 1967, p. 222.

technique, technologique et industrielle. Ainsi, Truman donnait au développement une connotation quantitative et synonyme d'accumulation matérielle et de croissance économique. Dans ce sens, un pays développé se reconnaît à travers les indicateurs mesurables ci-après : le PIB et PNB élevée ; le taux de croissance positif progressif et au meilleur des cas à deux chiffres, la balance commerciale équilibrée, le taux de chômage négligeable la disponibilité d'infrastructures éducatives, sanitaires ; valeur et stabilité de la monnaie. Pour l'économiste Amartya Sen, le PNUD va adopter un nouvel indice pour mesurer le développement, c'est l'IDH (Indice de développement Humain). Il s'agit d'associer un indicateur qui mesure l'impact du progrès sur l'homme grâce au niveau d'éducation atteinte et à l'espérance de vie. Sur la base de ce nouvel élément, le développement suppose : La santé mesurable par l'espérance de vie ; un niveau élevé d'éducation ; une meilleure répartition des richesses entre les citoyens, ce qu'on a appelé justice sociale ou intra générationnelle. De toutes ces définitions, Nous sommes proches de F. Perroux qui pense que le développement est une combinaison des changements mentaux et sociaux.

Le développement suppose l'avènement d'un monde nouveau et l'accroissement quantitatif et qualitatif de ce qui existe déjà. Il déborde largement la simple performance économique. Il se distingue de la croissance économique qui n'est que l'évolution du revenu national. Dans le cadre de notre étude, le concept de développement touche l'aspect économique, humain et environnemental. Il peut donc se comprendre comme l'accroissement des biens matériels et la transformation humaine des êtres dans un environnement bien conservé.

La pauvreté

La pauvreté désigne dans une société donnée le fait d'être dans une situation d'infériorité matérielle par rapport aux individus les plus favorisés ; cela se traduit notamment par des difficultés à subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches, mais aussi par une stigmatisation de la part des personnes plus riches. Il n'existe cependant pas une définition complètement consensuelle et universelle de la pauvreté²⁷.

Le concept de pauvreté est relatif, tout comme celui de richesse. Dans sa signification objective, la pauvreté est la carence de quelque chose de nécessaire ; la notion de pauvreté est donc liée étroitement à celle de nécessité. A son tour, la nécessité peut être envisagée de deux

²⁷ *Dictionnaire universel*, Paris, Hachette, 4^e édition, 2002, p. 254.

manières, subjectivement et objectivement. La nécessité subjective²⁸ est celle qui est ressentie par ceux qui subissent tandis que la nécessité objective peut dépasser du sentiment de manque, l'existence d'un manque d'élément essentiel à un moment donné et à la situation sociale étant suffisante. De manière générale, dans la littérature socio-économique, on distingue la pauvreté absolue de la pauvreté relative. La pauvreté absolue ou extrême désigne un état prononcé de privation à la fois matérielle, intellectuelle et symbolique. Cette approche associe pauvreté à des déficiences fortes d'accès aux ressources, des carences structurelles qui se traduisent par des formes d'aliénation, d'éclusions et marginalisation des groupes et marginalisation des groupes socio-économique²⁹. La pauvreté relative ou générale, en revanche, met l'accent sur les représentations et les perceptions que les acteurs ont leurs propres conditions de vie. Dans ce cadre de définition de la pauvreté, sont variables selon le contexte social, les rapports de force entre acteurs, les pratiques sociales et valeurs qui fondent leurs représentations.

Dans son rapport vaincre la pauvreté³⁰, le PNUD définit spécifiquement trois sortes de pauvreté à savoir : l'extrême pauvreté, la pauvreté générale et la pauvreté humaine. Ainsi une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels. Habituellement définis sur la base des besoins calorifiques minimaux, une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire des besoins essentiels non alimentaires tels l'habillement, l'énergie et le logement. La pauvreté humaine, quant à elle, est présentée comme l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée.

La coopération

Le concept de coopération désigne une forme d'organisation dans laquelle des personnes physiques ou morales s'associent volontairement au plein pied pour défendre leurs intérêts économiques, politiques, culturels et autres et qui grâce à cette coopération des uns avec les autres peuvent même obtenir des avantages qu'elles ne pouvaient pas assurer en agissant séparément et individuellement³¹. La coopération internationale dans les relations internationales s'opère dans un cadre de partenariat et de réciprocité, ce qui ne signifie pas nécessairement un équilibre ou avantage. Mais en réalité, cela ne constitue qu'une caricature

²⁸ *Le dictionnaire le petit Larousse de 2014*, p. 229.

²⁹ *Rapport mondial sur les progrès des OMD*, 2007

³⁰ *Rapport Vaincre la pauvreté humaine*, 2000.

³¹ *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz 2012

de la communauté internationale qui répond au fond à la philosophie du donnant-donnant, la philosophie d'un auteur international Axel Rode³² qui met un accent particulier sur les mécanismes de coopération et de négociation entre Etats dans les relations internationales.

Labana pense pour sa part que la coopération internationale est l'engagement de tous les Etats auront à collaborer pour la réalisation des objectifs de développement des droits humains de chacun d'eux. Elle se concrétise par la voie et la méthode que ces Etats auront librement et démocratiquement définis comme les plus appropriées à leur contexte : de tel manière que ne soit pas entravé leur développement, ni que ne soient imposées à un peuple ou à une nation, des voies qui ne lui conviennent pas.³³

Bouhacene quant à lui définit la coopération internationale comme étant une activité dans laquelle deux ou plusieurs agents internationaux (principalement les Etats), mettent en commun certains moyens pour atteindre des objectifs qu'ils ont déterminés conjointement, elle implique donc une certaine stabilité (entraînant l'accomplissement et la répétition d'actes positifs), et exige souvent une certaine institutionnalisation (pouvant aller jusqu'à la création d'organes intergouvernementaux appropriés). Ensuite, René Dumond indique, que le mot coopération remplace l'aide, l'assistance qui impliquait surtout l'idée de charité, de générosité du riche pour le pauvre³⁴

De ce qui précède, nous pouvons retenir que la coopération internationale est une politique d'entente et d'échange entre plusieurs acteurs sur la scène internationale (Etats, les organisations internationales, les sociétés multinationales, etc.). Ceci étant, dans le but de collaborer ensemble ou de mener communément les actions collectives, ces acteurs mettent en place de multiples mécanismes pouvant permettre à atteindre les objectifs préalablement définis.

5. REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE

Parlant de l'importance de la revue critique de la littérature dans l'évolution et la crédibilité du travail de l'historien, Jacques Pycke dans son ouvrage, a pu souligner « ce recours aux travaux antérieurs est légitime et nécessaire car le chercheur ne peut espérer tout vérifier par

³² PNUD, *Rapport mondiale sur le développement humain*, 2005

³³ Labana Lasay'abar, *Coopération internationale, Evolution et Approche théoriques*, Kinshasa, éditions Sirius, 2006 p.18

³⁴ R Dumond, *L'Afrique est partie*, Paris, Editions points, 1978

lui-même à l'occasion des études qu'il entreprend »³⁵. Par ailleurs l'importance de cette rubrique traditionnelle dans la discipline historique se traduit par le fait que, la consultation de ces travaux pionniers bien évidemment, nous permet de savoir “comment ses prédécesseurs, dans la mesure où ils ont utilisé les mêmes sources, les ont comprises, interprétées, commentées, et mises en œuvre”³⁶.

Ndo Mila'a³⁷.part du constat selon lequel l'Etat du Cameroun a signé plusieurs accords avec le PNUD dans le cadre de l'appui des ONG et des organisations internationales dans le processus du développement durable au Cameroun. Son action a sans doute contribué dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. A partir de cette réalité, il soulève le problème de la contribution du PNUD à la réalisation d'un développement humain durable au Cameroun. L'apport de cet organisme est indéniable avec l'effort du gouvernement du Cameroun à œuvrer pour une meilleure prise en charge et l'encadrement pour une bonne marche dans le processus de développement. Pour résoudre cette question, l'auteur commence à montrer les fondements et le contexte historique du PNUD au Cameroun. Dans cette partie, il essaye de ressortir les différents accords de coopération signés entre le PNUD et l'Etat du Cameroun depuis son arrivée au Cameroun en septembre 1972. Par la suite, il tente de relever et de ressortir les mécanismes qu'il utilise pour réduire la pauvreté et parvenir au développement durable. Enfin, l'auteur essaye de faire ressortir les difficultés rencontrées par cet organisme au Cameroun dans son système d'assistance pour le développement. Au terme donc de cette analyse, l'auteur tire la conclusion selon laquelle le PNUD a contribué efficacement dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations et la promotion du développement durable au Cameroun. Ses activités sont axées sur l'appui et le financement des grands projets structurants, l'aide aux populations vulnérables à des catastrophes naturelles.

Seulement que l'auteur a travaillé sur le Cameroun en général, il a évoqué la partie nord dans son travail mais de manière peu profonde. Pourtant notre centre d'intérêt est la région de l'Extrême Nord qui est une partie où se vit la pauvreté, il s'est beaucoup plus basé sur le grand Sud surtout dans la région du Centre qui est le siège des institutions républicaines. Aussi, il n'aborde pas l'aspect genre dans son travail qui est un élément primordial pour une meilleure

³⁵J.Pycke, *La critique historique*, p. 35.

³⁶Ibid.

³⁷ R.Ndo Minla'a, « Contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, UYII, IRIC, 2004.

démarche au processus de développement prôné par le PNUD. La femme doit être un élément très important pour le développement. Toutefois, ce travail a permis d'une part de comprendre l'état des coopérations entre le PNUD et l'Etat du Cameroun et d'autre part ce travail nous a permis d'identifier les mécanismes d'interventions du PNUD un peu partout dans le monde en général et au Cameroun en particulier.

Pour Siméon Fongang³⁸, la base des malaises sociaux exclusions, pauvreté se trouve dans un problème d'insolvabilité des individus. L'indicateur du développement du PNUD associe la santé et l'éducation au niveau du revenu. Il est devenu une référence incontournable dans l'analyse et dans la mesure du développement. Il participe à une tradition humaniste dans les champs des sciences sociales ancré dans la quête d'une « économie pour les hommes » dont parlait François Perroux³⁹. A partir de cette réalité, l'auteur évoque le problème des fondements théoriques et éthiques des besoins humains, en particulier les concepts proposés par Amartya Sen, tout indicateur unique peut se trouver limiter par la grande complexité et la ramification de la notion du développement humain. L'auteur fait des suggestions des modifications remarquables, visant à rapprocher l'indicateur de la mesure idéale. Pour résoudre ces problèmes, l'auteur a retracé les origines du PNUD, Par-là, a montré l'historique de l'organisation. Par la suite, il fait ressortir les éléments de l'indicateur du développement humain. Il fait savoir que le développement se mesure selon trois critères essentiels à savoir : la longévité, l'instruction et les conditions de vie. Enfin, il indique quelques solutions pour un développement durable pour tous. Pour lui, il faut revisiter les fondements théoriques et éthiques des besoins humains. Au terme de cette analyse, l'auteur tire la conclusion selon laquelle l'indicateur du développement humain est axé sur trois critères à savoir la longévité, l'instruction et les conditions de vie, dès que ces trois critères sont respectés, nous sommes parvenus au développement.

L'auteur affirme que pour qu'on parle du développement durable il faut absolument remplir certains critères et que ce développement devrait aboutir par le travail et rien que pour le travail. Sauf que l'auteur s'est trop appesantit sur les indicateurs du développement. Cependant, ce travail a permis dans certaines mesures de comprendre la notion de l'indicateur du développement humain, l'auteur a plusieurs fois expliqué et à donner les critères du développement. Aussi, ce travail nous retrace de manière claire les origines du PNUD et ses

³⁸S. Fongang, *L'indicateur de développement humain du PNUD*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 54.

³⁹F.Perroux, *Monde en développement*, Paris, éditions du CNRS, 1977, p. 233.

fondements qui sont un élément catalyseur de la démarche scientifique pour comprendre le système du PNUD.

Perpétue Félicité Mengue⁴⁰ part du constat selon lequel en tant que femme elle s'est sentie concernée par les difficultés quotidiennes de cette catégorie de la population et a voulu explorer les pistes qui pourraient permettre d'améliorer leurs conditions de vie et de la société dans laquelle elles vivent. Dans cette perspective, elle s'est intéressée à la manière dont la communauté internationale que représente l'organisation des Nations Unies (ONU), s'est mobilisée pour la question de la promotion des femmes. En effet, pour l'ONU, la nécessité d'intégrer les femmes au processus de développement a été inscrite dans son programme. A partir de cette réalité elle soulève le problème d'intégration de la femme dans le processus du développement au Cameroun avec le fil conducteur le PNUD. Pour répondre à cette préoccupation, l'auteur commence d'abord à montrer les fondements de l'action du PNUD en matière de genre. Plusieurs accords ont été signés : le premier accord de coopération avait été signé en 1963. Cet accord a été révisé le 25 octobre 1991 en vue d'adapter à la nouvelle donne des relations internationales qui faisait des problèmes sociaux l'une des préoccupations de l'ONU. Dans son préambule, cet accord stipule que le PNUD est établi par l'AGNU pour soutenir les efforts nationaux des pays en développement dans la résolution des problèmes les plus importants et pour promouvoir les progrès sociaux et un meilleur niveau de vie. C'est dans ce cadre que le gouvernement du Cameroun sollicitera l'assistance du PNUD dans l'intérêt de son peuple.

Ensuite, elle analyse l'intervention du PNUD pour la transversalité du genre dans les politiques de développement. Ici, elle montre l'appui aux politiques menées dans un perspective genre, l'appui au programme prioritaire de promotion des PME. Enfin, elle fait une évaluation de la contribution du PNUD à la dynamique du genre au Cameroun. Elle tire la conclusion selon laquelle le PNUD organe spécialisé des Nations Unies, s'est investi à créer une conscience du genre au Cameroun par l'introduction et l'exécution de deux programmes : le « programme global pour l'avancement des femmes et l'égalité des genres (PGFEG) » et le sous-programme « réduction de la pauvreté à la base », elle conclut en disant que beaucoup des programmes ont échoué à cause de l'exclusion de la femme. Seulement que l'auteur survole, elle n'aborde pas tous les aspects dans le processus de développement au Cameroun. Elle insiste sur le genre pourtant le développement n'est pas une question du genre, et elle parle seulement du

⁴⁰ P.F. Mengue, « Le PNUD et la promotion du genre au Cameroun 1995-2007 », mémoire de master en histoire, Université de Yaoundé I, FALSH, 2011.

développement économique alors qu'il y a l'aspect socio-culturel qu'il faut aborder sur toutes ses formes.

Enfin son travail concerne le PNUD et la promotion du genre au Cameroun bien qu'elle évoque la partie du Nord mais c'est avec quelques aspects. La région de l'Extrême Nord qui est non seulement notre champ d'étude mais aussi c'est une zone qui accuse un grand retard dans le développement et la scolarisation de la jeune fille reste toujours une question préoccupante. Toutefois, ce travail nous a permis de connaître et de comprendre d'abord les différents accords signés entre le PNUD et l'Etat du Cameroun. Dans l'analyse de notre thème, ce travail nous a aidés à s'intéresser au rôle de la femme dans la promotion du développement au Cameroun.

Nuaghé⁴¹ quant à elle part du constat selon lequel le PNUD présent au Cameroun depuis septembre 1972 qui œuvre dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement économique et sociale ne prenait pas trop l'aspect genre surtout dans la région de l'Ouest Cameroun. En effet, en tant que femme elle éprouve le désir de l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la promotion de développement durable de la région. Pour elle, le développement n'est pas seulement une affaire des hommes. A partir donc de cette réalité, elle soulève le problème de la participation de la femme rurale dans la promotion du développement socio-économique dans la région de l'Ouest Cameroun. Pour résoudre ce problème, l'auteur commence à montrer le contexte historique et les fondements du PNUD au Cameroun, et l'installation du PNUD dans la région de l'Ouest Cameroun. Par-là, elle a insisté sur les coopérations qui ont été signées comme la deuxième qui se focalise sur la promotion de la gouvernance démocratique et économique, la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté.

L'intégration systématique des volets VIH SIDA et genre dans ce programme contribue à promouvoir la politique de l'égalité des genres en améliorant la condition économique et sociale des femmes par des nouvelles opportunités (micro-crédit, NTIC, droit et accès aux soins). Par la suite, elle tente de ressortir les efforts du gouvernement et du PNUD présent à l'Ouest dans la promotion du développement. Elle essaye de citer les secteurs que le PNUD est intervenu dans cette partie du pays. Enfin, quelques difficultés rencontrées par cet organisme dans la réalisation de son programme de développement en insistant sur l'insertion socio-

⁴¹-L.Nuaghé Noubissi, « le PNUD et l'insertion socio-économique de la Femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun », mémoire de master en histoire économique et sociale, Université de Yaoundé I, FALSH, 2015.

économique de la femme rurale. Elle tire la conclusion selon laquelle pour arriver à un développement socio-économique durable et équitable dans la région de l'Ouest il faut que le PNUD mette en priorité la femme rurale. Ses efforts permettent sans doute avec l'accompagnement de l'Etat favorise rapidement l'insertion de cette dernière. Seulement quand on lit cet auteur elle n'analyse pas à fond la meilleure façon d'insérer la femme rurale au Cameroun. Elle travaille dans la région de l'Ouest Cameroun pourtant notre étude concerne la partie de l'Extrême Nord et elle n'aborde pas les réalités du Nord ce qui fait son travail ne nous aide pas beaucoup pour notre thème. Nuaghé s'est beaucoup plus insisté sur la femme rurale alors que les autres sont confrontées aux mêmes problèmes. Toutefois, ce travail nous a aidés sur les fondements historiques entre le PNUD et l'Etat du Cameroun et sur le rôle de la femme rurale dans la promotion du développement socio-économique.

L'impact du PNUD dans la réalisation du développement durable au Benin⁴² souligne que selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), le PNUD est présent un peu partout dans le monde et qui mène un travail très remarquable et très important dans le but de la réalisation de son projet de développement durable. Au Benin le PNUD et les pouvoirs publics ont signé plusieurs accords en vue de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. A partir de cette réalité, l'auteur pose le problème de l'appui du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Benin, ou le problème de la contribution du PNUD dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations au Benin. Pour cerner cette question, l'auteur commence à retracer les fondements historiques du PNUD au Benin et ses missions. Parmi ses missions il y a l'appui aux projets structurants, la réduction de la pauvreté ou même la lutte contre la pauvreté au Benin et l'assistance financière et technique dans leurs programmes de développement. Ensuite, il énumère et de faire une analyse sur les réalisations du PNUD au Benin qui est axées sur l'aide au développement, la construction et la réhabilitation dans le secteur de l'éducation. Enfin, l'auteur a relevé quelques difficultés rencontrées par le PNUD en vue de la réalisation de ses missions assignées au Benin.

Au terme de cette analyse l'auteur tire la conclusion selon laquelle le PNUD est un catalyseur pour le développement au Benin, il conclut en disant que l'apport de cet organisme est très important dans la réalisation de développement humain durable. Sauf que l'auteur n'aborde pas certains aspects dans sa démarche, son champ d'étude concerne le Benin pourtant

⁴²J.Godonou Dossou, « l'impact du PNUD dans la réalisation du développement humain durable au Benin », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2004.

nous nous travaillons sur le Cameroun cela ne nous aide pas beaucoup dans notre thème. Aussi, il s'est contenté à lister les réalisations du PNUD sans relever les perspectives pour un meilleur processus de développement. Toutefois, ce travail nous a permis de connaître et de comprendre les mécanismes de l'enchaînement du PNUD dans le monde entier. Il nous édifie sur l'assemblée générale des Nations Unies qui a décidé de la mise sur pied du PNUD qui est un organe chargé des questions du développement.

Jacques Arabi⁴³ lui part du constat selon lequel la colonisation et la mise en valeur de la vallée supérieure de la Bénoué ont mobilisé d'immenses ressources tant humaines, financières que logistiques de la part du gouvernement Camerounais et des instances internationales. Il veut savoir si les efforts soutenus du projet permettent aux migrants de mieux s'intégrer dans les périmètres du Nord-Est Bénoué. A partir de cette réalité, l'auteur soulève le problème de la motivation du pouvoir public à mettre sur pied le projet nord-est Bénoué. Aussi pose-t-il le problème de l'adaptation des migrants à leurs nouveaux sites et les conséquences de ces migrants au plan régional ou national. Pour résoudre ce problème, l'auteur commence d'abord par décrire la genèse de la mission d'étude pour l'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué et du projet nord-est-Bénoué. Par-là, il retrace l'historique des migrants au Cameroun par la suite il essaye de lister les zones concernées par la mission d'étude pour l'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué. Ces zones sont : les Montagnes, le climat, sol et végétation. Aussi, il liste les différents processus de transfert des migrants.

Dans cette partie, il fait ressortir les terrains d'installation, les modalités et les périodes de transport et même les différentes phases des migrants. Et enfin, il a expliqué l'adaptation des migrants à leur milieu d'accueil. Au terme de cette analyse, l'auteur tire la conclusion selon laquelle la mise en valeur de la cuvette de la Bénoué insère le Nord Cameroun dans le système économique du pays après avoir été resté longtemps figé en raison d'isolement et son retard. Des nouvelles techniques culturales sont adaptées telles que la culture attelée ou motorisée, des semences sélectionnées et améliorées sont vendues aux paysans. Les productions du coton, du sorgho, du maïs et d'arachide dépassent les provisions. Par ailleurs il ajoute que le bilan globalement positif ne doit pas voiler les aspects négatifs du projet. Les effritements ethniques, les conflits avec les autochtones musulmans et la dégradation de l'environnement doivent être pris par les pouvoirs publics qui ont pour tâche de trouver des solutions efficaces.

⁴³- J.ARABI, « le projet nord-est Bénoué 1973 à 1986 : Approche historique, mémoire de maîtrise en histoire », mémoire de master en histoire économique et sociale, Université de Yaoundé I, FALSH, 2001.

Seulement, l'auteur parle du développement et l'encadrement des migrants en se contentant sur les pouvoirs publics pourtant il y a beaucoup des organisations et les ONG comme l'UNICEF, l'UNESCO, et le PNUD qui est notre thème d'étude qui sont chargés d'accompagner les pouvoirs publics pour parvenir à un développement durable. Aussi son travail s'est beaucoup plus articulé sur l'histoire des migrants sans montrer en profondeur les stratégies de développement. Toutefois, ce travail nous a permis de faire une délimitation géographique de la région de l'Extrême Nord Cameroun. Enfin, ce travail nous renseigne sur les efforts que fournissent les pouvoirs publics en matière de développement durable de la région de l'Extrême Nord.

6. PROBLEMATIQUE

La région de l'Extrême Nord est l'une des régions au Cameroun qui accuse un grand retard en matière de développement. Les conditions de vie des populations ne sont pas favorables à leurs activités dans cette partie du pays. Elle est exposée à des multiples problèmes comme les catastrophes naturelles et le banditisme qui entravent son évolution économique. Pendant la période pluvieuse, on retrouve tant des maladies comme le paludisme, la poliomyélite. Pour faire face à tous ces problèmes, le gouvernement du Cameroun a essayé plusieurs fois avec son plan d'assistance et les projets de développement de ses régions, mais malgré tous ces efforts la situation est restée inchangée. L'Etat du Cameroun a sollicité l'aide du PNUD et a signé plusieurs accords avec cet organisme qui à son tour vient avec des objectifs premiers notamment la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. Cette organisation qui arrive au Cameroun et dans la région de l'Extrême Nord se donne tous ses efforts pour résoudre ce problème qui fait de la région de l'Extrême Nord la région la plus pauvre du Cameroun. Seulement que, malgré les efforts du PNUD et ses actions pratiques sur le terrain, la situation perdure dans le domaine de développement. On y retrouve les mêmes problèmes depuis lors.

Ainsi, il se pose le problème de l'efficacité de l'action du PNUD dans le processus du développement de la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Alors, une question centrale se dégage : Quelle a été la contribution du PNUD au développement de la région de l'Extrême Nord entre 1972 et 2020? Autrement dit, quelles sont les principales activités menées par le P en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations dans cette partie du pays? Quelles sont les difficultés rencontrées par cette organisation dans la réalisation de son programme de développement ?

7. OBJECTIF DE L'ETUDE

Tout travail de recherche vise un objectif précis au risque de n'est pas s'égarer. Pour ce travail, il présente l'objectif général et les objectifs secondaires.

a. L'objectif général

Le PNUD est un organe spécialisé des Nations Unies qui œuvre dans la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations. Il est présent au Cameroun depuis septembre 1972 et mène des activités très importantes dans toutes les régions du Cameroun, notamment dans la région de l'Extrême-Nord. Le présent thème qui porte sur « les activités du programme des Nations Unies pour le développement dans la région de l'Extrême- Nord Cameroun » vise à faire un bilan critique des actions du PNUD dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Il s'agit de montrer la contribution du PNUD au développement socio-économique de la région de l'Extrême nord entre 1972 et 2020.

Les objectifs secondaires

Ce travail a également des objectifs secondaires très nombreux. De manière spécifique, cette étude vise entre autres à :

Montrer les fondements historiques de l'implantation du PNUD au Cameroun. Il s'agit ici de ressortir les contextes historiques de la création du PNUD, de son avènement au Cameroun et ses objectifs fixés pour le Cameroun.

- Ressortir les principales activités que le PNUD mène et leurs mécanismes de déploiements dans toute la région.

- Examiner les difficultés rencontrées par cette organisation dans ses actions, elles peuvent être d'ordre financier, social et même administratif.

Enfin il s'agit de faire un bilan sur toutes ses contributions en vue de l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun. Et ressortir les perspectives pour un meilleur développement de la région. Nous allons parcourir cette partie du pays pour pouvoir atteindre tous ces objectifs.

8. CADRE THEORIQUE

L'analyse de cette question de recherche a été soutenue par trois théories des relations internationales à savoir : le réalisme, le libéralisme et le Trans nationalisme.

a. LE REALISME

Le réalisme est une théorie des relations internationales reposant sur le principe selon lequel : seuls les Etats sont les acteurs pertinents des relations internationales et que leurs actions sont guidées par la rationalité des puissances. La théorie postule également le caractère anarchique des Etats sur la scène internationale⁴⁴, rejetant l'idée d'organisation supranationale et soutenant l'idée selon laquelle ils agissent en concurrence les uns par rapports aux autres afin de répondre à leurs intérêts. Pour l'école « réaliste », elle propose de « voir le monde tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il soit »⁴⁵, d'où son nom. Les principaux auteurs de ce courant sont : Thucydide, Thomas Hobbes, Machiavel... Ils s'inscrivent dans la lignée de penseur qui avait développé une vision cynique ou pessimiste des rapports humains. Pour les réalistes le conflit entre Etats est une hypothèse principale. En effet, les Etats en poursuivant leurs intérêts pour se développer se heurtent à des conflits. Au-delà de la quête des intérêts nous retrouvons également la quête des puissances⁴⁶. Dans un système où on utilise les clauses et les accords, on est obligé d'évoluer par la théorie du réalisme. Puisque c'est une affaire entre organisation et Etat qui sont le PNUD et l'Etat du Cameroun. Il est question pour nous d'analyser, d'interpréter et de critiquer les activités du PNUD dans la région de l'extrême nord Cameroun.

b. LE LIBERALISME

Le libéralisme en relations internationales est une théorie qui est née à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et qui prône la promotion des libertés individuelles, de la morale, de la justice, et la coopération internationale à travers les institutions démocratiques⁴⁷. Ses théoriciens sont : Emmanuel Kant, John Locke, Hugo Grotius... Tous ces défenseurs libéraux sont partis d'un postulat selon lequel la guerre ne paie pas, les Etats doivent s'unir en coopération pour former un monde démocratique. Cette théorie repose sur l'adhésion à certains principes qui placent l'individu au centre des relations internationales comme par exemple la liberté, l'Etat de droit, la démocratie représentative, la coopération internationale, les droits de l'Homme, le libre-échange. Cette pensée aborde une problématique suivante : « Comment

⁴⁴ G. Azoulay, *les théories du développement*, Paris, presses universitaires des Rennes, 2002. P. 45

⁴⁵ Ibid, p. 50

⁴⁶ A. Blom, *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, édition Hachette, 2001, p. 15

⁴⁷ Ibid, p. 31

concilier ordre d'une part, paix et justice de l'autre côté ? Il s'agit là de réfléchir aux moyens de brider l'égoïsme des Etats et de promouvoir la paix. Il s'agit surtout de réfléchir à la promotion de ce qui devrait être plutôt que se contenter, comme les réalistes, de prendre acte de ce qui est. Elle apparaît donc comme normative »⁴⁸. Le libéralisme peut se décliner dans différents domaines (on peut parler de libéralisme politique, de libéralisme économique et culturel)⁴⁹, néanmoins les libéraux modernes se revendiquent d'un libéralisme complet bien qu'il existe de nombreuses nuances de positionnement. Dans notre travail qui porte sur les activités du PNUD dans la région de l'extrême nord, il est question pour nous d'analyser l'implication des tous les acteurs dans le processus de développement de la région. Le PNUD est essentiellement pour la promotion de développement et donc la région de l'extrême nord est l'une des régions au Cameroun qui est très préoccupante par le problème de développement. Cela justifie sans doute la volonté de l'Etat du Cameroun et le PNUD à s'investir à l'extrême nord et à mener une activité très remarquable.

c. LE TRANSNATIONALISME

Le Trans nationalisme est un phénomène social, vieux de quelques décennies, développé à partir de l'interconnexion accrue entre les gens et l'importance économique et sociale de recul des frontières entre les Etats-Nations⁵⁰. Le terme a été popularisé au début du XXe siècle par l'écrivain Randolph Bourne pour décrire « une nouvelle façon de penser au sujet des relations entre les cultures ». Parmi les précurseurs du transnationalisme on peut citer les anthropologues américains Nina Glick Schiller, Linda Basch, Cristina, Szantan et leur ouvrage de 1992 *Towards a transnational perspective on Migration* ou Alejandro portes, avec l'élaboration du concept de communautés, et sa « mondialisation par le bas ».⁵¹ Le transnationalisme, c'est à la fois un état du monde, une idéologie, des figures et des pratiques qui met l'accent sur la mondialisation et les mobilités, et le caractère transfrontalier de nos existences. Le monde transnational est un monde créé par le capitalisme mondialisé, échanges économiques mondiaux.⁵² On est passé d'un monde où les Etats restaient les principales références à un monde transnational créé par le marché mondial qui traverse les frontières, le monde transnational promet le cosmopolitisme pour tous. Avec cette approche la population sort avantageuse. Dans l'une de ses nombreuses analyses, Michael Banks affirme depuis des années

⁴⁸ Ibid, p. 30

⁴⁹G. Azoulay, *Les théories du développement*, Paris, presses universitaires de Rennes, 2002, p. 30

⁵⁰ Ibid

⁵¹ A. Bloom, *Théorie et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette, 2001, p. 70

⁵² Ibid

le débat s'est focalisé sur le réalisme et le libéralisme pour expliquer les relations internationales. Mais à partir des années 1960, Banks souligne l'autre débat interparadigmatique né qui est l'approche Marxiste. Le transnationalisme se voit souvent nier. Dans notre travail qui est consacré sur les activités du PNUD dans la région de l'extrême Nord Cameroun, le transnationalisme reste incontournable du fait que le PNUD est une organisation qui concerne plusieurs Nations, qui traverse les frontières. Le PNUD se trouve dans plus de 170 pays du monde.

9- METHODOLOGIE

La méthodologie historique désigne l'ensemble des réflexions qui portent sur les procédés, les moyens, les règles suivies et les contextes des travaux des historiens⁵³. Ce travail qui porte sur les activités du PNUD dans la région de l'extrême-nord Cameroun, pour y parvenir nous avons utilisé à la fois la méthode quantitative et qualitative. L'approche qualitative qui nous permet d'observer, d'expliquer et de comprendre les événements qui se déroulent dans un environnement donné⁵⁴. Il s'agit pour nous dans le cadre de ce travail d'observer, d'expliquer, comprendre et interpréter l'incidence de la pauvreté qui se vit à l'extrême nord et les efforts fournis par le PNUD pour lutter contre ce fléau. Quant à la méthode quantitative, elle permet d'appuyer la méthode qualitative en utilisant les données chiffrées. Pour parvenir au bout de notre travail, nous avons utilisés plusieurs sources qui sont : les sources orales, les sources écrites, les sources iconographiques et les sources numériques. Pour avoir les informations sur ce thème, nous avons fait les tours dans les bibliothèques notamment le cercle d'histoire géographie et archéologie. Dans cette bibliothèque, nous avons trouvé beaucoup des travaux sur les fondements des relations entre le Cameroun et le PNUD. Nous avons aussi visité la bibliothèque de l'IRIC (institut des relations internationales du Cameroun) auquel on a trouvé des ouvrages, les mémoires et les thèses qui nous ont aidés à rédiger ce travail. Nous avons également la bibliothèque centrale de la FALSH qui regorge au tant des ouvrages et des documents très nécessaire.

Le centre culturel français qui est également riche en documentations, Nous retrouvons également les centres de documentation comme le ministère de la recherche scientifique et de l'innovation, la bibliothèque de l'université de Yaoundé II Soa. Pour ce qui est des sources

⁵³ P. Nda, *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherche et de la thèse de doctorat*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 141

⁵⁴ Ibid

orales, nous avons interrogé et échangé avec plusieurs personnes dont les représentants du PNUD au Cameroun, les autorités de l'Etat du Cameroun, les populations bénéficiaires de la région du centre et de la région de l'extrême-nord qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre à avoir les informations sur le PNUD dans la région de l'extrême nord.

10-LES DIFFICULTES RENCONTREES

La réalisation de ce travail n'a pas été facile, nous nous sommes confrontés à plusieurs difficultés qui ont eu un impact sur l'avancement. La première difficulté concerne l'accès aux sources. En effet, pour avoir accès à certains documents c'est n'était pas du tout facile, d'abord les responsables du PNUD n'étaient pas favorables à notre demande d'accès aux archives, ils nous parlaient toujours de la confidentialité des archives. Au niveau du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire également, notre demande a fait un an sans réponse, c'est bien après que nous avons eu accès grâce à l'aide d'un grand frère. En fin, nous n'avons pas eu accès à toutes les bibliothèques que nous avons prévu s'inscrire à cause de la pandémie du corona virus, qui a obligé certaines bibliothèques de fermer leur porte. C'est le cas du centre d'information des Nations Unies (CINUD) qui a été fermé depuis le 28 mars 2020.

La deuxième difficulté concerne les sources orales. Nous avons été confrontés à beaucoup de problèmes. Ici, certains informateurs refusent de nous donner les informations ou ils nous donnent superficiellement parce qu'ils ont peur que nous soyons un agent de renseignement. Dans les services publics, plusieurs rendez-vous n'ont pas été honorés. Enfin nous avons eu des difficultés financières qui ont impacté dans l'inscription dans les bibliothèques et sur le déplacement lors de la descente sur le terrain. Il est à noter que nous nous sommes confrontés aux difficultés sécuritaires avec la situation actuelle de l'extrême nord. En effet, il y a des zones où nous ne pouvons pas rester après 14h. Toutes ces difficultés nous ont un peu pris beaucoup de temps à l'achèvement de ce travail. Toutefois, malgré tous ces problèmes, nous nous sommes arrivés à bout de notre travail.

11-ANNONCE DU PLAN

Le présent thème qui porte sur les activités du programme des Nations Unies pour développement dans la région de l'extrême est reparti en quatre chapitres. Le premier chapitre est intitulé : les déterminants de la coopération Cameroun/PNUD et les fondements de leurs actions dans l'extrême nord Cameroun. Dans ce chapitre, il s'agit de ressortir les cadres historiques et institutionnels de la coopération Cameroun-PNUD, et les fondements de l'intérêt

des actions du PNUD pour l'extrême nord Cameroun. Ces fondements sont d'ordre idéologique et humain, économique et socio-culturel.

Le deuxième chapitre quant à lui parle des activités et projets de développement économiques réalisés par le PNUD dans la région de l'extrême-nord Cameroun. Dans ce chapitre, il est question de ressortir les différents projets d'insertion économique réalisé par le PNUD. Ces projets sont entre autres : les projets villages du millénaire, les projets de haute intensité de main d'œuvre (HIMO), l'appui aux agriculteurs et aux éleveurs de la région et la mise en place des cellules d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement(CEOCA). Le troisième chapitre parle des initiatives et projets à impact sociaux et environnementaux. IL est question dans ce chapitre d'analyser d'une part les projets à impact sociaux qui sont les projets pour l'éducation, l'eau et de l'énergie, et d'autre part les projets sur la gestion de l'environnement. Il s'agit de l'appui à l'élaboration du plan national de gestion de l'environnement, de l'appui aux populations sinistrées et le PNUD dans les opérations sahel vert.

Enfin le quatrième chapitre parle des acquis, des difficultés et les perspectives des actions du PNUD. Il est question de faire un bilan des activités, relever les difficultés et limites et enfin les perspectives pour une meilleure optimisation des actions du PNUD dans l'extrême nord.

CHAPITRE I : LES DETERMINANTS DE LA COOPERATION CAMEROUN/PNUD ET LES FONDEMENTS DE LEURS ACTIONS DANS L'EXTREME NORD -CAMEROUN.

Le Cameroun est un pays de l'Afrique centrale qui a connu une histoire un peu complexe, placé sous protectorat allemand en 1916, suite à une signature du traité germano-douala. A la fin de la Première Guerre Mondiale lorsque les Allemands sont chassés du Cameroun, le pays est placé sous mandat de la SDN et confié à la France et la Grande Bretagne. Avec la Deuxième Guerre Mondiale, la SDN est remplacée par l'ONU et place le Cameroun sous sa tutelle en 1946. Le pays compte plus de 200 tribus avec une diversité culturelle, linguistique, climatique et minière, d'où son appellation « Afrique en miniature ». Depuis donc cette longue période, le Cameroun, est membre des Nations Unies et bénéficie des avantages pour son développement économique. Au sein de l'ONU, plusieurs organismes ont été créés, certains pour des questions environnementales, d'autres pour les questions socio-culturelles et d'autres pour le développement économique comme le PNUD. Plusieurs facteurs ont favorisé la coopération entre le Cameroun et le PNUD. D'abord le Cameroun est un membre des Nations Unies, un pays en voie de développement. Dans ce Chapitre, il est question de ressortir le cadre historique et institutionnel de la coopération Cameroun/PNUD, ressortir la structure, les acteurs et missions du PNUD et en fin, de montrer les fondements de l'intérêt du PNUD pour la région de l'extrême nord.

I. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET HISTORIQUE DE LA COOPERATION CAMEROUN/PNUD

Le PNUD arrive au Cameroun en 1972 avec la signature d'un certain nombre des accords⁵⁵ entre les deux parties. En signant librement les accords avec le PNUD, le Cameroun exprime sa souveraineté. Dans cette partie il est question de faire l'historique de la création du PNUD, montrer ses missions et ses membres et en fin les différents accords signés entre l'Etat du Cameroun et le PNUD.

⁵⁵ Il s'agit du 1^{er} et deuxième accord signé respectivement en 1972 et 1991

1. Contexte historique de création du PNUD.

A l'initiative du président américain Franklin Delano Roosevelt, la déclaration des Nations Unies fut signée le 1^{er} janvier 1942 à Washington par 26 Etats se battant contre les forces de l'axe. C'est la première fois que l'expression « Nations Unies ⁵⁶» est utilisée ; elle désigne alors l'engagement des signataires à contribuer ensemble à l'effort de guerre et à ne pas signer de paix séparée avec l'axe. Le 21 juin 1945, les Etats ayant signé la déclaration des Nations Unies et déclarés la guerre à l'Allemagne et au Japon avant mars sont invités à la conférence de San Francisco. La rencontre s'achève le 26 juin avec la signature de la charte des Nations Unies par les 50 Etats membres. Actuellement l'ONU compte 193 Etats membres. Les premiers objectifs de l'organisation sont le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Pour les accomplir, elle promeut la protection des droits de l'homme⁵⁷, la fourniture de l'aide humanitaire, le développement durable et la garantie du droit international et dispose de pouvoir spécifique. La charte des Nations Unies définit six organes principaux : l'Assemblée générale, le conseil de sécurité, le conseil économique et social, le conseil de tutelle, la cour internationale de justice et le secrétariat. Le système des Nations Unies inclut plus largement des programmes, fonds, institutions spécialisées et apparentées. Conformément à la charte des Nations Unies en son chapitre IX, article 55, les Nations Unies favoriseront :

- Le relèvement du niveau de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social.
- La solution des problèmes internationaux dans les domaines économiques, social, de santé publique et autres problèmes. Et la coopération internationale dans les domaines de la culture incultive et de l'éducation.
- Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.⁵⁸

Ayant conscient que la paix ne peut être acquise que si le développement est atteint, l'organisation à travers un organe qui est le conseil économique et social créant plusieurs autres sous programmes qui œuvrent pour le développement durable des pays en voie de développement. C'est le cas du programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (PEAT)⁵⁹ créé par la résolution 200 de la charte des Nations Unies (résolution du 15 août 1949, confirmée le 16 novembre par l'assemblée générale). Cette assistance n'est fournie qu'aux gouvernements ou, en accord avec eux et leur intermédiaire, sous la forme qu'ils

⁵⁶ La charte des Nations Unies du 1^{er} janvier 1942.

⁵⁷ Nations Unies, *ABC des Nations Unies*, New York, 2001

⁵⁸ E. Jouve, *Relations internationales du tiers monde et droit des peuples*, Paris, Berger-Levrault, 1979, 2^e édition

⁵⁹ Bertrand M, *l'ONU*, Paris, la découverte, 1995

demandent. Son but est d'aider les pays à renforcer leurs économies nationales (...) et de permettre à leur indépendance politique et économique... et de permettre à leurs populations d'atteindre un niveau plus élevé de bien-être. Nous avons aussi le Fond Spécial des Nations Unies (FSNU) pour le développement économique. Le but était de fonder un organisme d'assistance financière sous l'égide des Nations Unies. Mais le fond spécial s'intéresse beaucoup dans le domaine de préinvestissement.

Depuis 1959, le Fonds spécial et le PEAT fonctionnèrent parallèlement, le Fonds spécial s'appuyant sur le réseau déjà important de représentants résidents qui avait été établi par le président du bureau de l'assistance. Le 1^{er} janvier 1966⁶⁰, le PEAT et le Fonds spécial fusionnèrent pour devenir le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La date du 1^{er} janvier 1966 marquant ainsi donc celle de l'entrée en activité du PNUD dans le monde. Les deux secteurs de l'assistance technique et de préinvestissements demeurent deux mécanismes aux procédures et aux fonctions nettement distinctes. Le PNUD a pour mandat de contribuer aux efforts des pays en les aidant à se doter de moyens propres à concevoir, à mettre en œuvre et assurer le suivi et l'évaluation des programmes dans le domaine de : L'élimination de la pauvreté, la création d'emploi et des moyens d'existences durables, la promotion de la femme, la protection et la régénération de l'environnement⁶¹. Le PNUD soutient également les efforts des pays en matière de conception des politiques et stratégies visant à créer un consensus autour des problématiques prioritaires de développement humain durable. Grâce à son réseau de 132 bureaux dans le monde, le PNUD collabore avec les gouvernements, les organisations et la population de 174 pays et territoire.

Dans le but de répondre au mandat qui lui ont été conféré dès sa création, le PNUD lance ses activités partout dans le monde en général et en Afrique en particulier qui une partie du pays des tiers mondes dont la pauvreté de la population reste très préoccupante. En effet, l'Afrique est le continent bénéficiaire des appuis du PNUD inscrivant dans la logique que les actions du PNUD ne doivent pas avoir de limites d'interventions. L'Afrique commence à participer à la prise de décision depuis la tenue de la conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955 en Indonésie avec les asiatiques, qui est une conférence des pays colonisés du "tiers monde"⁶². Ceux-ci ne souhaitent pas intégrer les deux idéologies antagonistes, ils ont signé un pacte de "non alignés". Mais par la suite, plusieurs conférences ont été organisées en faveur des pays

⁶⁰Ibid

⁶¹J.K. Dehousse, *les organisations internationales : essai de théorie générale*, Paris, librairie Paul Gautier, Liège, 1995

⁶²E. Jouve, *Relations internationales du tiers-monde et droit des peuples*, Paris, Berger-Levrault, 1979, 2^e édition

du tiers monde c'est le cas : Du sommet de Caire (1957), la conférence de Conakry (1960), les idées de solidarité entre pays en développement et d'actions collectives ont été amplifiées par le mouvement des non-alignés lors des grandes conférences des chefs d'Etat et de gouvernements tenus en Belgrade (1961), et au Caire (1964). Ayant donc conscience de leur force, les pays du tiers monde entendent jouer un rôle effectif sur la scène internationale. Ils créent en 1964 le groupe des "77" par l'addition des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Ce groupe dit "77" joue un rôle très important comme instance de réflexion et de revendication des droits des pays pauvres au sein des Nations Unies. Mais le fait le plus marquant sera la conférence(IVe) des pays non alignés tenue à Alger en 1973 avec pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre économique international(NOEI). La perspective de ce monde en gestation oblige certaines puissances coloniales à prendre en compte les évolutions probables d'intervenir à plus ou moins brève échéance.

L'objectif donc étant d'intégrer l'Asie et l'Afrique sur la scène mondiale. En allant donc dans la même logique, le PNUD se tourne donc vers l'Afrique dans le but de promouvoir le développement économique et socio-culturel, la bonne gouvernance, la prévention et la gestion des risques et les catastrophes en Afrique. Les aides du PNUD sont généralement faites sous forme des dons contrairement aux autres institutions et organisations comme la banque mondiale, et FMI⁶³ etc. qui donnent sous forme des prêts. Toutefois il arrive souvent que le PNUD donne les crédits individuels et collectifs aux jeunes et femmes et aux associations. Il est indiqué clairement dans la charte des Nations Unies que le PNUD aidera les pays désirant son appui à leur demande⁶⁴. C'est-à-dire que le PNUD ne peut aider que les pays sollicitant son intervention. C'est dans cette logique que le Cameroun qui est un Pays pauvre, un pays en voie de développement va solliciter l'aide⁶⁵ du PNUD dans le but de lutter contre cette pauvreté et la promotion du développement et l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est ainsi que le PNUD arrive au Cameroun en septembre 1972⁶⁶. Cela marque les débuts de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le PNUD, qui au bout du temps va accentuer sur l'aide au développement. Les activités du PNUD au Cameroun touchent toutes les dix régions⁶⁷ notamment la région de l'Extrême-Nord qui est notre centre d'intérêt de cette étude. Il faut noter que cette partie du pays est la plus pauvre du Cameroun à cause des conditions naturelles et la

⁶³ www.JPOSC.undp.org. Consulté 23 janvier 2021

⁶⁴Article 2 de la charte des Nations Unies

⁶⁵ R. Ndo Minla'a, « La contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, UYII, IRIC, 2004

⁶⁶-Siméon Fongang, *l'indicateur de développement humain du PNUD*, Paris, Harmattan, 2000.

⁶⁷ Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la république du Cameroun.

crise sécuritaire qui prévaut depuis quelques années intriguées par la secte islamiste de boko haram dont les revendications jusqu'aujourd'hui restent incompréhensives et mal connues. Le PNUD est donc créé pour venir en aide aux pays dont la pauvreté domine ses populations. Voilà pour ce qui est du contexte général de la création du PNUD par l'assemblée générale des Nations Unies, il est aussi important de voir le cadre institutionnel de la coopération Cameroun/PNUD.

2. L'organisation du PNUD

Dans le cadre institutionnel, nous allons noter que le PNUD a plusieurs institutions qui permettent la mise en œuvre de ses projets et programmes dans les pays où il est présent. L'assistance que le PNUD apporte aux pays du tiers monde doit être définie en fonction des conditions de chaque pays assisté, c'est dans cette optique que le PNUD qui est présent au Cameroun est composé d'un certain nombre des services : **le bureau du représentant résident**.⁶⁸ Le représentant résident du PNUD au Cameroun est le représentant de l'administration du PNUD. Son rôle est de coordonner toutes les activités initiées au Cameroun et assurer leur suivi. Le représentant résident est assisté d'un représentant résident adjoint qui assure l'intérim en cas d'empêchement. A côté du bureau du représentant résident aussi **la section du programme** qui est un service le plus important après le représentant résident⁶⁹. Son rôle est d'analyser les différents projets qui lui sont présentés par le gouvernement en vue de les intégrer dans le plan triennal financé par le PNUD.

Il joue également le rôle d'analyse des possibilités d'octroi des bourses de stage. C'est aussi auprès de cette section de programme que se fait le recrutement volontaire national et international des Nations Unies. La section de programme comprend des experts nationaux en matière de développement durable, de l'environnement et de la santé publique et en genre. Nous avons également **des cellules** : en effet, le bureau des représentants du PNUD au Cameroun comprend trois cellules : Une cellule économique avec des experts nationaux et internationaux en économie, une cellule de sécurité avec un coordonnateur chargé de la sécurité et une cellule BAD⁷⁰. En fin nous avons **l'administration du personnel et des finances** qui est une section qui s'occupe de l'administration du personnel, des offres de service sollicitées par le PNUD et

⁶⁸ Guide d'introduction au programme des Nations Unies pour le développement, 5^e édition, mai 2015

⁶⁹ Ibid

⁷⁰ R. Ndo Minla'a, « La contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable Cameroun », thèse de doctorat 3^e cycle, UYII, IRIC, 2004

les institutions des Nations Unies. Elle joue également le rôle de chargée des finances du PNUD, c'est elle qui enregistre les dépenses et les bénéficiaires du PNUD⁷¹.

Parlant toujours de cadre institutionnel, le PNUD gère plusieurs fonds et programmes à l'initiative des projets qui concernent les domaines du développement durable, comme institutions des fonds nous avons :

-le fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) qui favorisent l'autonomie des femmes et l'égalité entre les sexes⁷². Il s'efforce d'assurer la participation des femmes à tous les niveaux de la planification et de la mise en œuvre du développement. Dans le système des Nations Unies il joue également un rôle de catalyseur des efforts visant à intégrer les besoins et les préoccupations des femmes à toutes les questions cruciales à l'ordre du jour, à l'échelle nationale, régionale, ou mondiale. En effet, depuis la tenue de la conférence de Beijing en 1995⁷³ sur l'autonomisation de la femme et l'intégration genre dans le processus de développement, les femmes sont invitées à participer au processus de développement. Notons que le sommet de Beijing est le quatrième sommet mondial organisé en matière de genre par le PNUD. Il y avait d'abord les conférences mondiales sur les femmes tenues au Mexique en 1975, à Copenhague en 1980, à Nairobi en 1985. La déclaration et le programme d'action de Beijing, adoptés à l'unanimité par 189 pays⁷⁴, forment un programme pour l'autonomisation des femmes considéré comme principal document de politique mondiale en matière de l'égalité des sexes. Il faut donc dire que le PNUD est une organisation qui a réfléchi sur la prise en compte du système "genre"⁷⁵ dans le processus de développement des Etats surtout ceux des pays en voie de développement. L'UNIFEM est représenté au niveau des régions et des pays par 12 conseillers.

- Le programme des volontaires des Nations Unies (VNU) qui est un organisme qui contribue à la paix et au développement au travers du volontariat. Le volontariat en ligne permet aux défis du développement durable-partout dans le monde, à partir de n'importe quel appareil. Il a débuté ses activités depuis 1971, il est mis en place pour contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans les domaines prioritaires pour combattre la pauvreté, le VIH/SIDA, le paludisme, l'analphabétisme, la mortalité des enfants, la dégradation environnementale et la discrimination faites aux femmes. A sa création en 1970, le VNU était

⁷¹ Guide d'introduction au programme des Nations Unies pour le développement, 3^e édition, 2004

⁷² Ibid

⁷³ L. E. Nuaghé Noubissi, « Le PNUD et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun », mémoire de master en Histoire économique et sociale, UYI, FALSH, 2015

⁷⁴ G. Azoulay, *Les théories du développement*, Paris, presse universitaire de Rennes, 2002

⁷⁵ P.F. Mengue, « le PNUD et la promotion du genre au Cameroun 1995-2007 ». Mémoire de Master en Histoire des relations internationales, Université de Yaoundé I, FALSH, 2009.

un organe sursitaire des Nations Unies destiné à être un programme opérationnel de coopération en faveur du développement. Il affecte les hommes et les femmes à mi-parcours de leur carrière à des projets de développement sectoriels et axés sur la collectivité, l'aide humanitaire et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Le programme VNU relevé du conseil exécutif du PNUD et agit par l'intermédiaire des bureaux de pays du PNUD dans le monde entier. Chaque année, plus de 4000 spécialistes de plus de 140 pays travaillent pour une courte durée, les deux tiers d'entre eux sont les ressortissants des pays en développement et d'autres viennent des pays industrialisés. Leur contrat est normalement de deux ans, mais dans certaines circonstances il peut être moins ou plus.

Chaque année, environ 4000 spécialistes, agent sur le terrain et volontaire nationaux de plus de 140 nationalités différentes, des consultants en matière d'affaires d'entreprises, travaillent pour les périodes de courte durée, et des conseillers expatriés sont engagés pour des projets couvrant approximativement le même nombre de pays. Les deux tiers d'entre eux sont les ressortissants eux-mêmes des pays en développement et d'autres viennent des pays industrialisés. Depuis 1971, plus de 20000 personnes ont participé au programme du VNU. Les VNU doivent être diplômés d'une université ou d'un établissement technique et avoir plusieurs années d'expérience. Les contrats sont normalement de deux ans, mais les missions peuvent être plus courtes dans le secteur humanitaire, électoral ou autre. Ils perçoivent une indemnité mensuelle modeste qui leur permet de subvenir à leurs besoins, ce financement est apporté par le PNUD⁷⁶.

-Le fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) c'est une organisation des Nations Unies affiliée au PNUD. Le mandat originaire du FENU indiqué par l'assemblée générale des Nations Unies(AGNU) est d'aider les pays en développement dans le développement de leur économie en complétant les ressources existantes d'aide en capital au moyen de subventions et de prêts. Le FENU propose des modèles de financement du dernier kilomètre qui déloquent des ressources publiques et privées en particulier au niveau national, pour réduire la pauvreté et soutenir le développement économique local. En 1973, le conseil d'administration réoriente les activités du FENU⁷⁷ vers “ avant tout les pays les moins avancés parmi les pays en développement” et il a commencé à concentrer sur les pays les moins avancés du monde en 1974. Au milieu des années 90, le FENU a commencé à se concentrer sur le rôle que les gouvernements locaux pouvaient jouer dans la planification, le financement et le maintien des investissements en capital. Depuis lors, la promotion des investissements dans les infrastructures et la fourniture de service via une gestion décentralisée des finances publiques est le pilier du FENU. L'autre domaine d'expert du FENU est la microfinance remontant également dans les années 90, lorsque nombre de ses projets de développement rural comportaient des éléments de crédit. Il fonctionne également à partir du bureau du PNUD.

⁷⁶ www.JPOSC.undp.org. Consulté le 24 novembre 2020 à 20h

⁷⁷Fonds d'équipement des Nations Unies

Dans le cadre institutionnel toujours, il faut noter que le bureau du PNUD au Cameroun collabore avec certains organes ministériels. Parmi ces ministères nous avons d'abord le ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire qui est l'interlocuteur officiel du PNUD Cameroun. Il est sans doute l'organe chargé de la coopération économique et technique internationale, c'est en effet ce ministère qui assure le « suivi des affaires du programme du PNUD » le MINEPAT constitue la pierre angulaire de l'intervention du PNUD au Cameroun. Le PNUD travaille également en étroite collaboration avec le ministère des relations extérieures qui a pour rôle « d'assurer la mise en œuvre de la politique des relations extérieures arrêtée par le président de la république » à ce titre le MINREX⁷⁸ est chargé des relations avec les pays extérieurs, avec les organisations internationales, avec les ONG et les autres sujets de la communauté internationale. A ce titre c'est le MINREX qui négocie, qui renouvelle en cas de besoin et signe les accords entre le Cameroun et le PNUD. Il faut aussi noter que le PNUD collabore avec le ministère de l'agriculture et du développement rural qui joue le rôle de l'encadrement des paysans, de la vulgarisation agricole, de l'animation rurale, du développement communautaire et de génie rural. En fin il faut noter que le PNUD collabore avec le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique qui joue le rôle de sélection, de l'encadrement et des suivis des jeunes porteurs des projets qui sont financés par le PNUD.

3. Les accords de coopération PNUD-Cameroun et l'implémentation du PNUD au Cameroun

Le Cameroun est un pays souverain depuis son accession à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960(Cameroun Français)⁷⁹. En signant les accords avec le PNUD, l'Etat du Cameroun confirme et réaffirme son autonomie et son indépendance vis-à-vis de la scène mondiale, il manifeste sa souveraineté et rappelons que dans les relations internationales tous les Etats sont égaux en matière de droit. C'est dans cette logique que le Cameroun signe donc indépendamment les accords avec le PNUD. Le premier Accord de coopération avait été signé en 1972. Cet accord a été révisé le 25 octobre 1991⁸⁰. Cet accord a été signé par le Représentant Résident du PNUD au Cameroun monsieur Herberb P. M'cléod, et le ministre camerounais des relations extérieures, excellence monsieur Jacques-Roger Booh Booh

⁷⁸ Ministère des relations extérieures

⁷⁹ C. Yene Ateba, *Cameroun : mémoire d'un colonisé*, Paris, L'Harmattan, 1988

⁸⁰ *Rapport de la Revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 1991-1997, Cameroun 1997*

Dans son préambule, cet accord stipule que le PNUD établi par l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU)⁸¹ pour soutenir les efforts nationaux des pays en développement dans la résolution des problèmes les plus importants de leur développement pour promouvoir le progrès social et un meilleur niveau de vie. C'est dans ce cadre que le gouvernement de la République du Cameroun sollicitera l'assistance du PNUD dans l'intérêt de son peuple. En plus, cet accord établit les conditions de base sous lesquelles le PNUD et ses agents techniques assistent le gouvernement Camerounais dans l'exécution de ses projets de développement et les conditions sous lesquelles les projets doivent être exécutés. Cette assistance doit être fournie uniquement en réponse aux demandes soumises par le gouvernement et approuvée par le PNUD⁸².

Les demandes sont consignées dans un document appelé cadre de coopération. L'article 2 alinéas 1 de l'accord PNUD-Cameroun indique que le PNUD a certaines obligations et que ces obligations sont d'ordre technique administratif et financier.⁸³ Pour ce qui est des obligations techniques, conformément à la loi⁸⁴, il est indiqué clairement que le PNUD mettra à la disposition du gouvernement camerounais les services d'experts notamment d'experts conseils et de consultants qu'il aura choisis ; il pourra également mettre à la disposition du gouvernement les services des volontaires des Nations Unies, les services d'experts optionnels choisis par l'organisation chargée de l'exécution pour exercer les fonctions d'exécution de direction ou d'administration. Le PNUD pourra aussi organiser les séminaires, des programmes de formation, des projets de démonstration des groupes de travail d'experts et des activités connexes. Il aidera le gouvernement Camerounais soit directement en lui fournissant l'assistance extérieure qu'il jugera appropriée, soit par l'intermédiaire d'une organisation chargée de l'exécution. Pour ce qui est des obligations administratives et financières, conformément à l'article 2 de l'accord PNUD-Cameroun⁸⁵, le PNUD pourra avoir au Cameroun une mission permanente dirigée par le représentant résident qui représentera sur place et servira en même temps de principal agent de liaison avec les autorités gouvernementales pour toutes les questions relatives au programme au nom du directeur du PNUD, le représentant résident sera pleinement responsable et en dernier ressort, du programme sur tous ses aspects du pays assurera la fonction de chef d'équipe à l'égard des représentants d'autres organisations⁸⁶. Il

⁸¹ Charte des Nations Unies et statut de la cour internationale de justice P.33

⁸² Article 6 alinéa 4 paragraphe C de l'accord Cameroun-PNUD

⁸³ Ibid

⁸⁴ Article 9 alinéa 2 et 3 de l'accord Cameroun-PNUD

⁸⁵ Article 9 alinéa 1 2 et 3 de l'accord Cameroun-PNUD

⁸⁶ Article 9 alinéa 6 de l'accord Cameroun-PNUD

pourra aider le gouvernement à établir les demandes concernant les programmes et les projets du pays que ce dernier compte soumettre au PNUD. Il revient au PNUD de financer l'acquisition du matériel et des fournitures qu'il est difficile de se procurer au Cameroun. En fin le PNUD pourra offrir des bourses d'études et de perfectionnement aux candidats désignés par le gouvernement et agréés par l'organisation chargée de l'exécution de faire les études ou de recevoir une formation professionnelle. Mais pour ce qui est des matériaux, ils reviennent au PNUD donc il reste le propriétaire de ces biens. Mais il est à noter également que le PNUD pourra, par voie de notification écrite adressée au gouvernement et à l'organisation chargée de l'exécution, suspendre son assistance à un projet⁸⁷ si, de l'avis du PNUD, des circonstances se présentent qui gênent ou menacent de gêner la bonne exécution du projet ou la réalisation de ses fins. Le PNUD pourra, dans la même notification écrite ou dans une notification ultérieure, indiquer les conditions dans lesquelles il serait disposé à reprendre son assistance au projet. Cette suspension pourra se poursuivre jusqu'à ce que le gouvernement ait accepté ses conditions et que le PNUD ait notifié par écrit le gouvernement et l'organisation chargée de l'exécution qu'il est disposé à reprendre son assistance

Dans cet accord entre les deux parties, le gouvernement du Cameroun a aussi ses obligations conformément à l'article 5 de l'accord⁸⁸ de coopération Cameroun-PNUD, Le gouvernement du Cameroun a d'abord les obligations administratives et financières. Par-là, le gouvernement du Cameroun devra fournir au PNUD, tous les renseignements relatifs aux projets, notamment tous les rapports, cartes, comptes, livres, états, documents et autres renseignements pertinents que souhaite avoir le PNUD concernant ses projets et programmes bénéficiant de son assistance ou son exécution. Après avoir fini l'exécution d'un projet ayant bénéficié l'aide du PNUD, sur sa demande, des renseignements sur les avantages qui en résulte et sur les activités entreprises ou outils pour évaluer le projet ou l'assistance du PNUD. Le gouvernement fournira des documents de justification en cas de sa participation et sa contribution à l'exécution du projet. Afin de s'acquitter des responsabilités et sa contribution à l'exécution des projets, le gouvernement du Cameroun devra fournir les terrains, certains matériaux et d'autres nécessaires.

Le gouvernement Camerounais, pour s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne sa participation et sa contribution à l'exécution des projets bénéficiant de l'assistance du PNUD, fournira et dans la mesure où cela sera spécifié en détail dans les documents relatifs aux projets.

⁸⁷ Article 6 alinéa 1, 2 et 3 de l'accord Cameroun-PNUD

⁸⁸ Article 5 alinéa 1 et 2 de l'accord Cameroun-PNUD

Le gouvernement devra également disposer, selon qu'il conviendra sur le lieu d'exécution de chaque projet, des écriteaux appropriés indiquant qu'il s'agit d'un projet bénéficiant de l'assistance du PNUD et de l'organisation chargée de l'exécution. Le gouvernement enfin⁸⁹ devra verser au PNUD ou à l'organisation chargée de l'exécution, si des dispositions en ce sens figurent dans le document relatif au projet et dans la mesure fixée dans le budget du projet contenu dans ledit document, les sommes requises pour couvrir le coût de l'un de quelconque des biens et services⁹⁰. Les sommes payables au PNUD seront déposées à un compte qui sera désigné par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et géré conformément⁹¹ aux dispositions pertinentes du règlement financier du PNUD. Pour ce qui des obligations relatives à l'utilisation de l'assistance fournie, il est indiqué clairement à l'article 8 de l'accord PNUD-Cameroun que le gouvernement du Cameroun ne doit pas excéder de l'aider que le PNUD lui fournisse à une autre préoccupation c'est-à-dire que si le PNUD donne quelques choses à l'Etat celle-ci sera utilisée à des fins indiquées dès le départ. Sans oublier l'aspect de l'immunité et autres facilités⁹².

En effet, le gouvernement y devra prendre toutes responsabilités pour éviter qu'un responsable du PNUD ne soit poursuivi et traduit en justice et pour ce qui est des facilités, les responsables et membres de l'organisation doivent circuler librement. Le gouvernement devra les délivrer les papiers dans un bref délai.⁹³

II. STRUCTURE, MEMBRES ET MISSIONS DU PNUD AU CAMEROUN

1. Structure et membres du PNUD

Le PNUD est une organisation des Nations Unies bien structurée avec des membres bien hiérarchisés qui permettent son bon fonctionnement et la mise en œuvre de ses programmes et projets dans les pays. Le PNUD est géré par un directeur, assisté d'un co-assisté, avec le concours d'un secrétaire permanent et de services extérieurs, dirigés par des représentant

⁸⁹ M. Bertrand, *L'ONU*, Paris, la découverte, 1995

⁹⁰ Article 5 alinéa 4 de l'accord Cameroun-PNUD

⁹¹ Ibid

⁹² Article 2 alinéa 6 de l'accord Cameroun-PNUD

Pour tout besoins sur les accords Cameroun-PNUD, bien vouloir consulter la thèse de doctorat de 3^e cycle de Salomon Richard Ndo Minla'a en annexe p.p. 307-321.

résidents du PNUD qui remplissant un rôle essentiel dans sa mise en œuvre des programmes. Dans la structure on note d'abord la structure générale qui est structurée de la manière suivante :

L'Assemblée générale et le conseil économique et social des Nations Unies qui établissent les politiques générales du PNUD.

Le conseil d'administration⁹⁴ qui offre un appui intergouvernemental et supervise les activités du PNUD. Il veille à ce que le PNUD réponde aux besoins des pays du programme, le conseil d'administration est composé de 36 membres qui siègent à tour de rôle. L'administrateur⁹⁵ qui gère les travaux du P, et rend directement compte au conseil d'administration de toutes les activités de l'organisation. Il est le troisième plus haut fonctionnaire des Nations Unies, après le secrétaire général et le secrétaire général adjoint. Il/elle est nommé(e) par le secrétaire général des Nations Unies pour une période de quatre ans et cette nomination est confirmée par l'assemblée générale. Le PNUD est organisé ainsi qu'il suit :

Cinq bureaux principaux (Bureau exécutif, bureau de coordination des activités des Nations Unies, bureau des évaluations et bureau de l'audit et des investissements) et quatre autres bureaux (bureau des relations extérieures et de plaidoyer, bureau des gestions, bureau des politiques et de l'appui aux programmes et unité de réaction aux crises) basés au siège du PNUD à New York. Leur activité est axée sur la coordination, la gestion, les partenariats et l'élaboration des politiques et la prévention des crises et le relèvement. Cinq bureaux et centres régionaux qui supervisent les bureaux du PNUD : les bureaux et centre pour l'Afrique, pour les Etats arabes, pour l'Asie et le pacifique, pour l'Europe et les Etats indépendants, pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. Les bureaux régionaux ont à leur tête des Directeurs, qui travaillent au siège du PNUD à New York. Chaque bureau régional bénéficie de l'appui d'un centre régional⁹⁶. Parlant des bureaux de pays, il faut dire que la plupart des activités du PNUD sont menées par l'intermédiaire des bureaux du pays, établis dans plus de 170 pays et territoires. Le PNUD est une organisation du terrain dont la majorité du personnel est basée dans les bureaux de pays.

Le personnel national est recruté au niveau local. Environ 80% du personnel du PNUD sur le plan National et son salaire est indexé sur la grille des salaires définie localement. Le personnel international est recruté à l'étranger et rémunéré sur la base du principe Noble maire

⁹⁴ J. Godonou Dossou, « L'impact du PNUD dans la réalisation du développement humain durable au Benin », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 1998

⁹⁵ Ibid

⁹⁶ Guide d'introduction au programme des Nations Unies pour le développement, 5^e édition mai 2015

qui stipule que les salaires des fonctionnaires internationaux doivent être équivalents à ceux des fonctionnaires nationaux les mieux rémunérés. Afin de préserver l'indépendance du PNUD vis-à-vis des gouvernements et d'éviter tout conflit d'intérêt, les postes d'encadrement supérieur sont pourvus par les fonctionnaires internationaux. C'est aussi pour cette raison qu'ils sont soumis à rotation. Le représentant résident : qui représente l'administrateur au niveau du pays. Il/elle est responsable en dernier ressort de la qualité et de la viabilité des interventions du PNUD dans le pays. Le représentant résident remplit également les fonctions de coordonnateur résident et parfois de coordonnateur humanitaire pour l'ensemble du système des Nations Unies⁹⁷. Dans certains pays, un directeur de pays est responsable de la gestion quotidienne des activités du PNUD. Il a la responsabilité générale des activités opérationnelles et programmation du PNUD, et de leur coordination. Le directeur de pays détient le pouvoir financier délégué, y compris le pouvoir d'approuver les projets, ainsi que des responsabilités d'encadrement de contrôle interne. Il/elle représente le PNUD auprès des autres organismes des Nations Unies, des donateurs et des responsables gouvernementaux. Le directeur de pays est généralement assisté qu'au moins d'un Directeur de pays adjoint. Il peut être responsable du programme dans un pays, des activités du PNUD, ou des deux. Dans les pays où il n'y a pas de directeur de pays, le **Représentant résident** est assisté par un représentant résident adjoint. Le personnel chargé des programmes au sein du PNUD qui s'occupe de la planification de la mise en œuvre, du suivi des programmes du PNUD et de l'établissement des rapports les concernant. Le personnel affecté aux opérations qui a la charge d'assurer le bon fonctionnement du bureau du pays. Cela couvre généralement la gestion financière, les ressources humaines, les achats, ainsi que la maintenance du bureau et son appui au quotidien.

Les jeunes experts associés (JEA) sont titulaires d'un diplôme universitaire, âgés de moins de 32 ans et possèdent une expérience professionnelle. Ils sont généralement financés par les gouvernements respectifs. Les jeunes experts associés travaillent généralement sous la direction d'un cadre à l'identification, la conception, la mise en œuvre au suivi et à l'évaluation des programmes des Nations Unies. Et en fin les volontaires des Nations Unies qui interviennent dans l'ensemble du système des Nations Unies ; les consultants qui fournissent de services consultatifs ou dispensent des informations afin de renforcer les compétences sur le plan national ; en fin les stagiaires qui soutiennent également les activités du PNUD sans salaire.

⁹⁷ M. Bertrand, *L'ONU*, Paris, édition la découverte, 1995 p. 43

Pour ce qui est des membres nous pouvons avoir les membres du bureau, les membres du conseil d'administration et les adhérents simples. Pour les membres du bureau, à la tête il y a un directeur général assisté d'un directeur général adjoint et dans les pays nous avons des représentants résident du PNUD et leurs adjoints et les autres membres sous-traitant. Pour les membres du conseil d'administration, le bureau du conseil est composé d'un président et de quatre vice-présidents. Au Cameroun, le PNUD qui est présent depuis 1972 est structuré de la manière dont voulue par la loi de la charte des Nations Unies portant sur l'organisation structurale du PNUD. En effet, au Cameroun le PNUD a un bureau national basé à Yaoundé qui est dirigé par un représentant résident assister de son adjoint, actuellement le représentant résident du PNUD au Cameroun est Jean Luc Stalon⁹⁸ qui est le responsable des activités et programmes du PNUD au Cameroun, il assume également les fonctions de coordonnateur résident du système des Nations Unies. Il est à noter également qu'au Cameroun le PNUD a des bureaux représentants dans les régions qui sont les services déconcentrés du PNUD au Cameroun qui jouent aussi un rôle très important dans la mise en œuvre des projets et programmes du PNUD.

Tableau 1: Les Représentants Résident du PNUD au Cameroun depuis 1991

Nom et prénom	Nationalité	Année de nomination	Année de départ
Herbert P. M'Cléod	Sierra León	1990	1995
Mme Patricia de Mowbray	Française	2000	2005
Mme Sophie de CAEN	Haïtienne	2005	2008
Thiery Mertens	Belge	2008	2012
Michel Balima (pi)	Camerounais	2012	2012
Steven Ursino (pi)	Américaine	2012	2013
Mme Najat Rochi	Marocaine	2013	2017
Bouri Jean Victor Sanhouidi	Burkinabé	2017	2017
Mme Allegra Maria Del Pilar	Italienne/Vénézuélienne	2017	2019
Mme Fernella Frost	Britannique	2019	2019
Jean Luc Stalon	Française	2019	

Source : Adapté du répertoire du personnel de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Pp.6-8

⁹⁸<https://www.cm.undp.org> consulter 10 novembre 2020.

Depuis 1991, plusieurs personnalités ont occupé le poste de Représentant Résident se sont succédé. D'autres ont mis plus de temps que certains administrateurs, cela peut être expliqué par les décisions et les lois qui encadrent les fonctionnements du système des Nations Unies. Tous les continents sont représentés durant cette période. Mais nous remarquons que malgré la variation des nationalités de ces administrateurs, la politique n'a pas trop changé.

Les services et les fonctions du bureau du PNUD au Cameroun sont constitués du bureau du Représentant Résident qui coordonne les activités du développement. La cellule économique, la cellule de sécurité qui est coordonnée par un agent de sécurité. La cellule de BAD qui comprend un spécialiste de programme, un secrétaire et un chauffeur. La section du programme qui comprend également un assistant de Représentant Résident chargé des programmes, un conseiller pour le développement durable, un conseiller pour le genre, un conseiller VIH et développement et deux secrétaires. Nous remarquons une organisation bien structurée des services, ce qui favorise le bon fonctionnement de l'institution.

Tableau 2 Les services et fonctions du PNUD au Cameroun

Services	Postes
Le bureau du Représentant Résident	-Le représentant Résident du PNUD qui est également le coordonnateur Résident des activités opérationnellement de développement du système des Nations Unies au Cameroun -Le Représentant Résident adjoint -L'assistance personnel du Représentant résident -L'assistant au programme
La cellule économique	-Un économiste principal -Un économiste national -Un administrateur stagiaire -Une secrétaire
Cellule de sécurité	Un coordonnateur chargé de sécurité
Cellule BAD	-Un spécialiste de programme -Un secrétaire/assistant administratif -Un chauffeur/messenger
Section programme	-Un assistant de Représentant Résident chargé des programmes -Un conseiller pour le développement durable -Un analyste programmeur -Un conseiller pour le genre -Un conseiller VIH et développement -Deux chargés des programmes -Deux secrétaires
Section opération	Un assistant de représentant Résident chargé des opérations

	<ul style="list-style-type: none"> -Un chargé des ressources humaines -Un chargé des finances -Un chargé de comptabilité -Deux commis comptables -Un assistant administratif principal et un commis aux communications
--	---

Source : Adapté du répertoire du personnel de l'ONU et de ses institutions spécialisées

2. Les moyens et les sources de financement du PNUD

Pour sa mise en œuvre de ses programmes, le PNUD utilise plusieurs moyens et stratégies qui sont souvent très efficaces et permettent à l'organisation son bon fonctionnement. Dans le domaine des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le travail du PNUD est guidé par la stratégie des Nations Unies pour les OMD qui datent de plus longtemps et dont le PNUD qui est aussi un organisme des Nations Unies applique cette méthode afin de pouvoir atteindre ses objectifs surtout dans les pays pauvres et les pays en voie de développement. Ces stratégies se concentrent sur :

La mobilisation⁹⁹ qui est un travail avec les partenaires consistants à activer les capacités et la volonté de large section de la société de manière à sensibiliser les populations sur les thèmes comme : la pauvreté, OMD, ODD, l'extrémisme violent, relèvement précoce, la stabilisation etc. Cela permettra sans doute aux populations et même aux responsables du PNUD d'entrer en contact ou d'avoir une notion sur l'importance d'une telle organisation et la lutte contre et l'amélioration des conditions de vie des populations. L'analyse cela recherche et partage des meilleures stratégies pour atteindre les OMD et les ODD en utilisant les pratiques les plus novatrices, les réformes institutionnelles et politiques,¹⁰⁰ les moyens de mettre en œuvre ces politiques ainsi que l'évaluation des options de financement. En effet, il s'agit d'un groupe d'experts nationaux et internationaux qui se concertent pour définir les nouvelles méthodes qui leurs permettront d'avoir les œuvres innovatrices en vue de revaloriser les actions du PNUD dans la localité. Aussi ces mêmes experts réfléchissent sur les choix des localités d'intervention c'est beaucoup le choix des zones à risque et l'identification des personnes vulnérables, et essaient aussi de voir les options de financement. Le monitoring : qui permet d'aider les pays à rendre compte et à mesurer les progrès¹⁰¹. En effet, grâce au monitoring, les pays qui

⁹⁹ E., Nuaghé Noubissi, « le PNUD et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun » mémoire de master en Histoire économique et sociale, Université de Yaoundé I, FALSH, 2015.

¹⁰⁰ Guide d'introduction au programme des Nations Unies pour le développement, 2^e édition, 2004.

¹⁰¹ Ibid.

bénéficient les appuis du PNUD ont la possibilité de faire le point sur la portée et l'importance de cette organisation qui est sur place qui joue un rôle très déterminant dans le processus de développement durable au Cameroun. Il s'agit pour les pays bénéficiaires de faire un compte rendu sur le progrès ou le changement qu'a apporté l'organisme dans son pays, c'est de ça qu'il est question. Les opérations qui sont les assistances auprès des gouvernements fondés sur les résultats, pour les aider à adapter les OMD, ODD aux défis et circonstances locales et surmonter les obstacles. Ici, il s'agit des opérations d'assistances et d'aide que le PNUD organise afin d'atteindre les ODD, et de voir également quels sont les obstacles qui entravent le progrès de tel ou tel pays.

Pour arriver au développement durable, le PNUD, définit un plan d'action global sur la base que le développement est d'abord une affaire de tous même les pays les plus pauvres, et les plus désavantagés peuvent changer leur situation il est très possible de quitter de la pauvreté à au développement durable¹⁰². Aujourd'hui, les connaissances, et les ressources nécessaires à l'accélération du progrès existent dans le monde. Il ne faut que trouver un meilleur engagement pour concrétiser avec succès les stratégies, les politiques et les interventions.

Dans son évaluation internationales des éléments qui seront nécessaires à l'accélération du progrès pour atteindre les ODD, le PNUD propose le programme d'action suivant : L'appui à un développement induit par les pays individuels même, la promotion d'une croissance économique inclusive, l'augmentation des investissements publics dans l'éducation, la santé, la fourniture d'eau et l'assainissement et les infrastructures, le relèvement du nombre et de l'intensité des interventions ciblée, y compris celles relatives à la protection sociale et aux programmes favorisant l'emploi. A cela nous pouvons ajouter l'investissement dans l'élément féminin de la société, l'amélioration de l'accès aux énergies alternatives et au développement des économies vertes, l'accélération de la mobilisation des ressources nationales pour aider au financement des ODD, la tenue des engagements relatifs à l'aide publique au développement et l'amélioration de sa prévisibilité de son efficacité, de la division du travail et des modalités de décaissement. En 1997, le PNUD a publié un rapport sur le développement qui propose une nouvelle méthode « multidimensionnelle¹⁰³ » pour mesurer la pauvreté. Ce nouveau d'action proposé par le PNUD permet non seulement d'affirmer l'autonomie de cet organisme dans sa pratique mais aussi d'avoir un support d'appui pour la mise en œuvre de son programme.

¹⁰²G. Azoulay, *les théories du développement*, Paris, presses universitaires de Rennes, 2002

¹⁰³*Rapport sur le développement humain*, Paris, Economica, 2003, pp. 20-23

Enfin, l'organisation des séminaires et des formations des jeunes. Le PNUD organise les colloques, les séminaires en vue du renforcement des capacités d'assistance dans les pays et les jeunes auront la capacité de maîtrise des domaines dont ils veulent se lancer¹⁰⁴. Les séminaires et les colloques permettent beaucoup plus la sensibilisation, et l'information sur l'importance de cet organisme qui est engagé au Cameroun depuis plus de quatre décennies dans la lutte contre la pauvreté et le processus pour le développement durable pour le Cameroun ainsi que les autres parties du pays. Pour ce qui est de la formation des jeunes, il s'agit de la formation de ces jeunes-là dans les filières que le PNUD qualifie des filières porteuses. Ces filières sont : l'agriculture, l'élevage, le commerce, la mécanique et la maçonnerie. C'est donc à la fin de la formation que le PNUD offre des financements aux récipiendaires en fonction du domaine choisi. C'est le cas du « *casch for work* » que le PNUD organise à Maroua pour lutter et prévenir contre l'extrémisme violent.

Le financement du PNUD provient en majorité des contributions volontaires des Etats membres des Nations Unies et des partenaires multilatéraux incluant des organismes publics¹⁰⁵, des fondations et des institutions financières internationales. Ces contributions peuvent être affectées en tant que ressource ordinaire (également appelé financement de base) ou en tant que ressources spécifiques à une région, un projet¹⁰⁶ ou un secteur de développement. Le développement est un processus à long terme qui nécessite une orientation stratégique claire et la capacité de répondre aux crises immédiates et aux défis et opportunités émergents. Le PNUD continue d'œuvrer à l'élargissement et à la diversification de ses ressources afin de mettre en œuvre le nouveau plan stratégique et de tenir à sa promesse d'atteindre les objectifs de développement durable¹⁰⁷. Les principaux pays donateurs dans cet organisme figurent entre autres l'Allemagne, la Suède, l'Ukraine, l'Argentine, le Japon, le Royaume Uni, la Suisse, les Etats Unis d'Amérique, la Norvège, la Hollande¹⁰⁸ etc. Ces pays fournissent des fonds pour le financement de certains projets, ils fournissent également les matériaux et les équipements de tout genre pour une prise en charge des pays en voie de développement et les pays moins développés.

¹⁰⁴Vigan Rhétice. « Contribution de la banque mondiale à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement », ENAM-Aboney-Calavi 2007, p.11

¹⁰⁵Guide d'introduction au Programme des Nations Unies pour le développement, 3^e édition, 2007, p.33

¹⁰⁶ Ibid

¹⁰⁷ Ibid

¹⁰⁸Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 1996.

Les ressources régulières (20%), les ressources affectées à une thématique ou à une zone géographique selon la volonté du donateur bilatéral ou multilatéral (50%) et les ressources locales qui sont les ressources issues des prestations achetées au PNUD par les gouvernements des pays en développement (30%).¹⁰⁹ Les ressources régulières du PNUD constituent donc la base de l'action multilatérale de l'organisation. Mais le mode de financement privilégié par les pays membres en majorité affecté et annuel, est le reflet de leur manque d'implication dans les principes généraux du multilatéralisme¹¹⁰. L'ONU et ses fonds de développement ont été créés, c'est bien dans le but de mettre en commun les efforts entre Etats au service de l'amélioration du sort des populations du monde. Le multilatéralisme implique d'accepter de renoncer aux intérêts particuliers dans le but de servir une cause commune. Le PNUD utilise donc plusieurs moyens et stratégies pour mettre en œuvre ses projets et programmes et il trouve son financement un peu partout, mais en majorité dans les pays développés.

3-Les missions du PNUD au Cameroun

Le PNUD se force sur le principe selon lequel le développement est inséparable de la recherche de la paix et de la sécurité humaine et que les Nations Unies doivent diriger tous leurs efforts aussi bien en faveur du développement qu'en faveur de la paix. Le but principal du PNUD est d'aider les pays à développer leur capacité pour atteindre un « développement humain durable » et créer les conditions pour un Etat actif engagé dans l'éradication de la pauvreté. Souvent, le PNUD coordonne l'action des autres agences organes des Nations Unies : Les représentants résidents du PNUD jouent le rôle de président coordonnateur pour les activités opérationnelles de développement et d'assistance humanitaire du système des Nations Unies. Il s'efforce aussi d'être un partenaire efficace en matière de développement pour les agences de secours des Nations Unies (...). Il agit pour aider les pays à se préparer, à éviter et à répondre aux urgences complexes et aux désastres¹¹¹. C'est pourquoi le PNUD est l'un des organes prédominants au comité permanent inter-agence dont l'objectif est de permettre la coordination lors des urgences humanitaires.

Il est à noter également que dans toutes ses activités, le PNUD encourage la protection des droits de l'homme et favorise la participation active des femmes. Le programme des Nations Unies pour le développement se donne comme but principal l'appui aux initiatives de lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations dans plus de 170 pays

¹⁰⁹ Rapport mondial sur le développement humain, 2006

¹¹⁰ <https://www.un.org/development/dpd/transparency>. Consulter le 02 janvier 2021 à 11h

¹¹¹ S Fongang, *l'indicateur de développement humain du PNUD*, Paris, Harmattan, 2000, pp. 109-112

et territoires. Sa portée et sa gestion au plan mondial qui représente un budget annuel de 2,4 milliards de dollars des Etats-Uniens en termes des ressources financières font du PNUD le plus grand fournisseur d'aide au développement des Nations Unies. Ses programmes sont conçus pour promouvoir des objectifs de développement national, mettre fin à la pauvreté et instaurer la paix grâce à des activités qui peuvent être gérées et soutenues localement. Soixante-quinze pour cent de ces programmes sont mis en œuvre par des organisations locales, appuyées par le savoir-faire des nationaux des pays en développement, des ONG, des institutions de recherche et des volontaires des Nations Unies. Il fournit une assistance à la formation, des plans pour des micros financements et d'autres initiatives afin de renforcer le pouvoir d'actions des pauvres. Il donne aussi la priorité aux femmes qui constituent la majorité des pauvretés, surtout les femmes rurales sans oublier les enfants et les jeunes vulnérables aux crises et catastrophes naturelles de tout genre.

III. FONDEMENTS DE L'INTERET DU PNUD POUR LA REGION DE L'EXTREME NORD-CAMEROUN

La région de l'extrême nord est la région la plus pauvre du Cameroun à cause de ses conditions climatiques et les conditions naturelles défavorables aux activités agricoles. Plusieurs raisons expliquent l'intérêt du PNUD dans la région de l'extrême nord, à savoir : les fondements idéologiques et humanitaires, les fondements économiques et les fondements socio-culturels.

1. Les fondements idéologiques et humanitaires

L'idéologie est l'ensemble des croyances, des idées caractéristiques d'une personne, d'un groupe, d'une société à un moment donné. Du point de vue idéologique et humanitaire, le PNUD tire ses fondements d'intérêt pour la région de l'extrême nord pour plusieurs raisons. Mais pour mieux comprendre ce fondement, il faut dire que les peuples du monde ont d'abord un désir de solidarité, lorsqu'un individu vit dans un état de pauvreté, il faut lui venir en aide. Les gouvernements ont un souci universel du phénomène de la pauvreté, et s'efforcent de la contrôler, si ce n'est par égard pour la vie des individus et des groupes de personnes parce que des conflits entre les pauvres et les riches ont jalonné l'histoire du monde et peuvent donc menacer les pouvoirs existants. La pauvreté est une cause majeure des souffrances et d'inégalité entre les êtres humains et au centre de diverses conceptions morales, philosophiques et

religieuses. Au Cameroun, la pauvreté est devenue d'abord morale et psychologique et affecte immédiatement le comportement de la population en général.

La situation de l'extrême nord est particulière dans la notion de la pauvreté qui affecte directement le moral des individus¹¹² voient que l'homme qui vit dans la pauvreté est en temps normal un homme très aliéné. Elle affecte d'abord l'esprit de tout individu. Lorsqu'un homme n'a pas les moyens financiers, qu'il n'arrive pas de subvenir à ses besoins, sa conscience est troublée du point où il n'arrive plus à contrôler sa vie, son organisme n'est plus dans son état. Lorsqu'on regarde la situation d'une famille¹¹³, d'une communauté, ou d'un individu, d'un enfant, cela impacte immédiatement dans notre cerveau, dans notre vie, dans notre façon de vivre. En tant qu'être vivant, on a l'obligation. C'est face à cette situation que l'Etat du Cameroun a eu un regard tourné vers la région de l'extrême Nord-Cameroun¹¹⁴, il faut dire que nos dirigeants ont été touchés par rapport à ce que vit cette partie du pays. L'intérêt idéologique que le PNUD a dans la région de l'extrême nord Cameroun est d'abord lutter contre la pauvreté qui est d'abord un phénomène psychologique, mental, et humanitaire.

A travers son plan d'action pour l'Extrême Nord, le PNUD cherche d'abord à travers ses séminaires et colloques qu'il organise à faire comprendre aux populations que la pauvreté n'est pas une malédiction, idéologiquement¹¹⁵ il faut que les populations comprennent qu'il est très possible de quitter de l'extrême pauvreté au développement durable qui est un désir pour toutes les Nations du monde. Aussi, l'Etat du Cameroun et le PNUD cherchent à déconstruire l'idée que certains citoyens camerounais de l'extrême nord ont sur l'avenir de la situation économique du Cameroun et celle de la région de l'extrême nord en particulier. En effet, le PNUD essaye de faire comprendre aux habitants de cette localité qu'ils ne doivent pas mettre dans leurs têtes qu'on les a isolés. C'est d'abord un phénomène naturel mais avec les efforts du gouvernement et ses partenaires, la situation pourra changer avec le temps.

Du point de vue toujours idéologique et humanitaire, le PNUD est présent dans la région de l'extrême nord dans le but d'enseigner certaines notions de la vie active. Si nous tenons compte de la situation qui prévaut dans cette partie du pays, il faut dire que c'est une situation qui met en péril les activités des populations à causes des atrocités commises par la secte islamiste boko haram. Pour sa part le PNUD se donne comme mission dans ce contexte la

¹¹² *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1996

¹¹³ Moussa Wamde, 56 ans chef de famille à Maroua, Maroua, 22 décembre 2020

¹¹⁴ Loi n°2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la république du Cameroun

¹¹⁵ *Rapport de la Revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017*

prévention et la lutte contre l'extrémisme violent qui ne laisse pas l'esprit des populations tranquilles. Toujours au regard de l'aspect idéologique et humanitaire de l'intérêt du PNUD dans la région de l'extrême Nord, le comportement et les habitudes de certaines jeunes de la localité qui se lancent dans la consommation d'alcool et des stupéfiants qui sont des pratiques qui ne favorisent pas le progrès de ces derniers. En effet, ces jeunes pensent qu'ayant dépassé par la pauvreté et les conditions de vie à laquelle ils vivent, l'alcool et les stupéfiants seraient la solution pour lutter contre leur pauvreté parce qu'à force de consommer, beaucoup deviennent fou, d'autres paresseux etc.... Pour donc apporter une solution, le PNUD, en collaboration avec l'Etat du Cameroun ont essayé de multiplier des efforts. C'est ainsi que le PNUD organisa plusieurs activités qui permettent de répondre à ces problèmes d'ordre idéologique et humanitaire dans la région de l'extrême Nord Cameroun. Toutefois, on remarque que ses interventions ne sont pas efficaces, elles présentent plusieurs limites. En dehors des fondements idéologiques et humains, nous avons aussi les fondements économiques.

2. Les fondements économiques de l'intérêt du PNUD pour la région de l'extrême nord

Du point de vue économique, le PNUD trouve plusieurs raisons de s'implanter dans la région de l'extrême nord Cameroun qui est une région la plus pauvre du Cameroun en termes de revenus économique. En effet, le fondement économique de l'intérêt du PNUD pour la région de l'extrême nord se repose sur la notion de développement qui est d'ailleurs un terme clé pour notre travail. Le développement désigne l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations, et renvoi à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être. C'est aussi la croissance économique ou la situation économique d'un pays ou d'une entreprise¹¹⁶ qui était dans un état de pauvreté et s'est transformée en une situation d'indépendance économique dans toutes ses formes. Des diverses opinions et point de vue se sont confrontés à la notion de développement, sans toutefois revenir sur ces différentes définitions controversées de la notion. L'objectif est donc de réduire les inégalités entre les régions du Cameroun et de promouvoir le développement économique et socioculturel de la région¹¹⁷.

Le PNUD mettra tout en œuvre pour parvenir à ce stade, c'est le premier objectif et c'est par là que se repose l'intérêt économique de cet organisme pour l'extrême nord. Lorsque le

¹¹⁶ Dictionnaire universel, Paris, Hachette, 4^e édition, 2002, p. 256

¹¹⁷J. Sambieni « contribution de la banque mondiale à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement'' ENAM-Aboneka-Calavi, 2006

PNUD se lance dans les activités comme la stabilisation c'est pour maintenir l'économie et même augmenter. Parce que la stabilisation se mesure dans tous les angles y compris le côté sécuritaire, le volet économique parce que le développement est inséparable de la recherche de la paix. Ayant une région qui est en quête de développement, elle accuse un très grand retard au développement. Ses conditions naturelles ne sont pas favorables à la bonne pratique des activités de revenu. L'intérêt du PNUD à intervenir dans cette partie du Cameroun sur le plan politique est de porter dans cette région au plus haut niveau sa représentation sur le plan national et permet aux dirigeants d'avoir et de conserver leurs crédibilités vis-à-vis des habitants. Cela se fera à travers la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance¹¹⁸. En fin il est important de s'intéresser au fondement social et culturel.

3. Les fondements socioculturels

Du point de vue social et culturel, le PNUD trouve ses fondements dans plusieurs aspects qui l'ont sans doute permis d'intervenir dans cette partie du pays. La région de l'extrême nord est une zone dont la situation humanitaire reste préoccupante, avec la crise alimentaire, le problème d'accès à l'eau potable et un faible taux de scolarisation.¹¹⁹ On note également la persistance des maladies (paludisme, poliomyélite ...). Surtout pour les enfants de moins de 10 mois Pour ce qui est du paludisme, il faut dire que c'est une épidémie qui traumatise toute la population de cette localité. On enregistre des morts dues au paludisme et nous nous rappelons que malgré cette situation sanitaire grave, la région de l'extrême nord ne possède pas des équipements sanitaires de qualité, manques des kits sanitaires, la région de l'Extrême nord manque des hôpitaux pour prendre en charges les malades. Il faut aussi souligner que le peu des hôpitaux qui se trouvent dans cette zone ne favorise ou n'est pas accessible pour tout le monde à cause des moyens financier¹²⁰s, la pauvreté extrême que la majorité de la population vit ne permet vraiment pas l'accès aux soins sanitaires qui est l'élément le plus important c'est comme on a l'habitude de dire la santé avant tout.

La saison pluvieuse dans la région de l'Extrême Nord Cameroun est la période la plus mauvaise et la plus grave pour les habitants surtout pour les petits enfants de moins de dix mois et les femmes enceintes qui sont les plus vulnérables aux maladies et exposés aux mortalités. Hormis le paludisme, on retrouve d'autres maladies qui sont dues aux conditions climatiques

¹¹⁸ Ibid

¹¹⁹ Sous-programme Réduction de la pauvreté à la base, 2005-2007.

¹²⁰ R. Ndo Minla'a, « contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, UYII, IRIC, 2004.

et aux températures qui sont défavorables pendant cette période dans cette partie du territoire national. C'est le cas de la poliomyélite qui touche beaucoup plus les enfants de moins de dix mois et qui fait appelle à la prise des affaires au sérieux malgré quelques cas des solutions que le gouvernement et ses partenaires essayent d'apporter. L'organisation des campagnes des vaccinations sont quelques mesures que l'Etat du Cameroun force à prendre pour prévenir et combattre ces catastrophes commises par ces maladies pendant cette période. Mais malgré tous ces efforts du gouvernement à travers le ministère de la santé public, on enregistre toujours quelques morts au cours de ces dernières années dues toujours aux mêmes maladies. Au-delà de la question sanitaire du point de vue socioculturel, on note également l'aspect éducatif dans la région de l'extrême nord Cameroun. En effet, après une très longue investigation, les experts nationaux et internationaux en charge de la question éducative ont trouvé que la majorité des jeunes de la région de l'Extrême Nord ne s'intéressaient pas à l'éducation, à l'école, beaucoup ne considéraient pas que l'école était une voie qui va conduire l'Homme à la réussite et au développement.

Le phénomène de l'analphabétisme était une question d'actualité dans cette partie du pays. Il faut trouver un moyen possible pour sortir la région de l'analphabétisme, toujours la cause première de ce phénomène reste d'abord la pauvreté, qui se manifeste dans ce domaine par les manques des écoles et des personnels enseignants qualifiés qui n'encourageait pas vraiment les parents à envoyer leurs enfants à l'école, il faut construire les écoles en encourageant les enfants à aller fréquenter et acquérir des connaissances qui leur seront des pistes claire et profitable pour leurs avènements et pour l'avenir de la région de l'extrême nord et même du Cameroun. Le fondement de l'intérêt social donc du PNUD dans cette région se repose sur la lutte contre les maladies endémiques et les mortalités infantiles, la lutte contre l'analphabétisme qui se feront par la construction des hôpitaux et les écoles qui vont conduire sans doute à l'atteinte des objectifs premier du PNUD qui est la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations et surtout la promotion du développement durable¹²¹.

Aussi, le fondement de l'intérêt du PNUD pour la région de l'Extrême Nord fait référence à la question de l'environnement, il est à noter que la région de l'extrême nord est souvent victime de la dégradation de l'environnement qui ne favorise pas son développement économique. D'autres missions du PNUD étant la protection de l'environnement, rappelons que c'est depuis la tenue de la conférence de Rio de Janeiro au Brésil le 03 au 14 juin 1992 sur

¹²¹P. Félicité Mengue, « le PNUD et la promotion du genre au Cameroun 1995-2007 », Mémoire de master en Histoire des relations internationales, Université de Yaoundé I, FALSH, 2009

l'environnement et le développement, le PNUD se donne des efforts pour protéger l'environnement. La région de l'extrême nord Cameroun est victime de ce phénomène à cause des conditions naturelles et humanitaires parce que les habitants aussi participent à la dégradation de l'environnement à travers la déforestation et les feux des brousses qui sont très dangereuses pour l'environnement et l'économie de la zone. Le PNUD en collaboration avec ses partenaires comme le programme des nations unies pour l'environnement(PNUE)¹²² essayent de combattre les problèmes car on ne peut qu'arriver à un développement durable en conservant notre environnement. En fin, le fondement de l'intérêt socioculturel du PNUD pour l'extrême nord exige qu'on souligne l'aspect sécuritaire, il faut dire qu'avant même le déclenchement de la crise sécuritaire de la secte islamiste boko haram, la région de l'extrême nord est confrontée à des menaces sécuritaire qui ne permettent pas l'épanouissement de la population. Le phénomène des coupeurs de routes, le grand banditisme, la prise d'otage avec demande des rançons sont quelques manifestations de cette insécurité dans cette localité dont les conséquences sont nombreuses. Pour donc lutter à ces problèmes, le PNUD avec l'accord du gouvernement trouve des voie et moyens pour intervenir et apporter des solutions concrètes aux populations qui vivent dans la panique, parce que les causes majeures de tous ces problèmes restent en premier lieux la pauvreté et les manques d'emplois surtout pour les jeunes qui se lancent dans ces telles pratiques qui mettent en mal l'économie de la région de l'Extrême Nord Cameroun qui est toujours une région la plus pauvre du Cameroun. Mais l'intervention du PNUD et ses partenaires essayeront d'améliorer la situation.

Le Cameroun qui est membre de l'ONU depuis septembre 1960 justifie les facteurs qui favorisent leurs accords avec le PNUD. Devenu indépendant depuis le 1^{er} janvier 1960, ce nouvel Etat est en quête pour le développement socio-économique. L'une des missions du PNUD est d'aider les pays en voie de développement en leur fournissant des aides en vue du décollage économique. Arrivé au Cameroun en septembre 1972, le PNUD a signé plusieurs accords avec l'Etat du Cameroun lesquels ont fixés les bases de leurs coopérations. Le respect des engagements de chacune de deux parties permet la bonne marche de coopération entre les deux acteurs. Les fondements de l'intérêt du PNUD pour la région de l'Extrême Nord sont d'ordre idéologique et humanitaire, économique et socioculturel. Nous remarquons que les accords qui ont été signés entre le Cameroun et le PNUD ont bel et bien fixés les bases des relations entre ces derniers et que le PNUD trouve bien l'intérêt d'intervenir dans la région de

¹²² Sommet de Rio de Janeiro sur l'environnement tenu en 1995.

l'Extrême Nord, région la plus pauvre du pays. Ainsi, plusieurs activités ont été menées dans le cadre du processus de développement économique, social et environnemental.

CHAPITRE II : ACTIVITES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES REALISES PAR LE PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD CAMEROUN ENTRE 1980 ET 2020

Le PNUD présent dans la région de l'extrême Nord Cameroun mène les activités depuis plus de 30 années.¹²³ L'objectif étant la lutte contre la pauvreté et le développement socio-économique de la région, le PNUD a réalisé plusieurs projets. Dans ce chapitre il est question de présenter les différents projets réalisés par le PNUD dans le cadre du développement économique dans la région de l'extrême nord. Il s'agit des projets d'insertion des jeunes et des femmes, les projets de *cash for work* et l'appui aux agriculteurs et aux éleveurs.

I. LES PROJETS D'INSERTION DES JEUNES ET DES FEMMES DANS LE CADRE DE LA REALISATION DES OMD

Les OMD sont huit objectifs adoptés en 2000 à New York (Etats Unis) avec la Déclaration du Millénaire, adoptée par 189 pays réunis sous les auspices des Nations Unis pour le sommet du millénaire tenu en septembre 2000¹²⁴. Ils allaient de la réduction de la pauvreté à la scolarisation, dans les primaires, de tous les garçons et de toutes les filles jusqu'en 2015, en passant par l'arrêt de la propagation du VIH/sida. Aujourd'hui, ils transforment la manière d'envisager le développement. Partout dans le monde, gouvernement nationaux, organismes d'aide et mouvement de la société civile ont entrepris de réorienter leurs activités en fonction de ces objectifs. Pour réaliser les OMD¹²⁵ dans la région de l'extrême nord, le PNUD a d'abord appuyé le gouvernement à l'élaboration du DSRP¹²⁶, le financement des microprojets et la construction des CEOCA.¹²⁷

1. Appui du PNUD à l'élaboration du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP)

L'appui du PNUD à l'élaboration du document stratégique de réduction de la pauvreté est beaucoup plus d'ordre technique. Il s'agit de la publication des rapports sur la situation de

¹²³ *Rapport du co-opération pour le développement*, Cameroun, 1997

¹²⁴ *Rapport mondial sur le développement humain*, 2003

¹²⁵ Ibid

¹²⁶ Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

¹²⁷ Cellule d'Ecoute, d'Orientation, des Conseils et d'Accompagnement.

développement au Cameroun, de l'organisation des séminaires dans les grandes villes du Cameroun. L'insoutenable déficit budgétaire public lié à la crise économique qui a secoué le Cameroun du milieu des années 80 au milieu des 90 ayant contraint l'Etat à une réduction drastique de son train de vie et de ses dépenses d'investissement¹²⁸, une détérioration considérable du secteur social s'en était suivie, comme l'atteste la dégradation des indicateurs de l'état de santé et du niveau d'accès des populations à l'éducation et aux services et infrastructures des bases. Dans le même temps de nombreux défis tels que le chômage massif et chronique des jeunes ou la pandémie du SIDA sont apparus à l'échelle de fléaux sociaux de grande ampleur¹²⁹. Le Cameroun a été jugé éligible à l'initiative Pays Pauvres très endettés (PPTTE) par les conseils d'administrations de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI), à travers une décision survenu le 1^{er} octobre 2000. Cette décision faisait suite à l'exécution satisfaisante d'un programme économique et financier appuyé par le FMI au titre de la Facilité d'Ajustement structurel renforcé (FASR)¹³⁰ et à la soumission au FMI et à la Banque mondiale du document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté.

L'atteinte du point de décision a permis l'exécution d'un deuxième programme économique triennal appuyé par le FMI au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) avec pour objectif de stabiliser le cadre macroéconomique et les finances publiques. L'énoncé du déclencheur DSRP disposait que le DSRP complet soit préparé et mis en exécution de façon satisfaisante pendant une période d'un an. C'est dans cette logique que le DSRP, version dite complète qui développait, et traduisait en programme, les axes du DSRP intérimaire qui fut partie intégrante du point de décision a été élaboré et adopté par les autorités camerounaises en 2003¹³¹ et par les conseils d'administration du FMI, de la Banque Mondiale et surtout du PNUD en juillet de la même année. Les travaux relatifs à la conception et à la mise en œuvre des stratégies nationales axées sur la lutte contre la pauvreté et l'expérience engagée dans ce domaine par le PNUD permettent de dégager une démarche, qui intègre l'objectif de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de développement multidimensionnelle conforme aux OMD.

¹²⁸ N. Nsingoulou, « Les activités du programme des Nations Unies pour le développement en république populaire du Congo », mémoire de maîtrise en diplomatie, UYII, IRIC, 1982, P. 38

¹²⁹ *Rapport de mise en œuvre du DSRP, Cameroun*, 30 septembre 2003, P.45

¹³⁰ CTSE-DSRP, *Révision du document de stratégie de réduction de la pauvreté : termes de référence*, 2007

¹³¹ *Rapport final sur le DSRP*, Cameroun, 2009.

Le processus d'élaboration du DSRP intérimaire a commencé le 20 janvier 2000 à Kribi¹³². Le comité technique de suivi des programmes économiques a organisé grâce à l'appui financier et technique du PNUD, un séminaire chargé de décrire les déterminants de la pauvreté, d'intensifier les indicateurs de suivi et d'évaluation de la pauvreté, et de préparer les consultations participatives auprès des groupes cibles organisés. Pendant la première quinzaine du mois d'avril 2000, des consultations participatives ont été organisées dans les dix régions du pays. Des équipes mixtes de facilitations et de modérateurs composées de représentants de la société civile, des administrations publiques et des experts du PNUD et parfois de la Banque mondiale, ont parcouru l'ensemble du territoire national pour écouter les populations démunies sur leur perception de la pauvreté, des facteurs et causes qui maintiennent dans cet état, et sur les possibilités existantes pour réduire ce fléau. La restitution et la validation des résultats de ces consultations participatives se sont déroulées en mai 2000 à Yaoundé¹³³ lors d'un atelier national. Prenaient part à celui-ci, les représentants des groupes qui avaient été consultés en avril. D'autres analyses et suggestions ont été recueillies au cours de cet atelier approfondir le DSRP intérimaire. Cette phase consultative est donc la prise de conscience de la nécessité de développer l'écoute de la société civile pour bien cibler les priorités d'action et s'assurer que les politiques et les objectifs à introduire dans le DSRP reposent sur un large consensus et sont favorables aux pauvres¹³⁴.

Le processus de formulation de ce document s'est achevé en octobre 2000, à l'occasion d'un séminaire de présentation du DSRP auquel prenaient part le PNUD, la Banque Mondiale, le FMI et les autres partenaires au développement du Cameroun. L'objectif de la rencontre était de renforcer la contribution du secteur privé et de la société civile dans l'évolution du DSRP et d'explorer les possibilités de participation de ces acteurs dans les étapes de l'exécution et de suivi d'évaluation de la stratégie. C'est ce document qui a permis l'admission du Cameroun au point de décision de l'initiative Pays Pauvre très Endetté (PPTE). Préalablement à l'élaboration du DSRP, des études socio-économiques ont été menées avec l'appui financier et technique du PNUD. Ces études ont conduit à la rédaction des monographies des dix régions, ce qui a permis de combler le vide créé par la fermeture des services de la planification provinciale depuis 1990. Les données produites ont étoffé le DSRP¹³⁵.

¹³² Ibid

¹³³ *Evaluation finale du sous-Programme de Réduction de la pauvreté à la Base (SPRPB)-Phase 2*, Cameroun 2016.

¹³⁴ Cameroun, p. 10

¹³⁵ PNUD, *Rapport de la revue du cadre de coopération pays-Cameroun 1997-2001*, Yaoundé, 2001, P.5

Le DSRP s'articule autour d'un programme de mesures de réformes destinées à promouvoir une croissance durable et forte. La mise en place des politiques sectorielles spécifiques de réduction de la pauvreté et le renforcement de la bonne gouvernance pour maximiser l'impact potentiel de la croissance sur les pauvres sont également les objectifs à atteindre. Pour mettre en œuvre ce programme, il est préconisé des politiques d'insertion efficace des groupes défavorables dans le circuit économique, la réhabilitation et le développement des infrastructures de base. En fin il est préconisé la mise en place d'une politique et des stratégies sociales qui sont des éléments clés de la stratégie de réduction de la pauvreté en vue de réaliser les OMD. Le DSRP constitue désormais le cadre de référence de la politique gouvernementale et le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires extérieurs.¹³⁶ Il vise l'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations en s'attaquant aux principales causes de la pauvreté, à travers la mise en œuvre par le gouvernement d'une politique de croissance économique forte et de réduction de la pauvreté compatible avec les Objectifs des Millénaires de développement (OMD) auxquels il adhère. Il est donc à noter que l'action du PNUD dans la région de l'extrême Nord dans le cadre de l'élaboration du DSRP concerne les consultations faites dans cette partie du pays pour recueillir les informations propre et fiable par rapport à la situation de la pauvreté et les populations de l'extrême nord vivent.

Pour cet exercice, Maroua a reçu une délégation des experts deux fois en vue d'évaluer le niveau de la pauvreté de cette région. La première visite s'est faite en septembre 2000¹³⁷ et composé des experts de la Banque Mondiale, les experts du FMI, les experts du PNUD et les représentants du gouvernement dont la coordination était confiée au PNUD. Ces experts ont rencontré les sociétés civiles, les groupes vulnérables et les autorités administratives de la région. Après trois jours des travaux intenses, les experts ont recueilli les informations et se sont retourné à Yaoundé. La deuxième visite s'est faite en février 2004 pour marquer la dernière étape pour l'élaboration du DSRP¹³⁸ également lors de cette visite de travail, les experts sont allés voir et vivre la réalité de ce que vivent les populations de l'Extrême Nord. La dernière visite est composée de la même équipe mais seulement que les travaux ont durés plus que la première visite cela pour approfondir les études en rappelle la région de l'extrême étant une région la plus pauvre du pays. C'est pour cela que la visite a été intensifiée dans cette partie du

¹³⁶ R.S. Ndo Minla'a, « La contribution du PNUD à la réalisation des Objectifs de Développement Humain Durable au Cameroun », Yaoundé, IRIC, 2004.

¹³⁷ Cameroun, *Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement*, 2008, P. 9

¹³⁸ Rapport final du DSRP, Cameroun, 2009.

pays et lutter contre le fléau de la pauvreté qui est un phénomène qui attire l'attention de la population. Il devient donc un point de repère et des cibles pour combattre l'incidence de la pauvreté. Il s'appuie sur un ensemble de mesures et de réformes destinées à promouvoir une croissance durable, la mise en place des politiques sectorielles spécifiques de réduction de la pauvreté et le renforcement de la bonne gouvernance pour maximiser l'impact potentiel de la croissance sur les pauvres sont également les objectifs à atteindre par DSRP¹³⁹.

2. Financement des micro-projets des jeunes et des femmes dans le cadre du projet villages des millénaires (PVMC)

Les projets villages des millénaires sont des projets pilotes destinés à être mis en place à plus grande échelle et reproduits ailleurs dans le cadre de la réalisation, des Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD). L'objectif général du PVMC¹⁴⁰ est d'améliorer les vies des populations concernées, à travers un ensemble d'appui aux villages retenus pour qu'ils puissent sortir de la pauvreté, à travers la réalisation locale de tous les OMD dans un délai de 5ans prévu en deux phases.

Les objectifs spécifiques du PVMC étaient entre autres :

- utiliser une approche holistique pour investir, planifier et mettre en œuvre les interventions dans des domaines clés comme l'agriculture, l'élevage, la santé, l'éducation l'infrastructure...

- faciliter la synergie entre le secteur public et le secteur privé dans la réalisation des OMD

- mettre en place une stratégie de développement communautaire¹⁴¹ à la base avec mise en place des véritables agents de développement et l'utilisation de l'approche genre.

- contribuer à la modification au niveau de la conception mais également de la portée des interventions du programme ainsi que la mobilisation des ressources financières.

- travailler à la durabilité des actions grâce à la gestion communautaire des activités au niveau local, la suppression progressive des subventions, la croissance économique et la création ou renforcement d'un secteur et une meilleure participation du gouvernement et des

¹³⁹ Rapport de mise en œuvre du DSRP, Cameroun, 30 septembre 2003, P. 5

¹⁴⁰ Rapport mondial sur le développement humain, Cameroun, 2010

¹⁴¹ Rapport de l'évaluation finale de la première phase du PVMC, Cameroun, 2013, P.12

ONG dans la mise en œuvre des actions de développement.¹⁴² Une très bonne quantité des ressources a été mobilisée en vue de la réalisation des projets villages des millénaires par les différents partenaires. A savoir : le gouvernement Japonais, le gouvernement du Cameroun, et le système des Nations Unies. Le coût total du projet est de 8519250 USD¹⁴³ réparti ainsi qu'il suit :

Tableau 3 : Répartition du taux de financement du PVMC

Source de financement	Montant (Dollars EU)
Gouvernement du Cameroun	2.000.000
Gouvernement du Japon	5.769.250
Système des Nations Unies	750.000
Total	8.519.250

Source : INS-EDC1

Le modèle de financement du PVMC était basé sur un budget total estimé à 8519250 US\$ sur 2,5 ans et la mobilisation des ressources devait se faire selon un système de partage de coût, 5.769.250 de la coopération japonaise, 2.000.000 US\$ du gouvernement Camerounais et 750.000 UE\$ du système des Nations Unies. Ces ressources étaient mises à la disposition de l'agence du PNUD pour mettre en œuvre les actions du programme. On remarque le Japon est le principal partenaire financier du PNUD avec 5.769.250 US\$¹⁴⁴, ce qui justifier son attachement à aider le Cameroun à la marche vers le développement. Le gouvernement du Cameroun témoin son attachement pour l'amélioration des conditions de vie de ses populations. Toutefois, le montant total 8.519.250 de dollars alloués pour le projet est insuffisant pour tout le Cameroun.

a. Financement des microprojets des jeunes

Dans la région de l'extrême nord Cameroun, deux arrondissements sont concernés par le projet village des millénaires : l'arrondissement de Maroua 1^{er} et l'arrondissement de Meri, les deux dans le département du Diamaré. Près de 135 millions de FCFA (230 000 de dollars) ont

¹⁴² *Rapport des progrès des OMD*, Cameroun 2017

¹⁴³ Ibid

¹⁴⁴ *Rapport d'évaluation du programme village des millénaires du Cameroun*, Cameroun, 2011, pp. 29-35

été versées aux jeunes des 6 villages¹⁴⁵ dans le cadre de projet à haute intensité de main d'œuvre visant à la construction des infrastructures communautaires. Dans l'arrondissement de Maroua 1^{er}, l'ambition était de faire intervenir dans chaque site les ministères et les agences publiques participant à la mise en œuvre des différentes actions en faveur des OMD et de mobiliser les financements disponibles ou de les intégrer au budget d'investissement public, ces jeunes viennent de divers villages d'environ¹⁴⁶. Parmi les bénéficiaires on peut citer entre autres : Aliou Hamidou à Meri qui a reçu une somme de 1,5 millions de FCFA en 2008¹⁴⁷ et qui s'est lancé dans un petit commerce au village dans l'alimentation du quartier. Nous avons aussi le cas de Abba Zra à Maroua 1^{er} qui a également reçu une somme de 1,5 millions en 2010 de la part du PNUD dans le cadre du projet village des millénaires et s'est lancé dans le petit commerce des carburants¹⁴⁸ qui est devenu son métier principal jusqu'à aujourd'hui. En dehors des financements individuels, on a un financement collectif.

Tableau 4: Les bénéficiaires du projet villages des millénaires

Nom des bénéficiaires	Agés	Commune	Sommes (FCFA)	Année
Aliou Hamidou	29	Meri	1 500 000	2008
Falama Bachiroua	33	Maroua 1 ^{er}	1 5 000 000	2010
Aissatou Fadi	27	Maroua 1 ^{er}	500 000	2010
Tamba souleymanou	35	Meri	2 000 000	2009
Maimouna Issa	30	Maroua 1 ^{er}	1 000 000	2012
Yerima Saliou	28	Meri	1 500 000	2011
Bouba jean Paul	30	Maroua 1 ^{er}	500 000	2008
Nafissatou Mana	34	Maroua 1 ^{er}	1 500 000	2009
Total			10 000 000	

Source : Récapitulatif faite à partir des informations recueillies auprès des bénéficiaires et des responsables du PNUD

¹⁴⁵ Ibid

¹⁴⁶ <https://undp.org> cj. View. Activités consultées le 15 septembre 2020 à 10H

¹⁴⁷ Aliou Hamidou, 41 ans, bénéficiaire PVMC, Maroua 1^{er}, Maroua, 28 décembre 2020

¹⁴⁸ *Rapport final de la première phase du programme village des millénaires Cameroun*, Cameroun 2013.

Le tableau ci-dessus indique les différents bénéficiaires des projets villages des millénaires entre 2008 et 2012 dans les communes de Maroua 1^{er} et de Meri. Plus de 10 millions de FCFA ont été financé pour ces jeunes d'une manière individuelle qui ont permis aux bénéficiaires de se lancer dans une activité génératrice de revenu (AGR). Mais nous remarquons qu'il y a non seulement une inégalité de répartition entre les bénéficiaires, mais aussi sur huit bénéficiaires nous retrouvons trois filles seulement. Il est à noter également que ce projet regorge pleines d'insuffisances et de limites car la région de l'Extrême Nord compte six département et c'est seulement deux communes qui ont été sélectionné pour ce village. Nous pouvons donc dire que ce projet ne participe pas efficacement au développement de la région.

Le PNUD a appuyé les jeunes regroupés en GIC (groupement d'initiative commun) qui sont la plupart de ces groupements à caractère économique. Avec l'appui PNUD, des opportunités des financements ont été créées pour les micros, petites et moyennes entreprises ainsi que les organisations de producteurs ruraux, permettant à certains groupes d'augmenter leurs revenus. Selon les rapports du PNUD et la commission finale du projet, le SPRPB I¹⁴⁹ a financé 133 microprojets repartis en 6 communes dans la région de l'extrême nord en 2007 et 2011 à travers des subventions à des GIC. Comme GIC appuyés par PNUD on peut citer : AVA (Association Villageoise Autogérée) créée depuis 1990, c'est une association agropastorale qui regroupe les villageois de tout horizon, elle regroupe plus de 200 membres¹⁵⁰ et a reçu un financement à hauteur de 1,5 millions de FCFA de la part du PNUD¹⁵¹. Sa réalisation sur l'octroi des crédits scolaires, les dons des céréales aux chefs de familles puisqu'ils cultivent beaucoup des produits alimentaires. Il est à noter que le PNUD a appuyé plusieurs jeunes qui fond dans le secteur de l'artisanat regroupés en coopérative : c'est le cas de COOPARMAR (Coopérative Artisanale de Maroua), l'extrême nord est une région du Cameroun qui donne plus de valeur à l'artisanat qui est une activité génératrice de revenu c'est pourquoi il occupe une place de choix dans la ville de Maroua avec des filières telle que le tissage traditionnel, le forge, la vannerie, la teinturerie et surtout le travail de cuir qui lui donnent une certaine spécificité. Cette coopérative a obtenu du PNUD une enveloppe de 2 000 000 de FCFA en

¹⁴⁹ *Sous-Programme de Réduction de la pauvreté à la base*

¹⁵⁰ Moussa Maïdadi, 45 ans, président de l'association villageoise autogéré de Maroua, Maroua le 26 décembre 2020

¹⁵¹ _PNUD, PPP, *Sous-programme de promotion et de création des PME, par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, Yaoundé, 1997*

2008¹⁵². Cette action s'inscrit dans le cadre de la poursuite des OMD dans la région de l'extrême Nord.

Le financement des microprojets des jeunes dans la région continue jusqu'à nos jours par le PNUD, mais il faut dire que cette fois-ci ce financement s'inscrit dans le cadre des activités du projet stabilisation, de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. C'est la relance de l'économie, Le PNUD prend pour cela un plan de relance économique.

La deuxième phase de l'OMD (2013-2017) fut consacrée essentiellement dans la relance économique. Plus de 800 jeunes ont reçu un financement de la part du PNUD d'autres individuels et pour certains regroupés en microprojet. Mais le geste très remarquable du PNUD en faveur des jeunes est la construction d'un centre multifonctionnel des promotions des jeunes de Zamaï. En effet, ce centre de promotion des jeunes construit en 2013, dont l'objectif est de former les jeunes dans les différents métiers, et de les maintenir dans les villages, il est à noter que c'est comme une salle informatique puisqu'il est équipé par les ordinateurs.

Photo 1: Centre multiforme de promotion des jeunes de Zamay



Source : Cliché Djalo Mborimba, zamay, le 23 décembre 2020

Le centre multiforme de promotion des jeunes de Zamaï est constitué d'une salle des réunions (d'une capacité de 50 places) qui permet de réunir les jeunes pour des prises de

¹⁵² Rapport sur le développement humain au Cameroun, Cameroun, 1996.

décisions entre eux, elle permet également l'organisation des formations que le PNUD organise dans les filières porteuse (agriculture, élevage, commerce, couture...), dans le département du mayo Tsanaga. Ce centre contient également une salle informatique équipée par les machines qui permettent aux jeunes d'apprendre les outils informatiques. En fin, ce centre contient une salle de jeu, dont l'objectif était de maintenir les jeunes dans le village afin d'éviter qu'ils rejoignent le groupe armée Boko-haram. Toutefois, il se pose donc un problème d'entretien et de maintenance le centre est petit surtout la salle des réunions et des formations, les ordinateurs qu'on a mis dans le centre ne sont plus dans la plupart fonctionnels, et le PNUD n'arrive pas à convaincre les jeunes de s'intéresser à cette opportunité

b-Appui du PNUD aux associations des femmes dans la région de l'Extrême Nord Cameroun

La région de l'Extrême Nord est l'une des régions au Cameroun qu'on retrouve plusieurs associations des femmes regroupées en GIC et qui œuvrent pour le développement économique de la localité. Ces regroupements s'inscrivent dans le cadre de la poursuite des OMD qui parmi ses cibles on retrouve sans doute la promotion du genre et l'égalité de sexe qui est aussi un élément essentiel dans l'atteinte des OMD tel que définie par le PNUD en collaboration avec le gouvernement du Cameroun. Pour parvenir à cette initiative, le PNUD à appuyer plusieurs associations des femmes dans la localité en vue de contribuer de façon efficace au développement économique de la région. Ces associations sont : AFABEM¹⁵³ (Association des femmes actives battante évoluant à Memé), c'est une association créée depuis 2002 et qui compte plus de 150 membres et basée dans le village Memé, un village situé dans le département de mayo-Sava, arrondissement de Mora¹⁵⁴. Cette association a reçu en 2012 un financement de 1,5 millions de la part du PNUD. Avec cet argent, elles ont acheté le moulin et mettre à la disposition du village. La pertinence de ce moulin est d'abord tout le village qui était à un moment donné obliger de se déplacer très loin pour aller écraser ne partent plus, en suite le prix a connu une réduction de 10f par tâche qui n'est pas négligeable. En fin, le fait marquant de cette association avec le moulin est que les membres de l'association ne paient pas et après chaque trois mois on fait l'état de la caisse et chaque membre aura quelque appui.

¹⁵³ Association des femmes Actives Battantes évoluant à Mémé.

¹⁵⁴ Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant l'organisation administrative de la république du Cameroun

Photo 1: Les membres de l'association des femmes actives, battantes évoluant à Meme (AFABEM)



Sources : PNUD, Rapport des progrès des OMD, Cameroun, 2017, p.13

La photo ci-dessus indique la réunion des membres du bureau de l'Association des Femmes Actives, Battantes Evoluant à Meme (AFABEM). C'est une association qui regroupe plus de 150 membres, créée depuis les années 2002 dont les membres travaillent en synergie pour le bon fonctionnement de l'association. Mais nous remarquons un faible taux de participation des femmes dans la réunion ce qui justifie une limite pour l'association. Sur la photo il y a moins de 50 femmes présentes à la réunion. L'absence de certaines femmes est due au refus de leurs maris qui pensent que leurs femmes sortent pour autres choses et d'autres se plaignent de l'information qui n'était pas véhiculée pour tous. Toutefois cette association à travers ses activités participe au développement économique du village.

Le PNUD a également appuyé l'association des femmes qu'on appelle ASHABAKA qui veut dire tant pis pour toi en langue mandara et basée dans la ville de Mora chef lieux du département de mayo-Sava. En effet, ASHABAKA est une association comme son nom l'indique qui est ouverte à tout le monde qui désire adhérer. A travers ce slogan, les femmes de la ville de Mora ont compris l'importance de cette association et ont soumis leurs projets au PNUD, c'est ainsi qu'elles ont bénéficié d'un financement de 2 millions de FCFA qui leurs a permis de réaliser plusieurs projets. Il est très important de rappeler qu'à partir de 2016, Ashabaka est devenu la plus grande et la plus importante association des femmes dans la ville de Mora grâce à sa politique et surtout grâce à l'appui que le PNUD ne cesse d'apporter. Les activités de cette association participent véritablement au développement économique de la

ville. Aussi, est-il à noter que cette association joue le rôle du relèvement précoce initié par le PNUD en réponse à la crise sécuritaire de boko haram. Les membres de cette association ont adopté une stratégie de fonctionnement dans un contexte de mise sécuritaire qui vise non seulement à faire intégrer le maximum des femmes dans l'association mais aussi et surtout de participer à la lutte contre la pauvreté dans cette zone. Ainsi, l'association a mis d'abord le moulin à la disposition du village, qui réduit le déplacement des femmes pour aller chercher les lieux pour écraser, également pendant les rentrées scolaires, chaque membre sera soutenu en fonction de la décision qui sera prise par l'assemblée générale(AG) de cette association pour atténuer les dépenses aux chefs des familles.

Enfin comme geste remarquable de la part de Ashabaka c'est l'octroi des prêts d'argent aux populations de toute la ville c'est-à-dire qu'elle prête l'argent à tout le monde et qui sera remboursable avec les intérêts, ce qui permet d'augmenter le patrimoine de l'association

Par ailleurs, autre appui du PNUD en faveur des associations des femmes, c'est le financement d'un GIC de Louggabaléri qui est situé à Doumrou, à une trentaine de kilomètre de Touloum dans le département de mayo kané. Ce GIC a reçu de la part du PNUD une somme de 2 millions¹⁵⁵ de FCFA en 2012 pour améliorer leur production des oignons, Kaltchoumi, membre de ce GIC a vu sa production dépassée de 200 à 500 casiers. Elle a grâce aux bénéfices, fait l'acquisition d'un moulin et des petits ruminants qui lui permettent de subvenir à ses besoins même en dehors des saisons culturelles. Les membres du GIC grâce aux revenus ont réalisé autant des projets individuels. Autre responsable de ce GIC notamment Mairamou Bouba¹⁵⁶ et Fanta de Guirvidig affirment que grâce au financement reçu par leurs GIC¹⁵⁷, elles ont multiplié leur bénéfice. En un an seulement après le lancement de leurs activités, elles ont récolté 4 millions de FCFA de bénéfice. Plus de 59 ménages bénéficient les activités de ce GIC, Ce qui permet aux populations de qualifier ce GIC du meilleur dans l'arrondissement de Touloum. Il est à noter que dans l'arrondissement de Touloum on retrouve plus de 50 GIC mais le plus important est celui qui vient en aide à plus de 59 ménages. Ces financements s'inscrivent dans le cadre du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base phase II cofinancé entre le PNUD et le gouvernement du Cameroun. En fin comme association ayant obtenu l'appui du PNUD dans la région de l'extrême nord c'est ALARMO qui est un GIC agro éleveur basé dans la ville de Mora. Ces GIC regroupement les agriculteurs et les éleveurs en son sein et devient

¹⁵⁵ *Rapport de l'évaluation finale de la première phase du projet village des millénaires*, Cameroun, 2013, p. 41

¹⁵⁶ Mairamou Bouba, cultivatrice à Maga, Maga le 06 décembre 2021

¹⁵⁷ Ibid

un point de rencontre et le catalyseur de la politique de développement dans la ville de Mora. ALARMO¹⁵⁸ aussi a reçu un financement de la part du PNUD une somme de 2 millions de FCFA qui leur a permis de réaliser plusieurs œuvres. A travers cette association, plusieurs éleveurs et agriculteurs surtout les femmes ont beaucoup profité.

3. La mise en place des Cellules d'écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA)

La mise en place des CEOCA¹⁵⁹ dans les communes est une initiative du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base, programme conjointement mis en œuvre par le MINEPAT et le PNUD. L'objectif de ce programme est de contribuer durablement à la réduction de la pauvreté en milieu rural par la structuration de l'économie locale en accordant une attention particulière aux jeunes, aux femmes et aux personnes porteuses d'un handicap. Pour atteindre ses objectifs, les interventions du SPRPB se reposent sur un dispositif de partenariat qui inclut les institutions gouvernementales et non gouvernementales notamment les établissements de microfinance. Le CEOCA est un pôle de service ancré au niveau de la mairie et qui couvre la commune, selon son modèle¹⁶⁰, il mobilise des partenaires (services techniques, publics englobant des ministres ou des agences non gouvernementales et privées) pour satisfaire des besoins en matière d'aide au développement des activités économiques et sociocommunitaire en milieu rural.

Lors de l'étude de la faisabilité du CEOCA, les filières porteuses de croissances susceptibles d'avoir une incidence positive sur le développement local et les revenus devraient être identifiées et un plan de mise en œuvre, adopté, par la suite. Dans un autre sens le CEOCA est censé servir de plateforme d'aide à la recherche d'emplois, d'accompagnement des femmes et des jeunes dans la création d'entreprises et des activités génératrices de revenus à travers un partenariat visant à mobiliser les financements et les services techniques publics et/ou privés nécessaires. Les CEOCA sont aussi des structures de dialogue et des cohésions sociales logées au sein des communes et ouvertes à toutes les populations locales. Ils fournissent des renseignements et orientent les personnes et groupes des personnes, accompagnent et développent des partenariats, et mettent sur pied un dispositif de suivi des bénéficiaires afin de s'assurer que les appuis apportés entraînent les changements positifs recherchés. Dans la région

¹⁵⁸ PNUD, *Etude des filières économiques et de la formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes, Extrême nord 2018*

¹⁵⁹ www.cm.undp.org consulté le 12 Janvier 2021

¹⁶⁰ *Rapport général sur le SPRPB, Cameroun 2014*, p. 17-22

de l'extrême nord, le PNUD en collaboration avec le MINEPAT a construit plusieurs CEOCA. Nous avons entre autres : le CEOCA de maga, un village situé dans le département du mayo Daney à proximité de la frontière avec le Tchad, mise en place en 2013 et opérationnalisé en 2014. Le MINEPAT et le PNUD, dans le cadre du sous programmes de réduction de la pauvreté à la base phase II (SPRPB2) entendent répliquer cette initiative dans les communes les plus pauvres¹⁶¹. Le personnel devant assurer le service quotidien des CEOCA de maga et de lagdo dans la région du nord Cameroun avait été formé les 26-28 mai 2013.

En outre, pour démarrer leurs activités, les CEOCA ont été dotés de mobilier de bureau et du matériel nécessaire pour son fonctionnement. Parmi ces matériaux des CEOCA, on retrouve les ordinateurs portables, les registres et les documents nécessaires pour le bon déroulement des activités. Enfin nous avons la construction de CEOCA de Moulvoudaye une commune située dans le département de mayo Kane dont le chef lieux est kaélé. Le CEOCA de Moulvoudaye est créé en septembre 2015 et composé de :

- un gestionnaire (qui assure en même temps la fonction agent financier de la mairie) ;
- un responsable de la mairie : 1^{er} adjoint au maire
- les Représentants des bénéficiaires qui sont dans la plupart des GIC
- un responsable technique qui a pour fonction principale cadre de développement à la mairie
- une assistante d'accueil qui assure la permanence du centre
- la mairie assure le fonctionnement du centre et procède à des inscriptions budgétaires spécifiques pour le CEOCA.¹⁶²

II. LE PNUD DANS LE PROJET CASCH FOR WORK ENTRE 2015 à 2020

Le projet cash for work est une initiative du PNUD lancée en 2015 et s'inscrit dans le cadre de la lutte et la prévention contre l'extrémisme violent et le relèvement précoce. C'est un nom de baptême qui signifie travail contre travail¹⁶³ c'est-à-dire qu'à la fin du travail, les bénéficiaires perçoivent de l'argent sur place. Il s'agit des opérations des dons multiples et variés que le PNUD offre aux jeunes garçons et filles dans 10 communes de l'Extrême Nord. Le but de ces activités est de permettre aux personnes vulnérables de gagner rapidement de l'argent leur permettant de vivre au quotidien et économiser l'argent pour commencer une

¹⁶¹ *Rapport général sur le SPRPB*, Cameroun 2014, p. 23-25

¹⁶² PNUD, *Le PNUD à la base : Appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, 2003-2008, Cameroun 2009

¹⁶³ PNUD, *Rapport des activités 2013-2019*, Cameroun 2019

activité génératrice de revenu (AGR)¹⁶⁴. Les communes concernées sont celles de Tchatibali et de Datchéka dans le mayo Daney, des communes de Moulvoudaye et de Dziguilao dans le mayo Kané, des communes de Méri et de Gazawa dans le Diamaré, des localités nguétchéwé et de Mawa dans le mayo Tsanaga et les localités de Kourgui et de Makoulahé et surtout la commune de Mora dans le département du Mayo Sava. Les activités du cash for work concernent la formation et l'offre d'emplois aux jeunes de deux sexes, les travaux communautaires à caractère économique et le financement des jeunes.

1. La formation et l'offre d'emploi par le PNUD

Dans le cadre des activités du projet *cash for work* organisé par le PNUD dans la région de l'Extrême nord, les jeunes ont reçu une formation¹⁶⁵ et ont été insérer après une brève formation. Cette formation concerne les filières dont le PNUD qualifie des porteuses, parmi ces filières on peut citer entre autres : l'agriculture, l'élevage, le commerce, la couture, la peinture, la maçonnerie etc. Mais il est important de noter que l'équipe de la formation a mis un accent sur 03 filières plus porteuses (filière riz, filière poisson et filière kits solaires photovoltaïque)¹⁶⁶ ayant un fort potentiel d'emplois et de revenus pour les femmes et les jeunes, Plus de 5000 jeunes ont été formés dans ces différentes filières au choix de tout un chacun. Et après la formation, ils sont accompagnés par le PNUD pour l'insertion socio- professionnelle ou alors leurs offrir de l'emploi, beaucoup des jeunes ont bénéficié du travail et de l'emploi grâce à cette initiative. La formation dans ce projet se fait en 90 jours et cette formation se déroule dans les chefs-lieux des arrondissements qui permettent de mobiliser le maximum de jeunes. La motivation de cette formation pour les jeunes est qu'au-delà d'être accompagnée à la fin de la formation, durant même la formation, ils reçoivent une somme de 1000f chacun à la fin de la journée. En réalité, le mécanisme est que les jeunes ont droit à 3 mil FCFA chacun par jour, mais on leur donne d'abord 1000f et les restes soit, on leur paye le matériel du travail en fonction de la filière choisie par les bénéficiaires ou alors on leur donne en espèce pour commencer une AGR.

Les travaux menés par le PNUD sont organisés avec une philosophie et permettent d'exécuter les un peu plus lourds tel que la construction des infrastructures (route, pont...) Le PNUD paie normalement 3000FCFA par jour et retient 1/3 du montant (1000f) qui sont automatiquement garder par le projet afin de

¹⁶⁴ PNUD, *Etude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes*, Cameroun, août 2018.

¹⁶⁵ PNUD, *le PNUD à la base : Appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, 1998-2003*, Cameroun mai 2004

¹⁶⁶ PNUD, *Etude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes*, Cameroun, 2018, P. 15

permettre aux participants d'épargner les frais devant leur permettre à la fin de commencer une AGR. Le montant journalier payé par le PNUD est aussi parfois fonction de la nature des travaux. Il est possible de payer plus de 3000FCFA par jour aux jeunes. Après les activités de HIMO tous les jeunes reçoivent des formations aux métiers tels que le maraichage, l'élevage, le petit commerce, le secrétariat bureautique¹⁶⁷.

Dans la ville de Mora, les activités du *cash for work* sont mises en œuvre par la CADEPI (Cellule d'appui au Développement local participatif intégré) avec le concours du projet d'appui à la résilience socio-économique des jeunes vulnérables (PARSE). A la fin donc de cette formation, plusieurs jeunes dans la région de l'extrême nord ont eu l'accès à l'emploi qui concoure efficacement dans la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des OMD. La formation a eu lieu un peu partout dans les arrondissements surtout les communes les plus pauvres. Aussi il est important de rappeler la formation concerne aussi la création et la gestion des AGR. Le bilan de cette formation est retracé dans le tableau suivant :

Tableau 5 : bilan de la formation des jeunes sur la création et la gestion des AGR

Commune	Période	Hommes	Femmes	Total
Maga	1 ^{er} -3 juin 2017	19	6	25
Touloum	1 ^{er} -3 juin 2017	13	11	24
Moulvoudaye	2-4 juin 2017	20	5	25
Mokolo	29-31 mai 2017	21	4	25
Mora	30/05 au 1 ^{er} juin 2017	17	13	25
Kousseri	29-31 mai 2017	12	13	25

Source : Rapport sur le développement humain au Cameroun 2017, Cameroun 2017, p.23

Les jeunes ont été formés sur la création et la gestion des AGR et cette formation s'est faite en une courte durée mais très intense. Mais on remarque que les garçons sont plus nombreux que les filles dans presque toutes les communes concernées, Seul à Kousseri qu'on voit que les filles sont au nombre de treize tandis que les garçons eux sont au nombre de douze. Aussi nous remarquons que les nombres des jeunes formés dans chaque commune sont de 25 sauf à Touloum qu'on retrouve 24 jeunes formés¹⁶⁸. Ce qui explique le déséquilibre de genre au niveau

¹⁶⁷ Ibid

¹⁶⁸ Rapport sur le développement humain au Cameroun 2015, Cameroun, 2015.

des bénéficiaires est d'abord le poids de la tradition qui donne plus des privilèges aux garçons par rapport aux filles. Les filles déjà en mariage rares ont encore l'accès dans les lieux de formation, les gens ont aussi tendance à croire qu'il y a un certain métier réservé uniquement aux garçons. Le PNUD devrait avoir un regard particulier pour les jeunes filles dans cette partie du pays.

Après donc ces formations beaucoup des jeunes ont bénéficié les emplois dans ces différents villages. C'est le cas des six jeunes filles qui ont reçu après la formation chacune une machine à coudre à Tokombéré, un arrondissement du département du mayo Sava qui leur a permis de trouver un emploi par lequel elles parviennent à subvenir à leurs besoins quotidiens grâce à la machine offerte par le PNUD. Parmi ces filles nous avons rencontré Djanabou Maté 33 ans et Zara Oumarou 28 ans les deux dans l'arrondissement de Tokombéré, qui font dans la couture. La photo ci-dessous est celle de Zara Oumarou bénéficiaire d'une machine¹⁶⁹ à coudre dans le cadre du projet et qui travaille à domicile.

Photo 2 : Une bénéficiaire d'une machine à coudre



Source : Cliché Djalo Mborimba, Tokombéré, le 16 décembre 2020.

Cette jeune fille mariée avec deux enfants a bénéficié d'une machine à coudre de la part du PNUD depuis 2014, cette machine a une valeur de 180 000fcfa, après la formation de 03 mois. Elle travaille avec sa machine à domicile, ce qui lui permet de subvenir à ses besoins, et prendre soin de sa famille. Toutefois, nous remarquons une négligence de la part de la

¹⁶⁹ Zara Oumarou, 32 ans, couturière à Tokombéré, Tokombéré, le 15 décembre 2020.

bénéficiaire qui n'arrive pas à bien équiper la place, et augmenter le revenu. Cette négligence est due au non suivi par les autorités.

La jeune fille du Tokombéré dans le département du Mayo-Sava a trouvé le travail après la formation de trois mois qui leur permet de gagner de l'argent à tout moment et subvenir à leurs petits besoins vitaux. Les machines que nous avons vues avec cette jeune fille ont été offertes par le PNUD grâce au projet HIMO lancé depuis 2014¹⁷⁰. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les activités du *cash for work* permettent aux jeunes d'avoir soit, une formation dans un domaine précis, soit d'avoir un financement ou alors les matériaux de travail tous ces pistes leurs permettent de lancer un AGR. C'est dans cette logique que ces jeunes filles bénéficient les machines à coudre, la couture est donc devenue leurs principales activités génératrices de revenus. Dans les activités du *cash for work*, après la formation, d'autres jeunes ont obtenu un emploi qui leur permettent de gérer les petits besoins quotidiens, ces jeunes se sont lancés dans les diverses filières qui dépendent de leurs choix.

2. Des opportunités des financements à travers les activités du *cash for work*

Les activités du *cash for work* organisées par le PNUD dans la région de l'extrême Nord ouvre également des opportunités de financement pour les jeunes et les femmes de cette localité. Il est important de rappeler que durant les trois mois de formation et des travaux, l'argent était épargné pour ces jeunes pour les financer dans une activité génératrice de revenu, cela revient à une somme très importante qui leur sera propre pour un démarrage des AGR¹⁷¹. Si nous essayons de diviser cette somme, chacun recevra une somme de 180 mil après les trois mois de formation et très important pour le lancement des activités.

La plupart de ces jeunes se lance dans les petits commerces pratiqués avec le Nigeria voisin. Il s'agit essentiellement des commerces informels largement dominés par l'achat et la vente des marchandises en provenance de Gambarou au Nigéria, le petit commerce le transport par moto et par tricycle, la maintenance des moto, la vente du carburant de contrebande, la couture, la cordonnerie, la pêche, la manutention à bord des camions de transit Tchad-Nigéria-Cameroun, l'élevage bovine, le call box, le transfert d'argent, l'esthétique, l'artisanat, la fonte, l'élevage des petits ruminants sont plus pratiqués par les femmes. C'est à travers ces différentes filières encadrées que le PNUD crée les opportunités de financement, Ces opportunités de financement

¹⁷⁰ Rapport finale sur l'évaluation du sous- programme de réduction de la pauvreté à la base (SPRPB)-phase 2, Cameroun, janvier 2018

¹⁷¹ Rapport sur l'évaluation des résultats des activités de développement, Cameroun, 2017 P.23

créées par le PNUD à travers les projets des activités du *cash for work* permettent ou du moins participent au développement économique de la région. Au-delà des financements que les jeunes des activités des HIMO bénéficient à la fin des travaux, il est à noter que cette activité ouvre un champ de financement pour ces jeunes à travers un certains nombres des projets mis à la disposition du PNUD¹⁷². En effet, il est question pour ces jeunes de monter les projets durant les travaux de HIMO et qui seront financés après leur validation s'ils figurent parmi les 25 meilleurs. Parmi les jeunes ayant eu ces financements, on peut citer le cas de Hamidou Mahamat qui a fait un projet agropastoral et qui a bénéficié un financement de la part du PNUD d'un montant de 2 millions de FCFA en 2019¹⁷³ et qui a investi dans l'agriculture et l'élevage. En outre, autre financement dans le cadre des activités du *cash for work* c'est celui d'un jeune au nom de Kodji Ahmadou à amchidé dans le département du mayo-Sava arrondissement de Mora, le village amchidé est la localité située dans la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Ce jeune entrepreneur fait dans le commerce des carburants qu'il part transporter du Nigéria voisin. A part ces deux jeunes cités ci-haut, plusieurs autres ont obtenu un financement à la hauteur à travers les activités de HIMO en fonction des projets soumis au PNUD.

Tableau 6 : Répartition des bénéficiaires du financement du projet cash for work

Noms des bénéficiaires	Agés	Filières	Montants (FCFA)
Hamidou Mahamat	37	Elevage	1 500 000
Kodji Ahmadou	32	Commerce	500 000
Alhadji Issa	25	Agriculture	1 000 000
Zaïnam Abiba	26	Agriculture	500 000
Lamicé Rebecca	30	Couture	500 000
Alhadji Mallom	29	Agriculture	1 500 000

Source : Tableau élaboré en fonction des informations recueillies sur le terrain

¹⁷² BAD, *évaluation rétrospective de performance du Cameroun sur le projet de réduction de la pauvreté et actions en faveur des femmes dans l'extrême nord (PREPAFEN)*, Cameroun, 2018

¹⁷³ PNUD, *Sous-programme de promotion de promotion et de création des PME, par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées*, Yaoundé 1997

Le tableau ci-dessus indique les différents bénéficiaires de financement du projet *cash for work* en fonction de leur filière. Nous remarquons que les bénéficiaires sont âgés entre 20 et 30 ans, cela entre dans l'un des critères de la sélection qui précise l'âge maximal doit être à 35 ans. L'inégalité de répartition des fonds de financement se justifie par la pertinence du projet, le PNUD finance en fonction du projet, et la dominance de la filière agricole est due également à la dominance de cette activité dans la région. Les filles sont peu représentées dans cette opération, à cause des traditionnelles subies par ces dernières. Toutefois, ces financements sont limités pour un développement de la région, puisque dans toute une région, financé 25 projet ne pas évident. Les activités de HIMO organisées par le PNUD dans la région de l'extrême ont ouvert trop d'opportunités que ce soit aux jeunes que des femmes qui ont été retenu pour ces activités car ces groupes sont les plus vulnérables.

3. Distribution des matériaux de travail par le PNUD

Les activités du *cash for Work* concernent également la remise des dons des kits¹⁷⁴ et des matériaux pour le travail en fonction de la filière des bénéficiaires. Chaque participant reçoit un kit de lancement de ses activités gracieusement offert par le projet (les frais d'achat du kit ne proviennent pas des revenus des travaux HIMO, ils sont offerts par le projet. Ces kits peuvent être des machines à coudre pour les couturiers, les semences et les engrais pour les agriculteurs, les bêtes pour les éleveurs etc. Durant cette opération, plus de 5000 jeunes (garçons et filles) ont reçu les matériaux de travail, c'est le cas de Mahamat Moussa qui fait dans une petite cafétéria et qui a reçu un équipement total de son petit métier dans une place de la ville de Mora.

¹⁷⁴ Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement, Maroua 2014

Photo 3 : Un jeune bénéficiaire du projet HIMO



Sources : Rapport des activités de 2013-2017, Maroua 2017, p.22

Ce jeune a bénéficié de la farine, du sucre et bien d'autres nécessaires pour son cafétéria, il a aussi reçu une somme de 500 mil pour appuyer son métier, l'entourage de cette cafétéria a été bien aménagé. L'action du PNUD en faveur de ce jeune vient sans doute augmenter sa clientèle et lui permet d'accroître son métier et son revenu, lorsqu'on regarde sa place on remarque au moins qu'une augmentation considérable de l'affluence devant sa table. Mais lorsque nous regardons bien la place, il serait mieux de lui faire un restaurant qui pourra bien lui rapporter des revenus plus que ce qu'il gagnait. Aussi, l'action du PNUD vient de renforcer l'action de la stabilisation dont l'objectif était de conduire la région au relèvement précoce avec les exactions de boko haram, la photo ci-dessus illustre l'endroit équipé par le PNUD par la cafétéria

Nous avons aussi le cas de Mairamou Alioum, 32 ans dans l'arrondissement de Tokomberé qui fait dans le commerce des beignets et de la bouillie après les travaux de HIMO a bénéficié 3 sacs de farine, 2 cartons d'huiles, les savons et les marmites en 2015 pour accompagner son métier. Depuis qu'elle a obtenu l'appui du PNUD, elle ne peut plus travailler

seule, elle est obligée de trouver quelques enfants qui vont l'aider à vendre son beignet¹⁷⁵. Ce geste participe bien au développement économique de ce village qui est d'ailleurs victime des exactions de la secte islamiste boko haram. Selon elle, grâce à cette activité elle parvient à gérer ses petits besoins et celui de sa petite famille, c'est avec ça qu'elle envoie ses enfants à l'école qui avant cela avait trop des difficultés pour la scolarisation des enfants. Le PNUD fait des dons de kits et matériaux un peu partout dans les villages¹⁷⁶ de la région de l'extrême Nord. Comme autres kits et matériaux obtenus grâce à la volonté du PNUD c'est le cas de Zoua Moussa dans le département du Mayo Tsanaga qui lui fait dans la maçonnerie et qui a été équipé par les importants matériaux¹⁷⁷ de son travail. Ces équipements lui ont permis de moderniser son métier et gagner plus des marchés.

Il est important de rappeler que les matériaux qu'on leur donne interviennent après une formation en la matière, cela sous entends qu'ils sont en mesure d'utiliser immédiatement sans avoir besoin d'apprendre encore comment les utiliser et ces outils qu'on leurs donnent sont également des matériaux qu'ils peuvent utiliser ou qui sont immédiatement opérationnels. En fin nous avons rencontré un jeune au nom de Haiwang Elmie dans le village Zamai département du mayo Tsanaga qui fait dans l'agriculture et qui a reçu après la formation des matériaux et kits qui lui sont très nécessaire pour son activité. Ces matériaux sont composés des semences, des engrais, des matériaux de travail (hou, hache, pioche, arrosoir, les botes etc.) Cette action joue plusieurs rôles d'abord elle lutte contre la crise alimentaire et la faim, et aussi elle participe au développement économique de toute la région. Ce jeune qui a reçu l'appui du PNUD a vu son rendement augmenter, sa surface cultivable augmentée, les besoins sont de moins en moins sollicités. Toutefois, les matériaux du PNUD ne sont pas accessibles par tout le monde, ce qui crée souvent des polémiques lors de la distribution, les parents sont totalement exclus à ce projet pourtant c'est eux les pères de famille.

III. LE PNUD ET LES PROJETS D'AGRICULTURE, D'ELEVAGE ET LA CONSTRUCTION DES MARCHES A L'EXTRÊME-NORD

La pratique de l'agriculture et de l'élevage a été dominée par des nombreux problèmes¹⁷⁸ depuis des années. Elle se déroule dans des conditions défavorables marquées par une faible pluviométrie, la prévalence de nombreux dévastateurs (criquets, chenilles, pachydermes etc.)

¹⁷⁵ PNUD, *Rapport des activités de 2013 à 2017*, Maroua, 2017

¹⁷⁶ *Whc.unesco.org.activités*, consulté 30 juin 2020

¹⁷⁷ *Ibid*

¹⁷⁸ G. Merlin, « *Rapport d'étude sur la filière gomme arabique au Tchad* », Rapport AFD, 2009, p. 11.

et des modes de culture provoquant la fragilité des sols (feux de brousse, coupe abusive d'arbres, mauvaise utilisation des intrants agricoles)¹⁷⁹. Par ailleurs l'élevage (porcin, bovin et autres ruminants) qui constitue l'une des activités les plus rémunératrices de la région souffre du manque de pâturage surtout à cause de la rareté des pluies et de certaines maladies. Face à ces nombreux problèmes, le PNUD a apporté un appui dans ces secteurs depuis 1990. Dans ce chapitre, nous examinerons les appuis du PNUD dans le secteur de l'élevage, de l'agriculture et la construction des marchés par le PNUD.

1. Appui du PNUD aux agriculteurs dans la région de l'Extrême Nord.

Le PNUD a apporté une multitude d'appuis aux agriculteurs de la région de l'Extrême Nord depuis 1990 jusqu'à nos jours. Il s'agit de la distribution des semences, des engrais, des matériaux de travail et la construction des magasins de stockage des denrées alimentaires. L'objectif visé par le PNUD dans le secteur agricole dans cette partie du pays est énorme qui au fil du temps participé à l'élimination de l'extrême pauvreté des populations. Ces objectifs sont entre autres :

- Le ravitaillement en vivres et produits alimentaires de la population, ceci permettra de lutter contre la crise alimentaire qui sévit dans cette région.
- La fourniture des matières premières à l'industrie
- L'utilisation de l'agriculture en tant que base d'appui au développement de l'industrie¹⁸⁰

Plusieurs actions ont été entreprises par le PNUD aux cotés des agriculteurs de la région de l'extrême Nord. Parmi ces appuis nous avons d'abord l'accompagnement des GIC pour leurs activités dans la région. En effet cet appui se fait à travers la sous-traitance de la SODECOTON¹⁸¹, c'est-à-dire que le PNUD finance les GIC à travers la SODECOTON pour exécuter un projet. C'est d'abord une plus grande société parapublique du grand Nord et dont la direction générale est basée dans la ville de Garoua capitale de la région du Nord, créée depuis 1974. Dans ce cas la SODECOTON joue le rôle de : l'octroi des crédits agricoles, il s'agit de donner aux villageois les nécessaires pour leurs travaux agricoles en commençant par les semences, les herbicides, les engrais et les insecticides pour rembourser à la fin de la saison après les récoltes. La SODECOTON joue aussi le rôle de l'encadrement des agriculteurs et des

¹⁷⁹ M. Gounoko Livoudi, « La production et la commercialisation de la gomme arabique dans la région de l'Extrême Nord Cameroun : 1990-2010 » UYI, 2010, pp. 30-31

¹⁸⁰ Ibid

¹⁸¹ Société de Développement de Coton

produits agricoles, à ce titre, elle veille à la réussite des populations, elle doit faire les suivis des travaux. Comme GIC appuyé par le PNUD à travers la SODECOTON, nous avons le GVA (Groupement villageois de producteurs) qui est un GIC créé par la SODECOTON en 1980 et qui a reçu un appui financier du PNUD en 1999, et mis en œuvre par la SODECOTON. Cette association est basée dans l'arrondissement de Meri à quelques kilomètres de la ville de Maroua. Elle regroupe en son sein les hommes et les femmes et œuvre pour le développement économique du village. D'autres appuis pour les agriculteurs étaient faits d'une manière individuelle en 1997 et 2006. Il s'agit de la distribution des matériaux de travail, de la semence (bonne qualité), et des engrais pour booster le rendement. Mais ces appuis ne permettent de lutter efficacement contre la pauvreté dans la région puisqu'il s'agit d'une minorité des personnes qui reçoivent ces accompagnements.

Le PNUD a également appuyé les producteurs de sorgho à travers le projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA)¹⁸² créé par le ministère de l'agriculture et du développement rural et la banque mondiale en 2015. L'objectif visé est d'améliorer la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur du maïs, manioc et sorgho, et d'accroître la production pour répondre à la demande des matières locales exprimées par les agro business. L'accent est mis sur le sorgho dans la région de l'extrême nord, grâce aux concours financiers apportés aux producteurs dans le cadre de PIDMA, financé à hauteur de 50 milliards de francs CFA par la banque mondiale et mise en œuvre par le PNUD. A l'origine de cet intérêt de plus en plus marqué pour la production du sorgho au Cameroun, les besoins croissants exprimés par des agro-industries, notamment Guinness Cameroun,¹⁸³ la filiale locale du groupe Diageo, qui préfère désormais le sorgho à l'ordre importée pour la production de ses boissons gazeuses et alcoolisées. Cette entreprise brassicole, qui est engagée de réduction de ses importations de matières premières, revendique d'ailleurs des investissements d'environ 3 milliards de francs CFA dans un projet de promotion de la culture du sorgho dans l'extrême nord du Cameroun.

Afin de faire face à la famine qui se profile à l'horizon dans la région de l'extrême nord du Cameroun, où les incursions meurtrières de la secte islamiste et terroriste nigériane boko haram ont provoqué l'abandon des champs par les populations apeurées, la société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (SEMRY) a décidé grâce à l'initiative du PNUD

¹⁸² PNUD, *Etude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes*, Cameroun, 2018.

¹⁸³ Ibid.

en 2015 de diversifier sa production. Il s'agit pour la SEMRY d'aller au-delà de la riziculture, produire d'autres denrées agricoles pour lutter efficacement contre la famine. En général, la production de la SEMRY, qui dépasse difficilement 100.000 tonnes par an (sur une demande nationale de 300 000 tonnes), est presque entièrement vendue au Nigéria, où les prix sont plus rémunérateurs. En 2015, à cause de la menace de famine dans l'extrême nord, une bonne quantité de cette production devrait être consommée surplace pour des raisons de sécurité alimentaire. Lors du conseil d'Administration, les représentants du PNUD et de la Banque Mondiale sont des observateurs. La main mise du PNUD à la SEMRY vient donc diversifier les activités de cette dernière et cela joue également un rôle divers à savoir la lutte contre la faim et la crise alimentaire le développement économique de toute la région.

Le PNUD a également construit en collaboration avec le MINEPAT plusieurs magasins de stockage des denrées alimentaires dans la région de l'Extrême Nord. Ces magasins jouent un rôle très important dans la conservation des produits agricoles¹⁸⁴. Comme magasin construit c'est celui de Makelingai, de Mora et de Meme dans le département du mayo Sava. Ces magasins de stockage permettent de conserver les produits alimentaires jusqu'à la fin de la saison. Il faut souligner que ces magasins sont aussi une forme de mise en place d'une activité génératrice de revenu pour les populations parce que pour garder un sac des produits chacun doit payer 100f par sac, ce qui les permet de faire une petite économie pour la population.

¹⁸⁴ M. Gounoko Livoudi, « La production et la commercialisation de la gomme arabique dans la région de l'Extrême Nord Cameroun : 1990-2010 » UYI 2010

Photo 4 : Magasin de stockage des denrées alimentaires de Memé



Source : Cliché Djalo Mborimba, Meme, le 12 décembre 2020.

Ce magasin de stockage des denrées alimentaires a été construit en 2011, en vue d'une meilleure conservation des produits agricoles. C'est un magasin qui a la capacité de conserver plus de 1000 sacs, et il contient les produits qui permettent de conserver les semences en bon état. L'utilisation de ce magasin est une forme de création d'une activité génératrice de revenu, parce qu'à chaque fois qu'une personne vient avec un sac, il paye 100f, donc les nombres de sacs sont multipliés par 100f. Toutefois, la capacité de ce magasin est insuffisante pour tout le village. Un magasin qui prend 10000 places est très petit puisqu'une seule personne peut déjà avoir plus de 300 sacs. Il serait mieux pour le PNUD de multiplier les magasins et d'augmenter également la capacité du nombre de place.

L'agriculture étant l'une des principales activités de la région, elle a bénéficié l'appui multiforme du PNUD. Les semences, les engrais et les matériaux de travail ont été partagés aux agriculteurs, des appuis ont été apportés à la société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua surtout dans le projet de diversification de ses cultures. Le PNUD a

également appuyé le projet d'investissement et de développement des marchés agricoles qui fait beaucoup plus dans la production de sorgho. Enfin on note le financement des GIC par le PNUD dans la région. Toutes ces actions offrent les opportunités aux populations, luttent contre la crise alimentaire et la faim et concourent au développement économique de la région.

2. Appui du PNUD aux éleveurs dans la région

L'élevage est l'une des principales activités de la région de l'Extrême Nord dont l'objectif est de fournir le maximum des têtes de bétail pour les vendre et subvenir à certains besoins et de fournir aussi les aliments pour la consommation (viande). Les actions du PNUD dans le domaine de l'élevage sont multiples¹⁸⁵. On peut citer d'abord l'organisation des campagnes de vaccinations des animaux dans les villages de la région. En effet, les animaux sont souvent confrontés par des nombreuses maladies qui leurs sont mortelles surtout en saison pluvieuse, cela était vraiment un gros problème pour les éleveurs, ils avaient même une insomnie à cause des pertes énormes des têtes de bêtes, mais avec l'appui du PNUD par les vaccinations, il y a eu une amélioration. Le PNUD parfois prend 75% de financement de la vaccination pour encourager les villageois de vacciner les animaux. Toujours dans le processus de l'organisation des vaccinations le PNUD a renforcé la formation des personnels vétérinaires¹⁸⁶ parce que l'on a constaté que pour avoir d'abord les spécialistes en santé animale ce n'était pas du tout facile. Mais avec la volonté du gouvernement Camerounais en collaboration avec le PNUD, après la formation ces agents sont déployés sur le terrain afin de montrer les expériences acquises, il s'agit de la vaccination et la sensibilisation de l'importance de la santé animale.

¹⁸⁵ *Rapport mondial sur le développement humain, Cameroun, 2003, p.44*

¹⁸⁶ *MINEPAT, Bilan des réalisations majeures du Septennat 2011-2018, Cameroun, septembre 2018, pp.31-33*

Photo 5 : La vaccination des bétails



Source : Cliché Djalo Mborimba Memé 18 décembre 2020.

La photo ci-dessus montre les populations de Meme en plein vaccination des troupes de bœufs. Cette campagne de vaccination entre dans le cadre de la politique du PNUD et du gouvernement Camerounais à lutter contre les maladies qui font de ravage. On note une mobilisation des populations à œuvrer pour la santé des animaux. Toutefois, il est à noter que les actions du PNUD ne sont pas très convaincantes pour les habitants, parce que d'aucuns pensent que la politique de déplacement de certains villageois pour Meme n'est pas bonne. La vaccination devrait se passer dans tous les villages.

Le PNUD a également partagé les animaux (mouton, bœuf, chèvre)¹⁸⁷ aux jeunes éleveurs surtout ceux qui viennent de commencer, ceci s'inscrit dans le cadre du projet du relèvement précoce organisé dans cette partie du pays. Les bénéficiaires de ces animaux sont nombreux : c'est le cas de Moustapha Tchipoun 34 ans à Tokombéré dans le département du Mayo Sava

¹⁸⁷ Ibid

qui a bénéficié trois têtes de moutons en 2015¹⁸⁸ après avoir été formé dans cette filière dans le cadre du projet HIMO, après 5 ans de ce travail, il compte déjà les têtes de bœufs donc il est quitté du mouton au bœuf. Comme autre bénéficiaire des animaux, c'est le cas de Mademoiselle Zainam Boukar Blanjang une étudiante à l'Université de Maroua 26 ans résident à Mora qui a également reçu trois têtes de moutons de la part du PNUD en 2015, elle a fait également une formation en élevage toujours dans le cadre du projet HIMO. En fin l'action du PNUD pour les éleveurs, constitue en l'aménagement des points d'eau pour les animaux qui fut une problématique depuis longtemps. Dans un milieu où vivent les animaux, il faut absolument de l'eau¹⁸⁹ pour les faire vivre et nous savons bien dans la région de l'Extrême Nord pendant la saison sèche, il existe trop des problèmes d'eau à cause des aléas géographiques, la situation pluviométrique et le problème sécuritaire.¹⁹⁰ Les petites rivières qui y trouvent ne sont pas souvent bien gardées et aménagées.

Le PNUD qui veut valoriser et moderniser l'élevage a essayé d'aménager les points d'eau qui devraient être propices aux animaux. Parce que lorsque nous nous entretenons avec les éleveurs, ils relèvent toujours les difficultés d'eaux et aussi sécuritaires. En effet, selon les autorités en charge de l'élevage dans cette partie du pays, cette activité a été marquée depuis le début de la crise par l'abandon de certains troupeaux dans des villages par les éleveurs craignant d'être attaqués par la secte islamiste nigériane boko haram, qui est de plus en plus violente et meurtrière incursion en territoire Camerounais. Une situation qui n'a cependant pas empêché les autorités en charges de l'élevage en collaboration avec le PNUD, d'intensifier la sensibilisation des éleveurs sur l'importance des cultures fourragères, la gestion rationnelle des points d'eaux et des pâturages, les bienfaits de la vaccination et du dépistage¹⁹¹. Dans ce cas, le PNUD participe au développement du Cameroun en général et de la région de l'extrême nord en particulier, parce que c'est la région qui fournit plus de viande au Cameroun.

3. Le PNUD dans la construction et la réhabilitation des marchés

La rénovation du marché de Zamaï s'est inscrite dans le cadre d'un programme de relèvement rapide, mis en œuvre par le PNUD et les gouvernements du Cameroun et du Japon en 2015 étant de renforcer la préparation aux situations d'urgence dans la région de l'Extrême Nord. Le marché de Zamaï a été rénové en 2015 suite à un processus qui a duré trois mois et

¹⁸⁸ Moustapha Tchipoun, 34ans, éleveur Tokombéré, Tokombéré le 15 décembre 2020

¹⁸⁹ Ibid

¹⁹⁰ Alhadji Boukar, 46 ans, chef vétérinaire de Mora, Mora le 18 décembre 2020

¹⁹¹ *Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement*, Cameroun, 2008 PP 54-56

d'un montant de 32 000 dollars grâce auquel un nouveau hangar, équipé pour le stockage et la vente de viande, d'enclos de bétail remplaçant les clôtures usées et d'une source d'eau améliorée, a vu le jour. Situées à la frontière avec le Nigéria, les nouvelles installations ont stimulé le commerce sur un marché à la fois utile aux Camerounais et aux Nigériens. En effet, le camp de Minawao, non loin de là, qui abrite plus de 55 000 réfugiés Nigériens ayant fui les attaques de boko haram sont très présents dans ce marché et qui est profitable pour le village. Attirés par la forte tradition agricole de la zone, les commerçants viennent également de villes éloignées, telles que Douala, Yaoundé au sud du pays, bétail, volailles et moutons sont vendus à côté de stands de sorgho, patates et maïs par 2000 à 3000 vendeurs¹⁹² sur le marché de Zamï. Avant que le projet soit mis en œuvre, ce n'était ici qu'une vaste place où des vendeurs de bétail et des acheteurs se retrouvaient pour faire du commerce, se rappelle Moussa Issa, vétérinaire principal du marché. Il déclare que « grâce à la construction des entrepôts, le commerce est de mieux en mieux organisé, le contrôle du bétail et de la qualité se fait à l'entrée et nous gardons maintenant une trace du nombre de bêtes vendues ». Avant que la rénovation n'ait eu lieu, le marché fonctionnait dans des conditions précaires, pourtant en service depuis plus de quarante ans, il n'avait presque pas d'infrastructures : les marchands dressaient des tentes improvisées sous la canicule et le manque d'eau et d'installations sanitaires compromettaient la sécurité alimentaire. En outre, le commerce se faisait de manière tout à fait informelle, peu de contrôle étant exercé sur les flux financiers, les prix et les revenus, les exploitants paient à présent pour leurs dépenses, sans exception, et les revenus augmentent chaque jour de marché. L'activité est segmentée de manière efficiente par rapport à la période qui a précédé le projet, ce qui est attractif pour des nombreux exploitants.

La construction des marchés à bétail dans la région de l'Extrême Nord Cameroun est une initiation du PNUD et du gouvernement du Cameroun. Elle entre dans le cadre du projet « cohésion sociale », dont l'objectif est de soutenir la prévention de l'extrémisme violent dans l'extrême nord à travers l'autonomisation et l'offre d'opportunités économiques aux couches vulnérables spécialement les jeunes et les femmes. Afin de compléter l'assistance humanitaire dans cette région frappée par une crise sécuritaire, et préparer le retour rapide à une vie normale, des communautés, le PNUD accompagne le gouvernement du Cameroun dans la mise en œuvre du relèvement précoce à l'extrême nord¹⁹³. C'est dans ce cadre qu'à la demande des acteurs locaux cinq marchés à bétail ont été construits et réhabilités à Mokolo, Mora,

¹⁹² *Rapport sur le développement humain au Cameroun*, Cameroun, 2015, p. 61

¹⁹³ PNUD, *bulletin d'information mensuel*, Cameroun, 2018, p. 22

Makelingäi, Kousseri et Mémé profitable à plus de 10 000 hommes et femmes de ces localités ainsi qu'aux pays voisins chaque semaine pour la vente et l'achat des bétails. Situé à 35 km de Maroua, dans la commune de Tokombéré dans le département du Mayo Sava, le marché de Makalingäi, est le premier marché construit dans le cadre du projet « cohésion sociale » pour la revitalisation de l'économie locale dans la région de l'extrême nord, qui accueille plus de 300 000 réfugiés et plus de 198000 personnes déplacées internes¹⁹⁴. Dans l'immédiat, la construction du marché à bétail de Makalingäi renforce le commerce du bétail sur pied et des produits animaux entre producteurs, acheteurs revendeurs et exportateurs. Autre marché construit et réhabilité, c'est celui de Mora qui est le cinquième marché à bétail construit ou réhabilité par le PNUD dans le cadre du projet « Réponse rapide pour le renforcement des capacités de résilience et la prévention des conflits à l'extrême nord et à l'est Cameroun »¹⁹⁵ le marché de Mora est le lieu d'échange d'animaux sur pied ou de produits animaux entre producteurs, acheteurs, revendeurs et exportateurs. Ils constituent également un cadre de concertation et d'échange d'information entre les acteurs. De ce fait constitue une plateforme essentielle à l'économie locale. L'image ci-dessous est la photo du marché à bétail de Mora

Photo 6 : Marché à bétail de Mora



Source : Cliché Djalo Mborimba, Mora le 24 décembre 2020.

¹⁹⁴ Tchipounm Moustapha, 35 ans, éleveur, Tokombéré le 14 décembre 2020

¹⁹⁵ *Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement dans la région de l'extrême nord, Maroua*, 2019, pp. 21

Le marché à bétail de Mora ouvre les opportunités aux populations de la ville de Mora et ses environs ainsi que les étrangers. Dans ce bureau que se fait l'enregistrement qui est souvent supervisé par le chef vétérinaire de Mora Alhadji Boukar, il l'occupe à l'entrée et à la sortie des animaux dans le marché. C'est lui qui est chargé de signer le laissez passer des bétails dans le marché et ce marché est un marché périodique qui se passe une seule fois par semaine dont le jeudi. Pour ce qui est des taxes collectés lors du marché, ils sont versés dans la commune qui est le superviseur principal du développement local. Dans ce marché, il y a les vendeurs, acheteurs et surtout les démarcheurs qui trouvent aussi leurs comptes à la fin de la journée.

Les activités et les projets de développement économiques en vue de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont multiples. Il s'agit entre autres des projets d'insertion des jeunes et des femmes à travers les projets villages des millénaires (PVM) qui a concerné deux communes (Maroua 1^{er} et Meri), il s'agit également de l'appui aux agriculteurs et aux éleveurs dans la région. Toujours dans le cadre des activités d'insertion économiques, le PNUD s'est beaucoup investi dans le projet *Cash for work* qui concerne les travaux de Haute Intensité de la Main d'œuvre (HIMO), au cours de ces opérations, plusieurs jeunes ont bénéficié des financements des micro-projets qui leurs a permis de se lancer dans une Activité Génératrice de Revenu (AGR). Toutefois, nous remarquons une concentration des activités dans deux départements : le Mayo-Sava et le Mayo Tsanaga. Ces activités ne couvrent pas également tous les villages, beaucoup des villages ne bénéficient pas des projets *cash for work*. Il est à noter aussi que ce projet n'intègre pas tous les jeunes. Mais malgré ces insuffisances, les activités d'insertion économiques participent au développement économique de la région de l'Extrême Nord.

CHAPITRE III : LES INITIATIVES ET LES PROJETS DU PNUD A IMPACT SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX ENTRE 1994 ET 2020

La présence du PNUD dans la région de l'Extrême Nord concerne également les domaines sociaux et environnementaux. Parce que lorsqu'on parle du développement dans une localité, cela implique également les volets sociaux et environnementaux, dans cette partie, il est question de ressortir les actions et efforts consentis par le PNUD pour le développement social et environnemental dans la région de l'extrême Nord du Cameroun. En fin nous analysons les différents partenaires du PNUD et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets du PNUD.

I. LES ACTIONS DU PNUD POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Dans le domaine socio-politique, le PNUD a réalisé beaucoup des travaux pour le développement social de cette partie du pays. Ses réalisations concernent beaucoup plus le secteur de l'éducation et la formation professionnelle, l'eau et l'énergie et en fin les appuis du PNUD dans la documentation civile. Toutes ces actions contribuent au développement socio-politique de la région.

1. Les projets du PNUD dans l'éducation et la formation professionnelle.

L'éducation contribue à asseoir durablement la croissance d'une économie et à améliorer le niveau de vie de ses populations¹⁹⁶. Dans ce cas, l'accent a été mis beaucoup plus sur l'éducation maternelle et celle de base. La conception de l'éducation de base a été guidée par un certain nombre de considération à savoir les priorités du pays dans le secteur de l'éducation, le document stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) en rapport avec la convention des droits de l'enfant (CDE) et le plan cadre des Nations Unies pour le développement (UNDAF) en vue de l'atteinte des OMD¹⁹⁷. La mise en œuvre des activités du programme éducation de base vise à faire en sorte que les enfants bénéficiaires aient accès à une éducation de base de qualité et que les disparités nomment celles liées au genre soient réduites. Mais de manière spécifique, l'objectif primordial de l'Etat du Cameroun et ses partenaires est

¹⁹⁶ *Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement dans la région de l'extrême nord*, Maroua, 2008, pp. 9-13

¹⁹⁷ UNDAF, 2008-2012, OMD n°2,3 et 6 (Education primaire pour tous, égalité de sexe et lutte contre le VIH/SIDA), p. 40

d'améliorer le système d'enseignement et augmenter l'effectif dans la région de l'extrême nord. Ces objectifs on peut les citer de manière spécifique entre autres :

- Élaborer les programmes scolaires propres à son environnement et son milieu
- Élaboration des manuels scolaires pour chaque type d'enseignement ;
- La construction, la réhabilitation et l'équipement des salles de classes ;
- Formation et recyclage du personnel enseignant en place selon les exigences de la réforme du système scolaire.¹⁹⁸

Plusieurs actions ont été menées dans le secteur de l'éducation par le PNUD dans la région de l'extrême nord. D'abord le PNUD a accompagné les parents d'élèves à recruter et à payer les maitres bénévoles dans beaucoup des établissements de la région. L'objectif du PNUD étant de doubler l'effectif d'enseignant et de leurs prises en charge. Dans ce cas quatre départements sont concernés (Diamare, Mayo-Sava, Mayo Tsanaga et Mayo Kani) qui sont des zones où on retrouve plus des personnes vulnérables. Aussi, l'action du PNUD en faveur de l'éducation reposent-elles sur la sensibilisation¹⁹⁹ des populations de cette localité sur l'importance et la portée de l'éducation. Parfois on peut dire que c'est par manque de connaissances et de maitrises que les gens n'envoient pas les enfants à l'école. Dans cette partie du pays, on note un faible taux de la scolarisation des jeunes, surtout les filles. Plusieurs facteurs expliquent la sous scolarisation des jeunes dans cette localité parmi ces facteurs nous avons : D'abord les barrières socio-culturelles, c'est le facteur principal de la sous scolarisation²⁰⁰ de la jeune fille dans le septentrion en général et de l'extrême nord en particulier. En effet, pour certains parents, la femme est faite seulement pour rester dans le foyer, elle doit seulement aller en mariage après un certain âge, elle n'a pas le droit à l'éducation. Aussi, certains parents pensent que même les jeunes garçons ne doivent pas aller à l'école des blancs mais plutôt à l'école coranique²⁰¹ et également ces enfants doivent les aider dans les travaux champêtres et l'élevage.

Ensuite, la pauvreté est également un facteur majeur de la sous scolarisation des jeunes dans le nord. Il faut dire ici que beaucoup des parents n'envoient pas leurs enfants à l'école pour faute des moyens, d'autres même n'arrivent pas à nourrir leur petite famille, et il faut aussi payer la pension des enfants. En fin, un autre facteur de la sous-scolarisation des jeunes reste la

¹⁹⁸ L.M. Chembou Ndogmo, « Unicef et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2015.

¹⁹⁹ C. Bessoupa Mbwatit, « La contribution de l'UNICEF au bien-être de l'enfant au Cameroun 2000-2014 », Yaoundé, IRIC, 2014, p. 76

²⁰⁰ Ibid

²⁰¹ Ibid

difficulté d'insertion à l'emploi, surtout dans la fonction publique pour les jeunes après les études. Pour ce fait donc beaucoup des jeunes mettent déjà dans leurs têtes que l'école était faite pour travailler à la fonction publique et comme c'était très difficile, ils pensent que ça ne va leur servir à rien. Dans ce cas le PNUD multiplie la campagne de sensibilisation, les initiatives des bourses, la distribution des kits scolaires et bien d'autres initiatives. Pour aller dans le même sens en ce qui concerne la sensibilisation nous nous avons rappelé de la déclaration du président Ahidjo lors de son discours prononcé le 13 juin 1970, à l'occasion de la cérémonie de remise de diplôme aux élèves instituteurs : « L'école d'aujourd'hui et singulièrement l'école africaine, ne doit pas se préoccuper seulement de préparer les bureaucrates et les technocrates pour lesquels les débouchés se rétrécissent chaque jour davantage ; elle doit éveiller les jeunes aux multiples possibilités d'emploi qui s'offrent à eux dans les secteurs primaires et secondaires. Voilà pourquoi au congrès de Garoua, j'ai particulièrement mis l'accent sur la ruralisation nécessaire de l'éducation²⁰² ». Dans ce discours, on voit une interpellation du président Ahidjo aux jeunes de ne pas se focaliser sur les bureaux, en faisant l'école elle nous apportera au tant des opportunités. En plus, le PNUD a construit et équipé plusieurs écoles²⁰³ dans la région de l'extrême nord dont les localités concernées sont Baldama, Limani, Amchidé c'est dans le département du mayo-Sava. Cette initiative entre dans le cadre du « projet stabilisation et relèvement précoce » lancé par le PNUD depuis 2013²⁰⁴ avec le déclenchement de la crise sécuritaire de boko haram. L'objectif dans ce cas est de maintenir les jeunes dans les villages et de les éloigner des membres du cercle de la secte islamiste, ces jeunes ne seront pas recrutés dans le groupe armé de la secte. Lorsque les écoles sont bien construites, bien équipées, les élèves et les enseignants bien traités cela attire beaucoup des jeunes à se diriger vers les chemins des écoles.

A Baldama par exemple, le PNUD a construit et équipé un bâtiment de deux salles de classes en 2017 avec les tables bancs²⁰⁵, ce geste a permis à ces jeunes et aux populations d'augmenter l'effectif de cette école publique. Baldama est un petit village où l'éducation n'était trop connue. Les élèves faisaient le cours dans les hangars et s'asseyaient au sol, avec cette condition, les enfants n'acceptent pas facilement d'aller à l'école. Le PNUD a également construit et équipé les écoles avec les tables bancs et les tableaux et les fournitures scolaires nécessaires (livres,

²⁰² Voir discours du président Ahmadou Ahidjo prononcé le 13 juin 1970, à l'occasion de la cérémonie de remise du diplôme aux élèves instituteurs de la première promotion de l'IPAR à Yaoundé

²⁰³ L.C. Ngono, « L'appui de l'union européenne à la santé et à l'éducation au Cameroun : Etude historique 1960-2000 », UYI, 2008.

²⁰⁴ Mahamat Issa, 51 ans, président APE de Baldama, Baldama, 14 décembre 2020.

²⁰⁵ Moussa Issa, 10 ans, élève à l'école de Baldama, Baldama, 14 décembre 2020.

cahiers scolaires et les registres pour les enseignants)²⁰⁶ à Banki. Le PNUD a construit un bâtiment de deux salles de classes, avec les latrines. C'est un petit village périphérique de Mora situé près de la frontière avec le Nigéria, voisin de Amchidé et de Limani. Aussi, le PNUD a construit plusieurs écoles dans les départements comme le mayo Tsanaga, le Logone et Chari et le Diamaré dans l'arrondissement de Maga. En fin à Limani, le PNUD a construit et équipé trois bâtiments de six salles de classes donc deux salles par bâtiment, ces salles sont équipées en tableaux et tables bancs²⁰⁷. On note également la construction des latrines dans cette école. La photo ci-dessous montre les salles de classes construites par le PNUD à l'école publique de Limani

Photo 7 : Les salles de classes construites par le PNUD à Limani



Source : Cliché Djalo Mborimba, Baldama, le 20 décembre 2020.

La construction de cette école est un geste salubre. Elle entre dans le cadre du projet « stabilisation et relèvement précoce » lancé par le PNUD depuis 2013, et la construction de cette école intervient en 2018 avec six salles de classes équipées par les tables bancs, les tableaux et les fournitures scolaires nécessaires. Aussi le PNUD a mis les latrines dans cette école qui connait désormais un effectif important, la construction des latrines permet de lutter contre les maladies liées à l'hygiène et la salubrité²⁰⁸. A côté de ces bâtiments, on aperçoit une lampe solaire c'est aussi l'œuvre du PNUD qui entre dans la campagne de l'électrification des

²⁰⁶ C. Bessoupa Mbwatye, « La contribution de l'UNICEF au bien-être de l'enfant au Cameroun 2000-2014 », Yaoundé, IRIC, 2014, p.70

²⁰⁷ *Rapport de mise œuvre du DSRP*, Cameroun, 30 octobre 2019, p. 8

²⁰⁸ C. L. Ngono, « l'Appui de l'Union européenne à la santé et à l'éducation au Cameroun : Etude historique 1960-2000 », UYI, 2008, p. 50

villages.²⁰⁹ Les populations de Limani, les parents d'élèves et les enseignants ne cachent pas leurs joies et reconnaissances pour ces gestes que cette organisation a faits. La construction de cette école a eu un impact direct à savoir l'accroissement de l'effectif. Par ailleurs, l'école maternelle d'Amchidé a été sécurisée par une clôture grâce à l'effort du PNUD et du gouvernement du Cameroun, cette école permettra d'améliorer le taux de scolarisation dans la localité. L'objectif est également de permettre aux enfants d'être encadrés afin que leurs parents puissent entreprendre des activités génératrices de revenus. Mais il est à noter que les actions du PNUD sont limitées dans le domaine de l'éducation, c'est pourquoi il doit doubler ses interventions pour une meilleure amélioration du système éducatif.

Photo 8 : Les latrines construites à l'école publique de Meme



Source : Photo de Djalo Mborimba du 18 décembre 2020.

Les latrines construites par le PNUD dans les établissements permettent de limiter les risques des maladies dans les établissements scolaires. Avant la construction de ces latrines, les élèves partaient dans les brousses pour se mettre à l'aise. Mais il se pose le problème de l'organisation et de l'entretien de ces latrines, parce que les latrines doivent être protégées. Il

²⁰⁹ Badawe Sali, 48 ans, chef du village de Baldama, Balmada, 14 décembre 2020.

se pose également un problème d'adduction en eau dans l'enceinte de l'établissement. Le PNUD devrait dans ce même établissement mettre un point d'eau. Enfin le PNUD n'a pas pu construire les salles de classes et les latrines dans les autres établissements, il serait important de diversifier leurs actions.

2. Les projets du PNUD pour l'Eau et l'Energie

Le PNUD a multiplié ses actions dans la région de l'Extrême Nord dans le secteur de l'eau et de l'énergie. Il s'agit là de permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable et à l'énergie (énergie solaire). Dans ce domaine, les actions du PNUD se reposent sur la construction et la réhabilitation des forages et également l'installation des lampes solaires dans les villages.

La région de l'Extrême Nord est une partie du Cameroun qui subit les aléas climatiques inhérents qui privent les populations d'avoir accès à l'eau potable et à l'énergie. Les conditions d'approvisionnement en eau potable se détériorent chaque année davantage depuis la sécheresse de 1972-1973²¹⁰, poussant les dirigeants à prendre de mesure. Depuis la période coloniale, beaucoup des mesures ont été mises sur pied pour résoudre ce problème d'eau dans cette région du pays. Pendant la période coloniale, des programmes d'hydraulique villageoise étaient entrepris pour mettre à la disposition des populations des sources d'eau potables, après encore les sécheresses de 1984 et 1987²¹¹, les pouvoirs publics ont multiplié des efforts avec beaucoup des intervenants comme le Fonds spécial d'actions rurales (FSAR) en 1978. Les programmes d'urgence d'hydraulique villageoise (PUHV) ont été mis en place. Ces deux programmes comprenaient chacun deux phases : « La première phase, considérée comme expérimentale, a pris fin en 1984, relayée immédiatement par les programmes d'urgences. La deuxième phase, commencée en 1986, et s'achève en 1993 ».²¹²

Pour ces deux programmes, il est beaucoup plus des constructions des puits et les réhabilitations qui sont les points d'eaux qui ravitaillent toute la région. Mais à partir des années 1990, beaucoup des ONG se sont lancées dans la construction des forages. On peut citer entre autres : le CARE, la mission catholique, la Banque africaine de développement (BAD). La

²¹⁰ C. Seignobos, O. Lyébi-Mandjek, *Atlas de la province extrême-nord Cameroun*, IRD, Yaoundé, 2005

²¹¹ Ibid

²¹² D. Clément, « Spéculation sur le faiseur de pluie ? Hydraulique villageoise et pouvoir politique. Réflexion sur la logique des ONG à travers une étude de cas ; les ONG dans les monts Mandara », Mémoire de fin d'études, l'UED, 1992, p.141

rubrique « Autre » recouvre les intervenants occasionnels, tels la Semry, avec deux forages²¹³ à maga, la société Louis Berger international dans le département du mayo Kani dont les forages ont servi à l'étude des conditions d'installation d'une infrastructure d'adduction d'eau dans les centres urbains de Mindif et de Kaélé. Pour ce qui est du PNUD dans cette partie du pays, ses actions sont multiples depuis 1992. D'abord dans la construction des forages, le PNUD en collaboration avec l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont réalisé des forages, l'un à Waza et l'autre dans l'arrondissement de Logone Birni²¹⁴. En 2012, le Cameroun et le gouvernement japonais ont signé un accord de coopération sur un « projet de d'hydraulique rurale » phase V. Cette cérémonie officielle de signature s'est déroulée le 07 septembre 2012 dans la salle des conférences du MINEPAT en présence de l'ambassadeur du Japon au Cameroun, Tsutomu Arai et du représentant résident du PNUD au Cameroun. Ce don d'une valeur de 4 milliards 608 millions de FCFA²¹⁵ était prévu uniquement pour la réalisation dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun de 189 forages équipés de pompes à motricité humaine. La réalisation de ce projet a permis l'accès permanent à l'eau potable, ce qui a permis de réduire les maladies d'origines hydriques et d'améliorer les conditions d'hygiène des habitants. Le temps ainsi gagné a permis aux femmes de développer d'autres activités bénéfiques pour la communauté telles que le maraichage, l'encadrement des enfants et le petit élevage. A travers ce projet, le gouvernement du Japon souhaitait renforcer son assistance au gouvernement du Cameroun dans ses efforts louables pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) auxquels il adhère.

Lorsque la crise sécuritaire commence dans la région de l'Extrême Nord, le PNUD a multiplié ses efforts dans la construction des forages pour permettre de plus en plus l'accès à l'eau potable. Ces derniers gestes du PNUD entrent dans le cadre du « projet stabilisation et relèvement précoce » lancé par le PNUD au début de la crise à partir de 2013, pour ce projet, l'organisation a construit un forage à kossa, kerawa et Meme, tous dans le département du Mayo Sava. Ce sont les villages dont qui connaissent trop de difficultés dans l'adduction en eau potable. Ces forages viennent de réduire et de freiner certaines maladies dans ces localités. Aussi, il est important de mettre l'accent sur la construction et l'équipement du forage de Zamaï dans le département du mayo Tsanaga, ce forage est situé au marché de Zamaï. En effet, c'est l'administrateur du PNUD Helen Clark²¹⁶ en personne qui a posé la première pierre pour la

²¹⁴ Moussa Ibrahima, 56 ans, notable à Maroua 1^{er}, Maroua, 15 décembre 2020

²¹⁵ Ibid

²¹⁶ <https://unod.org/transparency>, consulter le 14 mars 2021 à 19h

construction de ce forage, lors d'une visite de travail de 48h effectuée au Cameroun. Elle était à Zamay le mardi 30 août 2016, il faut dire que le marché de Zamay est l'un des plus grands marchés de bétail du Mayo Tsanaga qui, chaque lundi accueille des milliers des personnes²¹⁷ venues de tous les coins de la région de l'Extrême Nord et même du Nigéria voisin. Mais un marché excentré qui, ne dispose pas de point d'eau potable. Elle était accompagnée de S.E Kunio Okamura, ambassadeur du Japon au Cameroun et du représentant résident du PNUD au Cameroun Najat Rochdi

Photo 9 : Le forage du Marché de Zamai



Source : Cliché Djalo mborimba, Zamay le 23 décembre 2020.

La construction du forage au marché de Zamay²¹⁸ est un geste salulaire de la part du PNUD, elle entre dans le cadre du « projet stabilisation et relèvement précoce », avec des nombreux réfugiés et déplacés, ce village connaît un très grand nombre de populations qui se retrouvent au marché de Zamay, et ce marché manque de point d'eau²¹⁹. Les habitants de cette localité sont très reconnaissants pour l'action du PNUD et la volonté du gouvernement du Cameroun d'avoir accordé un privilège aux populations de Zamay. Ils disent toujours que le forage est venu « sauver les vies » puisque pour les populations « l'eau c'est la vie », ils se rappellent comment ils souffraient avant l'installation du forage. Il est à noter également que

²¹⁷ Charniaux, *projet eau CDD, Rapport d'activité, Maroua 1999*. P. 28.

²¹⁸ <https://unud.org/transparency>, consulter le 16 janvier 2021 à 9h

²¹⁹ *Rapport sur les OMD, Cameroun, 2019*

l'installation de ce forage permet non seulement aux commerçants de profiter, mais à tout le village de Zamaï de s'approvisionner en eau potable qui est le seul moyen d'être à l'abri de certaines maladies²²⁰. Toujours à Zamaï une localité située à une quinze kilomètres de Mokolo, le PNUD a réhabilité un forage au lycée de Zamaï en 2016. Pour cette réhabilitation, le PNUD a écouté la doléance des populations relative à la souffrance des élèves pour se désaltérer dans l'enceinte de l'établissement, les enfants rentraient au quartier même pendant des heures de cours pour juste avoir l'eau à boire.

Pour ce qui est de l'accès à l'Energie des populations de la région de l'Extrême Nord, les efforts du PNUD reposent sur l'installation des lampes solaires dans les villages. L'éclairage solaire est alternatif économique et durable à la solution d'éclairage public conventionnel²²¹, Indépendamment du réseau électrique, les lampadaires avec panneau fonctionnement uniquement grâce à l'énergie du soleil qui est stockée dans une batterie intelligente. Les actions menées par le PNUD dans ces domaines sont entre autres : l'installation des lampadaires dans les écoles et les centres de santé intégrée dans cette partie du pays. Plusieurs villages ont bénéficié des lampadaires dans ce projet lancé par le PNUD : Limani, Amchidé, Bancki, etc dans le département du mayo Sava ; Maga, Moulvoudaye...²²² respectivement dans le département du mayo Danay et mayo Kani et quelques villages dans le Diamaré. Les activités menées par le PNUD dans le domaine de l'énergie répondent aux principales cibles de l'ODD 7 : généraliser l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. L'installation des lampadaires a permis aux populations de mener une vie paisible, avoir accès à l'électricité qui était quelque chose que les gens voyaient seulement dans les villes

²²⁰ PNUD, *Rapport des activités, extrême nord*, 2017.

²²¹ www.wsp.com, énergie-solaire, consulté 15 avril 2021 à 17h

²²² Edoa Charles, 51 ans, responsable PNUD Maroua, Maroua le 17 décembre 2020.

Photo 10 : Les lampes solaires installées par le PNUD à Limani



Source : Cliché Djalo Mborimba, Limani 18 décembre 2020.

La photo ci-dessus indique la lampe solaire installée chez le lamido de Limani, c'est dans le département du Mayo Sava. Ces lampes solaires participent à l'électrification du village, elles ont été installées entre 2012 et 2019. Plusieurs ménages ont bénéficié de ces opportunités. L'installation s'est faite dans plusieurs villages de la région de l'Extrême Nord. Cependant, il se pose un problème de l'inégale répartition des lampes à installer dans les villages. Il se trouve que beaucoup des familles n'ont pas bénéficié de ces lampadaires, à cause des moyens financiers, car l'installation de ces lampadaires n'est pas totalement gratuite. Il est à noter que beaucoup des familles ont abandonné ces lampes qui ne sont plus fonctionnelles. Le PNUD devrait veiller sur le bon fonctionnement de ses installations, et d'essayer d'installer un peu partout dans les villages.

3. Le PNUD dans la documentation civile

Les actions du PNUD dans la documentation civile reposent sur l'établissement des actes de naissance aux enfants qui n'en ont pas. Dans la région de l'Extrême Nord les enfants concernés sont beaucoup plus des enfants qui font les écoles coraniques. Les communes en

collaboration avec le PNUD sont engagées dans une campagne pour la délivrance des actes d'état civil²²³.

Compte tenu du contexte sécuritaire et humanitaire dans la région de l'extrême nord, six communes ont été identifiées comme pilotes, notamment, les communes de Moulvoudaye, de Maga, Kousserie, de Mora et de Mokolo. L'accompagnement de ces communes dans la délivrance des actes d'état civil qui se présente comme un problème fondamental a permis d'établir plus de 4000 actes de naissances en 2016²²⁴, en plus une production accélérée de 15 000 actes de naissances de plus a été enclenchée en 2017. Dans le cadre de cette initiative, une démarche nommée « Mairie vers les populations²²⁵ » a été initiée dans le but de rapprocher les mairies et leurs communautés. A part les nouveaux nés, les adolescents, jeunes et adultes bénéficient de ces actes de naissance qui pourront désormais leur permettre d'être bénéficiaires des différents programmes d'urgence élaborés au niveau de l'Etat et des organisations internationales en faveur des jeunes, se procurer une carte d'identité et une carte électorale, aller à l'école, et ainsi réduire le risque d'être recruté dans des sectes islamistes. Aussi, d'après une étude conjointe menée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau National de l'Etat civil (BUNEC), plus de 40 000 enfants²²⁶, dans la région de l'Extrême Nord, ont du mal à présenter leur certificat d'étude primaire pour défaut d'acte de naissance. La même étude a démontré que 378 962 enfants du cycle primaire n'ont pas d'acte de naissance dans l'Extrême Nord, cette région a en effet, selon les chiffres du ²²⁷ministère de la justice, le plus faible taux d'établissement des actes de naissances dans le pays. Parmi les déterminants à l'origine de ce phénomène figurent :

- les barrières culturelles et religieuses : l'établissement des actes de naissances est indéniablement lié au niveau d'éducation des parents tout comme à la langue. Illettrés et parfois ne parlant donc pas l'une des langues officielles, certaines familles sont dans l'impossibilité de communiquer avec des personnes d'état civil, et encore moins remplir les formulaires d'état civil, à moins de payer une aide pour les assister. A cela s'ajoute

²²³ *Rapport sur les meilleures pratiques et mesures concrètes visant à garantir l'accès à l'enregistrement des naissances*, Cameroun, 2015, p. 33

²²⁴ Reliefweb.int-report-un acte de naissance, consulté 01 mai 2021 à 14h

²²⁵ L.M Chembou Ndogmo, « Unicef et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », IRIC, Yaoundé, 2015, pp. 45-47

²²⁶ Ibid

²²⁷ Ibid

-La discrimination entre les hommes et les femmes : dans la région de l'Extrême Nord, les femmes n'ont pas le droit de déclarer les naissances ou alors la présence du père est imposée lors de la déclaration.²²⁸ Dès lors si le père est absent pour des raisons économiques ou il refuse de reconnaître l'enfant, il est impossible de déclarer la naissance de l'enfant. Certains systèmes légaux prévoient que seul le père peut transmettre la nationalité à un enfant. Ces dispositions violent l'article 9²²⁹ de la convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui prévoit que « la femme a des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants ». Aussi, certaines femmes non mariées répugnent, même si elles y ont le droit, à faire enregistrer leur enfant par honte ou parce qu'elles n'ont pas le droit.

-l'accroissement des enfants abandonnés : Bien que de nombreuses campagnes soient menées, le phénomène d'abandon des enfants nouveau-nés et un peu plus grands ne tarit pas.²³⁰ En effet, on peut constater que du fait d'extrême pauvreté, certaines jeunes mères n'arrivant pas à subvenir à leurs besoins préfèrent abandonner les enfants dans des lieux divers.

-enfin la pauvreté, elle est la principale cause du non établissement des actes de naissance dans la région de l'Extrême Nord. En effet, quoiqu'un acte de naissance soit gratuit pour un enfant de moins de 3 mois, l'enclavement des villages occasionne des coûts de déplacement pour les parents qui doivent se rendre à la mairie pour l'établissement de ces actes de naissances.

D'autre part, pour les enfants de 3 à 6 mois, les coûts s'élèvent à environ 2500 francs²³¹ et au-delà, à travers la procédure de jugement supplétif, les coûts de composition du dossier, déplacements, certification des papiers auprès des autorités de prise en charge des témoins aux audiences etc., s'élèvent au moins 30000 CFA, ceci ne concerne pas les enfants de moins de 3 mois. Pour donc remédier à cette situation qui a atteint côte d'alerte, le PNUD en collaboration avec le gouvernement, le BUNEC ont entamé les opérations de délivrances des actes de naissance. Le vendredi 10 novembre 2017, le PNUD, le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et le ministère de la fonction publique et de la réforme administrative ont procédé au cercle municipal de Maroua, à la remise solennelle de 17000²³²

²²⁸ Bintou Ibrahim, 32 ans, ménagère à Maroua, Maroua le 17 décembre 2020

²²⁹ L'article 56 alinéa 1 du code civil précise que la déclaration de naissance doit être faite par le père et les délais dans lesquels celle-ci sont déterminés exclusivement par la loi locale

²³⁰ Bintou Ibrahim, 32 ans, ménagère à Maroua, Maroua le 17 décembre 2020

²³¹ L.M. Chembou Ndogmo, « Unicef et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2015, p. 67

²³² Sawada Emmanuel, 51 ans, technicien d'agriculture, mairie de Tokombéré, 12 décembre 2020

actes de naissances à des jeunes, enfants, et adultes dans les communes de Touloum, Moulvoudaye et Maga. Selon un sondage récemment mené dans les centres de santé, les chefferies et les services départementaux de l'éducation de base et secondaire, environ 40% des populations de ces communes ne disposent d'acte de naissance, ce qui constitue une situation pour les maires, l'acte de naissance est indispensable pour le développement. Comme la relève Madame Allegra Baiocchi, représentante résident du PNUD « l'acte de naissance est indispensable pour tous. Elle constitue la base essentielle pour la mise en œuvre de toute stratégie de développement et garantit au citoyen entre autres, le droit à l'éducation, à la participation à la vie politique et l'accès à l'emploi ²³³». Elle a beaucoup insisté sur la nécessité de la production des actes de naissances, les enfants doivent être inscrits à l'école, ils ont droit à l'éducation et à l'emploi parce que l'acte reste le seul moyen pour parvenir à ce stade. La production d'acte de naissance lancé par le PNUD vient de renforcer la capacité de l'éducation dans la région de l'Extrême Nord et apparait comme la fondation du développement de cette région.

Tableau 7 : Répartition des nombres des actes des naissances établis par communes entre 2016-2017.

Communes	Années	Garçon	Fille	Total
Moulvoudaye	2016-2017	2000	1000	3000
Maga	2017-2018	2500	1000	3500
Kousserie	2017-2019	2000	1500	3500
Mora	2018-2019	1000	2500	3500
Mokolo	2018-2019	1500	2000	3500
Totaux				17000

Sources : Bilan élaboré à partir des données collectées sur le terrain et dans les archives à Maroua.

Dans la commune de Moulvoudaye, 3000 actes de naissances ont été produits entre 2016 et 2017 dont 2000 pour les garçons et 1000 pour les filles. À Maga, c'est entre 2016 et 2018, que le PNUD a produit des actes de naissances, 2500 pour les garçons et 1000 pour les filles soit un total de 3500 actes de naissances. A Kousseri, de 2017 à 2019, 3500 actes ont été produits, 2000 pour les garçons et 1500 pour les filles. Dans l'arrondissement de Mora c'est entre 2018 et 2019 que le PNUD a réalisé ses efforts sur les actes de naissances à un total de

²³³ Extrait du discours de Mme Allegra Baiocchi, représentante résidente du PNUD au Cameroun, prononcé lors d'une cérémonie de remise des actes de naissance à Maroua le 10 novembre 2017

3500 soit 1000 pour les garçons et 2500 pour les filles et en fin dans l'arrondissement de Mokolo on compte 1500 actes pour les garçons et 2000 pour les filles soit un total de 3500 actes de naissances. Au total donc 17 000 actes de naissances ont été établis de 2016 à 2019. Mais on remarque que le nombre des garçons dépasse les filles et d'autres communes de la région ne bénéficient pas de cette opportunité. Il est donc préférable que le PNUD multiplie ses efforts pour toute la région

II. LES PROJETS DU PNUD DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A L'EXTREME NORD.

Depuis la tenue de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro au Brésil du 05 au 30 juin 1992²³⁴, les Nations du monde se sont engagées à l'unanimité dans la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles. Cette conférence qui est le prolongement de la première conférence internationale sur l'environnement humain tenue en 1972 à Stockholm²³⁵ a été marquée par l'adoption d'un texte fondateur de 27 principes, intitulé « déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » et précise qu'au principe 04 que pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considéré isolément. La conférence de Rio a vu également l'adoption de la Convention sur le climat, qui affirme la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et qui a abouti à la signature en 1997 du protocole de Kyoto²³⁶. La déclaration sur les forêts, la convention sur la biodiversité qui soumet l'utilisation du patrimoine génétique mondial à une série des conditions et présente une tentative normative en cette matière, ont également été ratifiées à l'occasion du sommet. Cette conférence a été organisée par le PNUD, Le Cameroun qui est membre de cet organe a ratifié cette convention et s'est engagé dans la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles. Dans cette partie il est question de la contribution du PNUD dans la protection de l'environnement, il s'agit de l'appui à l'élaboration du Plan National de Gestion de l'Environnement, de l'accompagnement des sinistrés environnementaux et de la mise en œuvre du projet d'opération « sahel vert ».

²³⁴ M., A., Eliye, « L'action du PNUD dans le domaine de la protection de l'environnement en Afrique : le cas du programme réseau Afrique 2000 au Cameroun (1990-1993) » mémoire de Maitrise en diplomatie, IRIC, UYII, 1994 p. 30.

²³⁵ Ibid

²³⁶ N. Nsingoulou, « Les activités du programme des Nations Unies pour le développement en république populaire du Congo », mémoire de Maitrise en diplomatie, IRIC, UYII, 1982, p 15.

1. Appui du PNUD à l'élaboration du Plan National de Gestion de l'Environnement

Adopté en 1996, le plan national de gestion de l'environnement est l'une des réponses des autorités compétentes à la nécessité de protéger l'environnement²³⁷. C'est un document technique non juridique qui fixe les orientations fondamentales du territoire qu'il couvre. Il constitue un outil de gestion efficace de l'environnement pour le développement durable, et constitue donc un des points importants de la gestion intégrée des écosystèmes et côtiers qui sont identifiés comme des zones fragiles à protéger et à conserver en priorité à travers un plan national de gestion intégrée. Le PNGE est un cadre cohérent de politiques, stratégies et actions spécifiques permettant une gestion rationnelle de l'environnement et partant un développement durable. Il constitue une révolution dans la manière de conserver, de développer durablement et de protéger l'environnement. En effet, analysant la situation de l'environnement et un développement durable. Le PNGE a permis d'identifier comme le disent Dr Nomsa et Tekeu, « de façon globale les problèmes de dégradation, mais également les objectifs et stratégies pour une gestion durable de l'environnement dans le contexte d'un développement économique, social et culturel durable », le PNGE c'est aussi la mise en œuvre d'un programme annexe de sensibilisation et de microréalisation qui a connu des réalisations. La mise en œuvre du PNGE par le Cameroun dispose de la loi n° 96/12 du 05 août 1996 titre II portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement dans l'ensemble, avec et au moment de sa mise en place, la création au sein du MINFOF, d'un secrétariat permanent à l'environnement qui s'occupait entre autres de la coordination, du suivi de l'exécution et l'évaluation du PNGE. Pour la mise en place de ce plan, des réunions et séminaires préparatoires ont eu lieu. Les 15 et 16 juillet 1992 à Yaoundé suivie d'un séminaire de planification 19 au 29 à Garoua et puis le 02 août à Maroua, qui ont permis à faire ressortir les orientations générales, les thèmes spécifiques de protection de l'environnement et l'approche méthodologique pour l'élaboration du PNGE.²³⁸

Les travaux pour l'élaboration proprement dit du PNGE ont effectivement commencé en novembre 1993 avec la réalisation du premier séminaire national de concertation et de planification organisé à Maroua pour la zone soudano-sahélienne. Le choix de Maroua se justifie sur le fait que c'est une zone essentiellement désertique qu'on retrouve des catastrophes régulières comme la sécheresse, les inondations, la désertification, la déforestation etc.²³⁹. Tous

²³⁷ R. Ndo Minla'a « La contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Cameroun » thèse de doctorat d'Etat, Yaoundé, IRIC, 2004, pp. 76-70

²³⁸ *Rapport de la Revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 203-2017, Cameroun, 2018, p. 11.*

²³⁹ Ibid.

ces problèmes sont principalement liés à la pauvreté et les conditions climatiques, la pauvreté qui oblige les populations à couper les arbres à tort et à travers pour se créer des opportunités de financement pour subvenir à leur besoin.

D'autres le font pour développer les activités agricoles et d'autres pour même vendre ces bois et avoir de l'argent. En rappel l'objectif général du PNGE est de développer des politiques, des stratégies et des actions pour la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources en vue de contribuer à un développement durable. Dans ce processus d'élaboration, beaucoup des acteurs ont été consultés pour apporter leur contribution pour la réussite de ce plan c'est le cas de : les populations concernées : représentées par des communautés rurales et urbaines, les organismes de développement, les ONG spécialisées, les associations professionnelles etc. c'est-à-dire tous les utilisateurs des ressources naturelles (sols arables, eaux air, forêts, pâturage, faune sauvage, ressources du sous-sol). Le gouvernement et les services publics : Responsables du contrôle de la pollution et la gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles à travers des mesures législatives et la mise en place des mécanismes institutionnels. Les donateurs et agence des coopérations internationales, représentant des intérêts au niveau mondial de protection de l'environnement à travers la mise en application des conventions et règlement international.²⁴⁰ Dans ce contexte , il faut mentionner que des observateurs des pays voisins ont participé aux séminaires de concertation et de planification afin de se familiariser avec l'approche participative du PNGE, établir des contacts et échanger d'informations et discuter des problèmes communs de gestion de l'environnement. Au niveau des régions du pays, une large participation des populations dans le cadre des réunions de concertations et des séminaires par objectif. Ainsi, environ 300 personnes composées d'agriculteurs, d'éleveurs, d'exploitants forestiers.

- Elaboration des rapports-diagnostic de la situation de l'environnement au niveau des différentes provinces du pays avec une attention particulière :
 - La gestion et l'évolution démographique ;
 - La gestion de l'espace agro-sylvo---pastoral ;
 - La gestion des écosystèmes côtiers et marins ;
 - La gestion des ressources fauniques, halieutiques ;
 - La gestion de l'environnement urbain

²⁴⁰ PNUD, *le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, p.p. 15-17.

- La pollution industrielle, portuaire, par le transport, etc.²⁴¹
- Les ressources du sous-sol (eaux, minerais, etc.)²⁴²
- Organisation des réunions de concertation régionales. Tenue dans chaque région avec la participation de 150 à 200 personnes sur les thèmes les plus importants de gestion de l'environnement, les thèmes ont été présentés par des personnes ressources, discutés en groupe de travail et adoptés en session plénière.
- Organisation des séminaires de planification par objectifs qui ont fait ressortir par zone écologique les stratégies et les actions à entreprendre pour la gestion de l'environnement et des ressources naturelles
- Elaboration de fiche de projet au niveau régional en tenant compte des actions identifiées au cours de l'exercice de planification (activités précédentes) et la préparation des rapports de synthèse par région, zone écologique et secteur d'intervention tirs, de consultants de personne ressource... ont été impliqué dans les activités de planification et de programmation au niveau des régions.²⁴³

Sous l'égide des comités techniques régionaux, les études régionales se sont déroulées en quatre phases, afin de préparer les éléments nécessaires pour la dimension régionale du PNGE. Dans ce mécanisme et processus d'élaboration du PNGE, la région de l'Extrême Nord est représentée comme zone prioritaire pour la lutte et la gestion de l'environnement. Il est à noter que parmi les réunions et séminaires préparatoires organisés à Maroua, plusieurs acteurs nationaux et internationaux ont pris part²⁴⁴. Parmi les nationaux, les représentants du ministère de l'environnement et de la forêt, du ministère de l'agriculture, de l'élevage et les représentants de la société civile, cette délégation était conduite par le ministère de l'environnement et de la forêt. Parmi les acteurs internationaux, on retrouve les représentants des ONG, des organisations internationales etc. coordonnées par le PNUD. Le représentant résident du PNUD au Cameroun a, dans son intervention, présenté la contribution que son organisation a apporté tout au long du processus d'élaboration du PNGE en termes d'appui financier et d'assistance technique. Il a également rappelé la contribution du PNUD dans le cadre de la formulation de la nouvelle loi forestière²⁴⁵ et dans le domaine de la gestion durable des forêts à travers le projet capacité forestière. Compte tenu de la participation active du PNUD à l'élaboration du PNGE, il est

²⁴¹ Ibid

²⁴³ PNUD, *le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, opcit, p.p. 15-17

²⁴⁴ Ibid

²⁴⁵ La loi n°96/12 du 05 Août 1996 titre II portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement.

évident qu'il va également apporter son soutien pour sa mise en œuvre notamment en consolidant les résultats déjà acquis dans l'exécution des micro-projets.

2. Accompagnement des sinistrés environnementaux par le PNUD

En 2012, le Nord a connu des précipitations exceptionnellement élevées, qui ont provoqué des inondations dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Dans la région de l'Extrême Nord où la pauvreté était déjà élevée, les inondations ont causé des dégâts importants aux infrastructures hydrauliques. Les causes profondes de ces inondations sont les fortes précipitations qui se sont succédé au cours de la saison et qui ont créé les débordements dans les mers. Dans ce contexte, le PNUD entend mener un combat pour apporter un accompagnement aux populations victimes de ces inondations. Deux actions fortes ont été menées par le PNUD : appui à la mise en œuvre du projet d'urgence de lutte contre les inondations et l'aide apportée aux populations victimes.

Pour ce qui est de la mise en œuvre du projet d'urgence de lutte contre des inondations, le PNUD a apporté son appui technique. En effet, le PULCI est une réponse du gouvernement à la récurrence des inondations dans la région de l'Extrême Nord notamment celles des années 2010 à 2012. Le but du projet est de réhabiliter les principaux ouvrages hydrauliques et de renforcer la prévention aux situations de catastrophe dans les zones cibles de la région de l'Extrême Nord Cameroun. Selon le document de la Banque Mondiale²⁴⁶, le PULCI comporte les trois composantes suivantes : Réhabilitation des principaux ouvrages hydrauliques pour la protection contre les inondations et la production rizicole ; La gestion des risques de catastrophe et des situations d'urgence ; appui institutionnel pour une meilleure gestion des ressources en eau dans la zone. Financé à hauteur de 108 millions de dollars²⁴⁷, le projet d'Urgence de lutte contre les inondations s'est concentré sur la protection de la population locale en réparant les principales infrastructures hydrauliques. De multiples solutions innovantes ont permis sa mise en œuvre, A titre illustratif, tous les plans d'action de réinstallation ont été mis en œuvre étape par étape le long des 70 km de la digue du Logone²⁴⁸. Un mécanisme efficace de règlement des plaintes a été mis en place en 1997, ce qui a permis de recevoir et de traiter efficacement les préoccupations des riverains. Ces mesures ont permis une réalisation harmonieuse de ces grands

²⁴⁶ Rapport n° 76456 -CM juin 2013 relatif au projet d'urgence de lutte contre les inondations à l'extrême nord (PULCI).

²⁴⁷ MINEF/PNUD, plan National de gestion de l'environnement, vol.I. Yaoundé, février 1996, PP 274-294

²⁴⁸Rapport de l'atelier d'information et de sensibilisation des maires de communes pilotes sur la foresterie communale, Extrême nord, novembre, 2009.

travaux effectués dans une zone où vivent plus de 150 000 personnes qui n'ont pas entraîné des contentieux graves ou insolubles de la part des ²⁴⁹communautés locales. De plus, les chefs traditionnels et religieux qui ont joué un rôle clé dans la société de la région ont participé à la supervision du projet. Le PULCI a été mis en œuvre en étroite coordination avec le ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire, ministère de l'agriculture et du développement rural, sans oublier les organismes comme le FAO²⁵⁰, PNUD etc. Grâce donc à ce projet, on note le renforcement de la résistance contre les inondations d'une digue de 70 km de long de la rivière Logone et 27 km du barrage de Maga, ce qui a contribué à protéger les communautés locales. Environ 30% des infrastructures d'irrigation en aval ont fait l'objet de travaux supplémentaires de réhabilitation. Un plan d'urgence contre les inondations a été élaboré et diffusé. Il a passé avec succès l'épreuve des inondations de 2019²⁵¹.

Pour ce qui est des accompagnements des sinistrés environnementaux, des dons offerts par les Nations Unies ont été remis composé de 100 tentes, de kits obstétricaux, de plus de 10000 moustiquaires, de 170 kits familles pouvant prendre en charge 17000 personnes, d'un kit choléra pouvant prendre en charge 1000 malades et de 536 tonnes de vivres pouvant procurer 2100k cal/jour pendant trois mois²⁵². Une mission des Nations Unies au chevet des sinistrés : 2 millions de dollars US mobilisés, une délégation des Nations Unies a séjourné à Maroua du 20 au 22 septembre 2012²⁵³. Le but de cette visite était de renforcer la réponse des Nations Unies face à la crise humanitaire ayant découlé des inondations dans la région du Nord et de l'extrême Nord, et de prendre les dispositions pour une meilleure coordination de la riposte. La délégation était composée du Représentant du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du représentant adjoint du programme alimentaire mondial, du Représentant résident du PNUD, et de fonctionnaires nationaux et internationaux de l'UNFPA, du CINU, de l'UNICEF et du Bureau de la coordination du système des Nations Unies. La mission des Nations unies s'est rendue à Guirvidig où elle a été accueillie par les autorités administratives, municipales et sanitaires. Elle a visité le camp de farahoulou et de gagrage où sont recasées plus de 300 personnes. Les besoins en eau, alimentation, logement des capacités et sensibilisation ont été

²⁵⁰ Ibid

²⁵¹ M. Elise Ahmed, « l'action du PNUD dans le domaine de la protection de l'environnement en Afrique : le cas du programme réseau Afrique 2000 au Cameroun 1990-1993 », mémoire de maîtrise en diplomatie, Yaoundé, RIC, 1994

²⁵² MINEPDED, *Etude d'impact environnemental et social (EIES) du projet d'urgence de lutte contre les inondations (PULCI) dans la région de l'extrême Nord, Maroua Novembre 2014.*

²⁵³ PNUD, *le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, Cameroun 2016.*

recensés. Elle a souligné les défis majeurs à relever par l'ensemble des acteurs engagés dans la réponse à la crise : prévention des épidémies²⁵⁴, lutte contre la malnutrition, accès facile à l'eau potable et aux soins de santé et recasement définitif des populations sinistrées. Aussi, décrivant cette situation, le sous-préfet de Maga parle des inondations meurtrières qui ont occasionné le déplacement de nombreuses personnes estimées à 37816²⁵⁵ dans la région de l'extrême Nord et causées la destruction des habitations et des champs de culture, selon le sous -préfet, plus de 9500 personnes étaient en déplacement à cause de ces inondations. Ces personnes étaient installées provisoirement dans quatre sites (Dandalan-pousse, Gagray, Mahaourou, Farahoulou) sans aucune sécurité foncière. Cette difficulté particulière d'accès au foncier rend difficile l'adhésion d'une telle population à toute activité d'investissement à long terme sur les terres précaires où elle est installée et y mène juste des activités de subsistance. Aussi, pendant ce moment, les risques d'inondation du lac de Maga et la psychose qu'ils créent au sein des populations planent encore sur les communautés environnantes. Mais avec les appuis du PNUD en collaboration avec l'Etat du Cameroun et l'appui du système des Nations Unies en général, les populations ont regagné leur domicile respectif. Dans ce même processus d'assistance que les Nations Unies apportent aux sinistrés, des plantes ont été plantées dans les zones à risques pour prévenir les risques des catastrophes naturelles dans les années à venir. Plus de 300000 arbres²⁵⁶ ont été plantés dans les différentes localités par la volonté du PNUD, et des autres partenaires qui étaient conduits par le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable.

Enfin, l'action du PNUD dans ce processus repose sur la sensibilisation des populations sur l'utilisation des ressources naturelles. En effet, il est question de freiner l'exploitation forestière dans les zones à risques. Pour ce qui est de cette sensibilisation, des réunions et séminaires ont été organisés dans la région en 2012 pour essayer d'apporter une réponse aux catastrophes environnementales²⁵⁷. Ces différents réunions et séminaires étaient organisés par les Nations Unies avec le premier catalyseur le PNUD, les boisements et les reboisements sont les thèmes qui s'articulent autour de la table de la réunion avec les acteurs de l'utilisation des ressources naturelles.

²⁵⁴ *hhps.unud.org.transparency* consulter le 12 août 2020

²⁵⁵ *Rapport de l'atelier d'information et de sensibilisation des maires de communes pilotes sur la foresterie communale*, extrême nord, novembre 2009, p. 12.

²⁵⁶ *Ibid*

²⁵⁷ *PNUD, Le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, opcit, pp 15-18.

3- Le PNUD dans le projet d'opération « Sahel Vert » dans l'extrême Nord

Pour protéger l'environnement et gérer rationnellement les ressources naturelles dans la région de l'Extrême Nord, le PNUD a apporté son appui dans le projet d'opération « sahel vert » lancé par le gouvernement à travers le ministère de l'environnement.²⁵⁸ En effet, le projet sahel vert est une initiative lancée par le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable depuis 2008 dans le but de protection de l'environnement et de gestion rationnelle des ressources naturelles. Ce projet a été co-financé par le PNUD et la Banque mondiale,²⁵⁹ les populations avaient été fortement mobilisées pour la plantation des arbres, la sensibilisation des communautés se faisant avec l'appui des traducteurs en langue locale. Le Plan National d'Adaptation aux changements climatiques du Cameroun considère la désertification comme une des conséquences majeures aux changements climatiques. Dans le cadre du plan d'action de lutte contre la Désertification au Cameroun, le projet « sahel vert », mis en œuvre depuis 2008 par le gouvernement, a contribué à la restauration et à la mise en défens de près de 22000 ha de terres dégradées.²⁶⁰ L'objectif général était de renforcer les capacités et la résilience des communes et des communautés rurales en luttant contre la désertification de manière à améliorer les conditions de vie des populations concernées. La démarche du projet a été principalement basée sur l'implication et la responsabilisation des communautés locales (notamment les femmes et les jeunes) et la participation des parties prenantes plusieurs types d'activités ont été menés : Formation des communautés riveraines,²⁶¹ l'objectif était de renforcer les capacités de manière à développer la résilience face aux effets néfastes des changements climatiques. Les formations ont permis l'appropriation des activités par les populations garantissant ainsi la durabilité des actions réalisées. 200 jeunes et femmes ont suivi les formations. Séances de sensibilisation, l'éducation et d'animation : il s'agit de renforcer les capacités des populations et de les sensibiliser sur les enjeux de dégradation des forêts et des terres et sur la déforestation et les feux de brousses.

Le projet a aussi doté les communautés locales en petits matériels agricoles. Deux pépinières d'une capacité de 200000 plants²⁶², ont été installées dans les sites. Le matériel acquis a permis aux bénéficiaires de produire et de vendre 25 000 plantes en 2015. 50200 arbres

²⁵⁸ Ibid.

²⁵⁹ PNUD/MINEF, *Rapport général de la table ronde internationale des donateurs sur l'environnement au Cameroun*, Yaoundé, 2009, p. 9

²⁶⁰ *Rapport de l'atelier d'information et de sensibilisation des maires de communes pilotes sur la foresterie communale*, Extrême Nord, novembre 2009, p. 32

²⁶¹ Ibid.

²⁶² MINEF/PNUD, *Plan National de Gestion de l'environnement*, vol. I. Yaoundé, février 2010 p. 23

ont été plantés pour restaurer davantage les sites du sahel vert avec des espèces locales menacées au vulnérables, ainsi que les arbres de haute valeur socio-économique. Pour ce qui est des acquis du projet d'opération « sahel vert », il faut noter que les populations ont été formées sur la gestion durable des ressources naturelles : Les plantations d'arbres, protection et restauration des forêts et des terres agricoles, luttés contre les feux de forêts, l'utilisation des foyers améliorés,²⁶³ un nombre important d'arbres ont été plantés, l'élaboration d'outils de caractérisation des sites pour évaluer la richesse des ressources. De façon concrète les actions du PNUD sont multiples dans le projet d'opération « sahel vert » organisé par le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable et donc la principale cible était la région de l'Extrême Nord qui est régulièrement touchée par les effets du changement climatique.

III-LES PARTENAIRES ET LEURS CONTRIBUTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD-CAMEROUN.

Le PNUD a réalisé plusieurs projets dans la région de l'Extrême Nord Cameroun qui couvrent divers domaines dont l'objectif premier est le développement de la région. Ces domaines concernent beaucoup plus économique, social et environnemental. Le PNUD a fourni beaucoup d'efforts pour la réalisation des différents projets initiés dans la région de l'extrême nord, mais ces efforts ont été accompagnés de la contribution des autres partenaires²⁶⁴ qui ont apporté leur contribution dans la mise en œuvre des projets PNUD.

Dans cette partie, il est question de montrer les différents partenaires et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD. Ces partenaires sont entre autres : les départements ministériels, les collectivités territoriales décentralisées et les associations locales et les populations autochtones.

²⁶³ PNUD, *le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, pp.16-19

²⁶⁴ L.E. Nuaghe Noubissi, « le PNUD et l'insertion socio-économique de la rurale dans la région de l'ouest Cameroun », UYI, 2015

1. Les différents ministères et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD dans la région de l'Extrême Nord.

a. Le ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire.

Le PNUD n'exécute pas directement ses programmes et projets sur le terrain au Cameroun. Pour réaliser ses projets, il passe par le ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire. Ce département ministériel est l'organe chargé de la coopération internationale, il peut être avec les Nations, les organisations internationales des coopérations économiques. Pour ce qui est du programme des Nations Unies au Cameroun²⁶⁵, le MINEPAT est le principal interlocuteur entre l'Etat du Cameroun et le PNUD, son rôle est d'abord d'identifier les zones nécessaires d'intervention et mettre un projet en commun qui sera exécuté par le PNUD. C'est ce ministère qui doit assurer les suivis des affaires du PNUD au Cameroun établi par un accord de coopération. Dans la région de l'Extrême Nord qui est notre centre d'intérêt, à chaque fois que le PNUD lance un projet, lors de ce lancement ou lors de l'inauguration, le PNUD est toujours accompagné par un responsable du MINEPAT. C'est ce ministère qui est chargé d'identifier les villages et les communes les plus pauvres en vue de l'accompagnement dans la lutte contre cette pauvreté. C'est le cas lors de la création de village des millénaires, c'est le ministère de l'économie qui était chargé d'étudier selon ses fichiers la situation des communes et choisir celles qui étaient trop pauvres. C'est ainsi que à l'Extrême Nord ils ont choisi les communes de Maroua 1^{er} et Meri. En fin lors de l'inauguration des marchés construits par le PNUD, le ministre de l'économie était toujours présent. Le ministère des relations extérieures et le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique ont aussi apporté leurs contributions.

b. Le ministère des relations extérieures/le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique

Le MINREX²⁶⁶ a pour mission d'assurer et mettre en œuvre la politique extérieure du Cameroun arrêté par le présent de la république. A ce titre, il est chargé : des relations avec les Etats étrangers, les organisations internationales, les ONG et les autres sujets de la communauté internationales. Il concourt à l'information des gouvernements étrangers de leur opinion publique, ainsi que des organisations internationales en ce qui concerne le développement politique, économique, social et culturel du Cameroun en liaison avec le ministère de la

²⁶⁵ *Rapport de la revue du cadre de coopération*, p.4

²⁶⁶ Ministère des relations extérieures

communication. Pour ce qui est des relations entre le Cameroun et le PNUD, c'est le MINREX qui négocie, renouvelle en cas de besoin, et signe les accords conclus entre les deux parties.

Pour ce qui est du MINJEC, c'est ce ministère qui est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale²⁶⁷. A ce titre il veille à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies appropriées pour faciliter la contribution de la jeunesse au développement de paix et à la promotion des valeurs de paix, de travail, de démocratie et de solidarité. Il est chargé dès la prise en compte des précautions des jeunes dans les stratégies de développement dans différents secteurs, il veille à la promotion économique et sociale des jeunes et de leurs associations et du suivi des activités des mouvements des jeunes. Dans la région de l'Extrême Nord, c'est les délégations régionales, départementales et d'arrondissement qui veillent au suivi des jeunes et leur intégration dans les projets du PNUD, c'est la délégation du MINJEC qui étudie la situation des jeunes et soumettre au projet.

c. Le ministère de l'agriculture et du développement rural/le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable

Le MINADER est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique gouvernementale dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. A cet effet, il veille à l'élaboration, à la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural. Il veille aussi à l'identification et de la promotion des nouvelles productions agricoles pour l'exportation ; il assure la collecte, de la production et de l'analyse des stratégies agricoles. En fin, il assure l'encadrement des paysans et de la vulgarisation agricole, du suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural et de la promotion du développement communautaire, dans la région de l'Extrême Nord dont l'agriculture est la principale activité, le PNUD a réalisé et financé plusieurs projets agricoles avec la contribution du ministère de l'agriculture.

Pour le MINEDED²⁶⁸ il a été créé par décret présidentiel de 2011, le président de la république crée le nouveau département ministériel créé par le décret du 09 décembre 2011 portant organisation du gouvernement. Ce nouveau ministère substitue ainsi à l'ex-ministère de l'environnement et de la protection de la nature. Ses missions ont été grandement élargies pour

²⁶⁷ <https://www.cm.undp.org>, consulter le 04 avril 2021

²⁶⁸ Ministère de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable

répondre aux enjeux majeurs tant de protection de la nature que du développement économique du Cameroun. Il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'environnement et de la protection de la nature dans une perspective du développement durable²⁶⁹, de la stratégie de développement et du suivi de la biodiversité, de la coordination et des suivis des interventions en matière de coopération régionale pour des questions relatives à la biodiversité et c'est en collaboration avec d'autres ministères concernés, du suivi des grands projets afin de s'assurer qu'ils sont en conformité avec les normes environnementales. Ainsi les actions du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le programme des Nations Unies pour le développement sont placées sous la supervision et le suivi du ministère de l'environnement. Le ministère de l'environnement négocie les accords et les conventions en matière de l'environnement. Dans la région de l'Extrême Nord, les projets en matière de l'environnement²⁷⁰ ont été créés par le MINEDED et mise en œuvre par le PNUD. C'est le cas des projets sahel vert, plan national de gestion de l'environnement et le plan national de gestion des inondations. Le PNUD travaille aussi avec les collectivités territoriales décentralisées.

2. Les communes et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD.

La commune est une collectivité territoriale décentralisée administrée par le conseil municipal, sous la direction du maire, elle est constituée d'une zone géographique clairement définie, qui est en règle générale, une ville ou un village. C'est le plus petit niveau de l'organisation territoriale, elle-même incluse dans un département étant inclus dans la région. Avec la décentralisation au Cameroun, il y a eu transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées, dans ce cas elles sont chargées de promouvoir le développement économique, social sanitaire, éducatif, culturel et sportif dans leurs circonscriptions territoriales. Les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun jouent un rôle très déterminant dans la mise en œuvre des projets PNUD dans la région de l'Extrême Nord.

Pour la réussite des projets du PNUD dans la région de l'Extrême Nord, les collectivités territoriales décentralisées apportent leurs contributions énormes, dans ce processus, les communes jouent un rôle multiforme. C'est la commune qui est chargée de la sélection des jeunes et des femmes bénéficiaires des projets PNUD, elle assure la bonne marche des sélections des groupes vulnérables qui seront accompagnés par l'organisation. C'est dans les

²⁶⁹ Rapport de la revue du cadre de coopération, Cameroun, 2010

²⁷⁰ PNUD, *le PNUD à la base, appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement*, pp. 15-16

communes que le PNUD garde même les matériaux pour le travail que le PNUD organise, c'est le cas des projets HIMO que les gens travaillent dans les villages de Maroua, c'est dans les communes que les jeunes se rassemblent pour aller faire les travaux de HIMO. Les communes dans la région de l'Extrême Nord ont créé « une commission locale de choix »²⁷¹ qui s'en charge du recrutement des jeunes bénéficiaires des projets PNUD. Il existe une certaine condition pour le recrutement de ces jeunes : ils doivent avoir maximum 35 ans et ne doivent pas être des élèves non plus des étudiants donc les enfants qui ont laissé l'école. En fin la commune doit assurer l'encadrement des jeunes durant la formation et veillé à leur insertion socio-économique et professionnelle après la formation. Pour ce qui est des financements des jeunes pour commencer une activité génératrice de revenu, la commune doit s'assurer qu'effectivement ces jeunes ont commencé le travail et ça évolue bien. Dans le cadre des opérations projet « Sahel Vert » des milliers des plantes ont été plantés dans les sites, et il faut dire que c'est la commune qui coordonne les travaux de reboisement et c'est la commune qui veille à la protection des sites. Les plantes sont gardées dans les communes en vue d'un très bon déroulement des opérations qui était un facteur majeur de la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Dans la commune de Mora par exemple, le PNUD a créé toute une cellule pour s'occuper des projets PNUD dans tout le département c'est le « le bureau municipal d'emplois des jeunes de Mora »²⁷² le responsable qui travaille dans ce bureau est à la fois président régional du conseil national de la jeunesse, gestionnaire du bureau municipal d'emplois des jeunes de Mora. Le PNUD travaille aussi avec certaines associations et la société civile.

3. Les associations et les populations et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD

Les populations civiles, les associations et les ONG ont apporté leurs contributions multiformes dans la mise en œuvre des projets PNUD. Les associations sont dans la plupart des GIC et des sociétés publiques et parapubliques qui apportent leurs apports.

Les apports des populations locales concernent beaucoup plus l'installation, l'équipement et la décoration des salles des réunions, des séminaires de sensibilisation, et des formations²⁷³ organisées par le PNUD dans la région. En effet, le PNUD a organisé des formations, des

²⁷¹ Kamsouloum, 42 ans délégué d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique de Mora, 19 décembre 2020

²⁷² Sawada Emmanuel, 51 ans, technicien d'agriculture dans la commune de Tokombéré, 15 décembre 2020

²⁷³ L.E. Nuaghé Noubissi « le PNUD et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun » mémoire de master en histoire économique et sociale, FALSH, UYI, 2015

séminaires grâce à l'appui des populations locales qui ont manifesté leur volonté à contribuer au développement de la région toute entière. Leurs contributions concernent également la participation active aux réunions et aux séminaires pour apprendre les bienfaits de la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement et la promotion de l'éducation dans toute la région, surtout l'éducation de la jeune fille qui fait toujours une problématique.

Les associations ont aussi joué un très grand rôle dans la mise en œuvre des projets PNUD, les GIC qui ont intervenu sont dans la plupart des associations des femmes et des associations des jeunes qui sont des groupes vulnérables et les principales cibles du PNUD. On peut citer : AFABEM (Association des femmes actives battante évoluant à Meme), AVA (Association villageoise autogérée), MIDIMA (Mission de développement intégré des monts Mandara) GVP (groupement villageois des producteurs), la SEMRY (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua)²⁷⁴ etc. Ces associations jouent le rôle lors de la sélection des projets des jeunes et des femmes qui seront financés par le PNUD. Ces associations donnent les orientations à l'organisation en vue d'une meilleure suivie des projets. Pour ces structures locales, le rôle de la SODECOTON²⁷⁵ est très déterminant du point de vue que c'est elle qui crée certains GIC, elle donne les crédits agricoles, la distribution des intrants et l'encadrement agricole en vue d'encourager pour le développement communautaire.

Enfin, d'autres partenaires ont apporté leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD dans la région de l'extrême, il s'agit des ONG nationales et internationales. Ces ONG ont un domaine spécifique d'intervention qui travaille en collaboration avec le PNUD, pour une très bonne réussite des activités. Dans ce cas, le rôle de l'UNESCO et de l'UNICEF²⁷⁶ dans le domaine de l'éducation et la protection des enfants est très important, le HCNUR dans la gestion des réfugiés et des enfants déplacés, il y a aussi l'OMS qui intervient dans le domaine de la santé en collaboration avec le PNUD.

Les initiatives à impact sociaux et environnementaux lancées par les PNUD depuis des années dans la région de l'Extrême Nord sont multiples et participent au développement socio-culturel de cette partie du pays. Ces initiatives concernent les domaines de l'éducation à travers la construction des salles de classes, et le recrutement des enseignants dans les écoles. Elles

²⁷⁴ *Rapport de progrès des objectifs du millénaire pour le développement, Extrême nord, 2008*

²⁷⁵ Société de développement de coton

²⁷⁶ L.M. Chembou Ndogmo, « Unicef et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », mémoire de master en
Diplomatie, UYII, IRIC, 2015

concernent également l'accès des populations à l'eau potable et à l'énergie. Plusieurs forages ont été construits dans les villages. Pour l'accès des populations à l'énergie, on note l'installation des lames solaires. Dans le domaine de l'environnement, le PNUD a apporté un appui technique à l'élaboration d'un Document stratégique de réduction de la Pauvreté (DSRP), il a aussi appuyé les populations sinistrées. Toutefois, nous remarquons une concentration des activités dans deux départements à savoir le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga, et une minorité des populations bénéficient les projets du PNUD qui ne favorise pas le développement de toute la région.

CHAPITRE IV : ACQUIS, LIMITES ET PERSPECTIVES DES ACTIONS DU PNUD A L'EXTREME NORD.

Les activités du programme des Nations Unies pour le développement dans la région de l'Extrême Nord tirent un bilan satisfaisant. La contribution du PNUD a participé à la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations malgré quelques limites observées. Dans ce chapitre, il est question de faire un bilan des activités du PNUD, ensuite relever les obstacles qui freinent son efficacité et en fin proposer quelques perspectives pour une meilleure optimisation des activités de ce dernier.

I. LES ACQUIS DU PNUD

Les acquis du PNUD dans la région de l'extrême nord concernent tous les domaines d'intervention, Il s'agit de faire un bilan et donné son impact dans la vie des populations. Ces domaines concernent le plan économique, social et environnemental qui sont les principaux aspects que le PNUD intervient.

1-Les résultats sur le plan économique

Les actions du PNUD sur le plan économique dans la région de l'Extrême Nord ont eu beaucoup d'impact dans la vie des populations et de la région. Elles ont contribué à la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de conditions de vie des populations et le développement économique de la région. On observe un bilan positif dans le cadre des financements des micro-projets des jeunes et des femmes dans le cadre du projet village des millénaires dans la région, les appuis aux agriculteurs et aux éleveurs et des appuis aux associations des femmes.

Dans le cadre du projet des villages du millénaire, dans la commune de Maroua 1^{er} près de 135 millions des francs FCFA (230 000 dollars)²⁷⁷ ont été versés aux jeunes des six villages dans le cadre de projet à haute intensité des mains d'œuvres visant à la construction des infrastructures communautaires. L'objectif était de faire intervenir dans le site de Maroua les ministères techniques et les agences publiques participant à la mise en œuvre des différentes actions en faveur des OMD.

²⁷⁷ PNUD, *Evaluation des activités de développement*, Cameroun, avril 2017, p. 23

Dans le domaine de l'agriculture, on note un bilan positif avec l'appui du PNUD, malgré quelques manquements. Il s'agit de la modernisation de l'agriculture avec l'utilisation des engrais et des méthodes modernes. D'après le rapport d'activité du SPRPB II de 2015²⁷⁸, 225 projets de GIC ou d'association dans les filières du riz, du maïs, du mil, du soja, l'embouche, bovines, de l'oignon, niébé, de l'arachide et des petits ruminants ont été financées à hauteur de 230 millions de FCFA (4000000 de dollars)²⁷⁹ dans 19 communes dans les 3 régions septentrional dont 7 dans l'Extrême Nord. Plusieurs formations ont été organisées par le PNUD dans la région de l'Extrême Nord dans le domaine de l'agriculture notamment sur l'utilisation des nouvelles méthodes culturales. Ces formations ont été organisées entre 2008 à 2020, on compte plus de 400000²⁸⁰ personnes formées dans toute la région. Ces personnes reçues des formations dans ce domaine ont mis leurs acquis en pratique sur le terrain d'où on note un impact au niveau de la surface cultivable. Il est à noter que les agriculteurs ont augmenté leurs surfaces cultivables et ce qui les a permis d'améliorer le rendement, nous sommes passés de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de seconde génération qui permet aux populations d'avoir au-delà de la survie, les produits de vente et bénéficient un peu de l'argent. L'augmentation de rendement a eu également un impact dans le sens qu'elle lutte contre la crise alimentaire, parce que la région de l'extrême est l'une des régions au Cameroun qui fait face à la crise alimentaire et la faim.

Dans le domaine de l'élevage, on note également une modernisation dans ce secteur qui est aussi clé dans l'économie de la région. Avec l'appui du PNUD, on note une désinfection des bétails, la formation et le suivi des éleveurs dont l'impact direct est l'augmentation des nombres des têtes de bétail, la région de l'Extrême Nord est la région qui fournit plus des viandes au Cameroun. Aussi, note-t-on la vaccination de ces bétails depuis 1992, entre 2008 et 20117, on note plus de 100 000 têtes de bœufs vaccinés²⁸¹. Pour ce qui est des associations des femmes, le PNUD a apporté un appui de haute dimension pour promouvoir l'égalité du genre et participer au développement économique de la région. Dans le cadre du projet villages des millénaires, dans 321 micro-projets accompagnés, 43% ont été bénéficié par les femmes²⁸².

²⁷⁸ PNUD/MINEPAT, *Rapport National de progrès des objectifs du millénaire pour le développement*, Cameroun, 2010, p.15.

²⁷⁹ Ibid

²⁸⁰ *Rapport de la revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017*, Cameroun 2017, p. 51.

²⁸¹ *Rapport de coopération pour le développement 1997*, Cameroun 1998, pp. 41-43.

²⁸² Hadidjatou, 52 ans, enseignante à Mora, Mora, 6 décembre 2020.

Dans le cadre du projet stabilisation et relèvement précoce, plus de 8000 jeunes ont été appuyés à travers des travaux de HIMO. L'objectif de ce projet était de permettre aux populations de relancer ou de réinsérer économiquement suite aux attaques perpétuées par la secte islamiste boko haram. L'impact de ce projet est que les populations qui avaient perdues leur domicile et leur travail pour aller se réfugier ailleurs, ont regagné leur domicile respectif et se sont lancées dans une activité génératrice de revenu. Les interventions du PNUD dans le domaine économique ont permis de réduire l'incidence de la pauvreté d'une part et de réduire les inégalités entre les populations des différentes régions.

Tableau 8 : Récapitulatif des projets d'insertions économiques

Projets	Nombres des micro-projets appuyés	Montant dépensé (en dollars)	Années
SPRPB I	385	360 000	2008-2012
SPRPB II	321	440 000	2012-2017
PVMC	135	230.000	2007
HIMO	8000	18.181818	2013-2020
STABILISATION	13000	193000	2013-2020

Source : Récapitulatif élaboré par nous à partir de nos analyses sur les résultats des réalisations des projets

Ce tableau fait les récapitulatifs des différents projets réalisés dans la région de l'Extrême Nord dans le domaine économique. Il s'agit du projet sous programmes de réduction de la pauvreté à la base phase I et II (SPRPB I, II). La première phase va de 2008 à 2012 et financée à hauteur de 360 000 dollars, et la deuxième phase qui va de 2012 à 2017 a été financée à hauteur 440 000²⁸³ dollars. Le projet village des millénaires du Cameroun (PVMC) a été réalisé dans la commune de Maroua 1^{er} et a financé 135 microprojets à hauteur de 230 000 dollars²⁸⁴. Le projet haute intensité des mains d'œuvre (HIMO), lancé à partir de 2013 avec le déclenchement de la crise Boko haram soutient les jeunes, on compte plus de 8000 jeunes appuyés avec une enveloppe de 10 milliards de FCFA²⁸⁵. En fin le projet stabilisation et relèvement précoce dans le but de réintégré économiquement les populations victimes des

²⁸³ Rapport de la revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017, Cameroun 2017, p. 46

²⁸⁴ Ibid

²⁸⁵ PNUD, Evaluation des résultats des activités de développement, Cameroun, 2017 P.10

exactions Boko haram a appuyé plus de 800000 jeunes entre 2013 à 2020 avec le montant de 193 million de dollars.

2- Les acquis sociaux des actions du PNUD dans l'Extrême Nord

Les actions du PNUD sur le plan social ont eu un impact positif dans la vie des populations de la région de l'Extrême Nord malgré quelques insuffisances observées. Ces actions concernent beaucoup plus les secteurs de l'éducation, l'eau et l'énergie, la formation et l'offre d'emploi.

Dans le domaine de l'éducation, les actions du PNUD se reposent sur la modernisation du système éducatif de la localité. Dans ce cas, plusieurs actions ont été entreprises à savoir : la construction et l'équipement des salles des classes dans les établissements de base et de l'enseignement secondaire. Les salles construites dans la région on peut trouver à l'école publique de Baldama, où le PNUD a construit et équipé un bâtiment de 2 salles de classes. On retrouve également à l'école publique de Limani 3 bâtiments de 6 salles de classes équipées en tableaux et tables bancs avec des latrines dans la cour²⁸⁶. D'après le rapport rendu public par le PNUD au total plus 30 salles de classes ont été construites par le PNUD. Mais on remarque que ce nombre est trop insuffisant pour toute la région, donc le PNUD doit encore multiplier des efforts. Le PNUD s'est également investi dans la formation des enseignants et l'amélioration des conditions de leur travail²⁸⁷, il s'est investi aussi dans la fourniture des manuels scolaires dans les écoles de toute la région. L'impact de ces accompagnements reste sans doute l'augmentation de l'effectif dans les établissements scolaires, cela limite également les actes du banditisme dans les quartiers. Selon les statistiques données par l'institut national de la statistique, de 2000 à 2007 le taux de fréquentation est passé de 41% à 53%²⁸⁸....

Tableau 9: Répartition des salles de classes construites par le PNUD

Lieux	Nombre	Année
Baldama	02	2016
Limani	06	2018
Kerawa	02	2014
Total	10	

Source : récapitulatif des données trouvées sur le terrain à Maroua

²⁸⁶ Edoa Charles, fonctionnaire PNUD Maroua, Maroua, 16 décembre 2020

²⁸⁷ Kamsoulou, 42 ans, délégué d'arrondissement de la jeunesse de Mora, Mora, 16 décembre 2020

²⁸⁸ L.M. Chembou Ndogmo, « Unicef et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2015, p. 11.

Ce tableau indique les nombres de salles construites par le PNUD dans la région de l'Extrême Nord Cameroun. Ce geste salubre encourage la promotion de l'éducation dans cette partie du pays, nous comptons 10 salles classes construites. Toutefois, on note une insuffisance de l'action du PNUD, car dans toute la région on trouve 10 salles de classes. Nous remarquons également que tous les trois villages sont situés dans le département du Mayo Sava, ce qui ne contribue pas efficacement au développement socio-économique de la région.

Dans le cadre des projets d'eau et de l'énergie dans la région de l'Extrême Nord, le bilan des actions du PNUD est faible. Toutefois, on note quelques actions qui ont contribué à l'accès des populations à l'eau potable, il s'agit de la construction et la réhabilitation des forages dans les villages. De 1997 à 2019, le PNUD a construit plus de 08 forages²⁸⁹ dans toute la région, l'impact dans cette action est que ces forages ont contribué à l'accès des populations à l'eau potable, ce qui a permis de freiner, de réduire et de lutter contre les maladies liées à l'eau sale comme le choléra, la dysenterie etc. En fin les interventions du PNUD concernant la formation professionnelle et l'offre d'emploi nous permettent de tirer un bilan métissé. Plus de 13 000 jeunes ont bénéficié des formations dans les diverses filières comme l'agriculture, l'élevage, le commerce, la couture etc. généralement qu'on appelle des formations sur les activités génératrices de revenu (AGR)²⁹⁰. L'impact donc de cette différente formation est l'offre d'emplois ou l'insertion socio-professionnelle de ce jeune, elle a permis de réduire le taux de chômage dans la région et limité l'exode rural qui est un phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur dans les villages de la région de l'Extrême Nord Cameroun.

3- Les acquis environnementaux du PNUD dans l'Extrême Nord

Poursuivant les résolutions de la conférence internationale de Rio en 1992 sur l'environnement qui inclut le développement durable qui prend en compte des problèmes environnementaux, le PNUD en collaboration avec l'Etat du Cameroun a multiplié ses efforts dans la région de l'Extrême Nord. Ses actions concernent l'appui à l'élaboration d'un plan national de gestion de l'environnement en 1996 et sa réactualisation en 2010²⁹¹, il a également accompagné en 2012 les populations victimes des inondations. Et enfin son appui très signifiant dans le projet d'opération « Sahel Vert ».

²⁸⁹ *Rapport de la Revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017*, Cameroun 2017.

²⁹¹ MINEF/PNUD, *Plan National de Gestion de l'environnement*, vol.I. Yaoundé, février 1996, pp.280-285.

Les actions du PNUD à l'élaboration du plan national de gestion de l'environnement sont d'ordre financier et technique. En effet, c'est le PNUD et la Banque mondiale qui ont déboursé les fonds pour son élaboration mise œuvre par le PNUD²⁹². L'impact de la mise en œuvre du PNGE est perceptible sur le fait il a permis de limiter les risques liés aux catastrophes environnementaux, parce que le plan prévoit la sensibilisation des populations sur l'utilisation abusive des forêts, les feux de brousses qui sont des éléments majeurs de la dégradation de l'environnement. Ce plan prévoyait également le reboisement des plantes dans toutes les régions. La région de l'Extrême Nord a bénéficié plus de 15000²⁹³ plantes dans ce plan, ce plan a été réactualisé en 2010, pour avoir plus des résultats sur le terrain. Toutefois ce plan n'a pas pu empêcher les inondations de 2012 qui ont fait ravage dans cette partie du pays, le PNUD a également accompagné les populations victimes des sinistres environnementaux.

Pour ce qui des accompagnements du PNUD aux populations victimes des sinistres environnementaux, il a d'abord soutenu le gouvernement Camerounais à la mise place d'un plan d'urgence de lutte contre les inondations (PULCI) en 2010²⁹⁴. C'était un plan national de réponse à la récurrence des inondations dans la région de l'Extrême Nord et du Nord notamment celles de 2010 et de 2012. Le but du projet était de réhabiliter les principaux ouvrages hydrauliques et de renforcer la préparation des catastrophes dans les zones cibles de l'Extrême Nord. L'impact du PULCI est perceptible dans le sens qu'il a permis de limiter les catastrophes grâce aux plantes reboisées et les sensibilisations fortes aux populations sur la gestion de l'environnement. C'est le cas en 2019 que les populations ont pu vite maîtriser. Pour ce qui est des accompagnements des populations victimes des inondations, le PNUD a multiplié ses efforts ses actions pour le retour des populations sinistrées qui étaient en déplacement. Une délégation des Nations Unies ont remis des dons composés de 100 tentes de kits obstétricaux, de plus de 10000 moustiquaires, de 170 kits familiaux pouvant prendre en charge 17000 personnes, d'un kit choléra pouvant prendre en charge 1000 malades et de 536 tonnes de vivres²⁹⁵. L'impact de ces dons et assistance est que les populations ont mené une vie favorable durant leur déplacement et les a permis de regagner leurs domiciles respectifs sans maladie et limiter les risques d'une nouvelle catastrophe dans les années à venir. Le PNUD a également

²⁹² www.afro.who.int new inondation consultée le 16 avril 2021.

²⁹³ *Rapport de la revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017*, Cameroun 2017, pp. 31-33.

²⁹⁴ *Rapport de l'atelier d'information et de sensibilisation des maires de communes pilotes sur la foresterie communale*, Extrême nord, novembre 2009, pp. 44.

²⁹⁵ www.afro.who.int new inondation, consultée le 17 avril 2021 à 20h.

reboisé en réponse aux inondations plus de 300000²⁹⁶ plantes dans la région, ceci dans le but d'éradiquer définitivement les risques liés aux crises environnementales. Toutefois, les actions du PNUD sont limitées car les risques d'une inondation ne sont pas totalement exclus.

Dans le cadre des opérations « Sahel Vert », les actions du PNUD étaient d'abord focalisées sur la formation des communautés riveraines. L'objectif était de renforcer les capacités de manière à développer la résilience faces aux effets néfastes des changements climatiques, 200 jeunes ont été formés dans le sens des enjeux de dégradation des forêts et des terres et sur la déforestation et les feux de brousses. Deux pépinières²⁹⁷ d'une capacité de 200 mil plantes ont été installées dans les sites du sahel vert, 50200 arbres ont été installés pour restaurer davantage les sites. L'impact du projet d'opération « Sahel Vert » qu'il a permis à travers l'éducation et la sensibilisation des populations de limiter l'exploitation abusive des forêts, la dégradation des terres et l'utilisation des feux de brousse. On note également l'impact sur les plantes installées ont permis de limiter les risques des changements climatiques et le déclenchement d'une nouvelle inondation dans la région. En fin l'impact des actions du PNUD dans le domaine de l'environnement est la conservation des espèces qui sont en voie de disparition. Les actions du PNUD dans le domaine de l'environnement sont nombreuses qui ont contribué à la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles et limiter les risques d'une catastrophe environnementale. Toutefois, on note quelques manquements liés à la limitation des risques liés aux effets environnementaux.

II. LES OBSTACLES ET LIMITES DE L'ACTION DU PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD.

Les actions du PNUD dans la région de l'Extrême Nord sont multiples qui ont eu un impact positif dans le processus de développement de cette région. On tire un bilan positif et de son intervention dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux. Toutefois, malgré ces bilans positifs, il est à noter qu'il existe plusieurs obstacles et manquement qui ont limité l'efficacité de l'action du PNUD dans la région. Ces obstacles sont d'ordres administratifs et sécuritaires, d'ordres culturels et humains et d'ordre économiques et financiers.

²⁹⁶ www.afro.who.int new inondation, consulté le 16 avril 2021.

²⁹⁷ PNUD/MINEF, *rapport général de la table ronde internationale des donateurs sur l'environnement au Cameroun*, Yaoundé, 1996.

1. Les difficultés administratives et sécuritaires.

Le PNUD dans la mise en œuvre de ses actions dans la région de l'Extrême Nord a rencontré des difficultés administratives et sécuritaires qui freinent son action et son efficacité. Sur le plan administratif on note une lenteur et le laxisme des dirigeants dans les suivies des projets PNUD, et sur le plan sécuritaire on note les actes du banditisme et le mouvement terroriste boko haram.

Selon les informations recueillies auprès des responsables du PNUD à Maroua, la principale difficulté qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre de leurs actions dans région de l'Extrême Nord, c'est la lenteur administrative²⁹⁸ et le laxisme des dirigeants. En effet, les lenteurs administratives se manifestent sur le fait que lorsque le PNUD soumet un projet à l'administration, le temps qu'on met pour étudier, signer et valider dépasse le temps initialement prévu lors de la signature des accords. Selon les accords de coopération Cameroun PNUD, le temps pour étudier un projet est prévu pour trois mois, mais les responsables en charge de l'exécution des projets se plainent de temps dont certains dossiers font plus d'un an voir plus²⁹⁹, donc ce genre des choses ne permettent pas la bonne marche des interventions du PNUD. De même, on constate parfois des délais importants observés volontairement ou non de la part du gouvernement entre l'adoption de certains textes du projet et les instruments de leur exécution effective. C'est le cas du Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE). Le gouvernement a mis du temps pour nommer le secrétaire général de l'environnement, soit 2 ans contre l'adoption du PNGE et la nomination du responsable chargé de sa mise en œuvre.³⁰⁰ Parlant même du PNGE, on constate que dans la région de l'Extrême Nord, ses actions ont été intensifiées à partir de 2008 pourtant, il a été adopté depuis 1996.

Pour ce qui est du laxisme des autorités camerounaises et du PNUD, il est question de l'abandon des projets, ils ne veillent pas au suivi des projets. Cela constitue un élément qui entrave le bon fonctionnement des activités du PNUD dans la localité. Toujours sur le plan administratif, on note la concentration des projets au niveau du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire qui est le département ministériel chargé de la mise en œuvre des projets PNUD³⁰¹. Cette concentration des travaux dans un seul ministère ne

²⁹⁸ Edoa Charles, fonctionnaire PNUD Maroua, Maroua, 16 décembre 2020.

²⁹⁹ Ibid

³⁰⁰ R Ndo Minla'a, « La contribution du programme des Nations Unies pour le développement à la réalisation des objectifs du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, UYII, IRIC, 2004, pp. 202-209.

³⁰¹ Kamsoulou, 42 ans, délégué d'arrondissement de la jeunesse de Mora, Mora, 16 décembre 2020.

favorise pas l'intervention rapide et efficace du PNUD dans la région de l'Extrême Nord qui est une région qui vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage et pourtant il y a des ministères pour ça, le PNUD pouvait signer avec ces ministères. En fin on note une guerre entre les autorités administratives et les responsables du PNUD, il s'agit d'un problème de leadership. En fait, les personnes consultées dans les communes nous ont toujours parlé de cette guerre surtout au niveau des collectivités territoriales décentralisées, c'est chacun qui veut être chef et coordonné les travaux. Une telle querelle entre les autorités ne favorise pas la bonne marche des activités du PNUD qui concourent au développement de toute la région.

Pour ce qui est des difficultés sécuritaires, il faut dire qu'avant le déclenchement de la crise boko haram, on notait quelques problèmes liés à l'insécurité qui entravent le bon fonctionnement des activités du PNUD. Il s'agit du phénomène du banditisme et des coupeurs³⁰² de route qui donnent de la peur à l'équipe du PNUD sur le terrain. Dans ce cas, il est question de l'abandon des travaux de peur d'être pris par les ravisseurs. La principale insécurité qui a eu un impact sur les activités du PNUD, c'est le déclenchement de la crise sécuritaire boko haram en 2013. En effet, à partir des années 2000, le PNUD a fait de la région de l'Extrême Nord une zone prioritaire, et avec la crise il n'arrive pas à exercer parfaitement ses activités. La secte islamiste boko haram qui a imposé son idéologie a détruit les infrastructures et parfois des projets en cours, il arrive de fois qu'on arrête les travaux pour un bout de temps à cause de l'insécurité récurrente. C'est le cas de la construction d'un poste de police à Amchidé lancé depuis 2015 et qui devrait être livré au plus tard en 2017 mais jusqu'aujourd'hui c'est encore en chantier³⁰³. Les attaques de boko haram rendent les activités du PNUD très difficiles dans la région de l'Extrême Nord. Cependant les difficultés administratives et sécuritaires ne sont pas les seules qui entravent les activités du PNUD, il y a également les difficultés culturelles et humaines.

2. Les obstacles culturels et humains

L'environnement culturel et humain est un facteur très important à prendre en compte dans la bonne marche des activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord Cameroun, on note plusieurs obstacles culturels et humains qui ont freiné l'efficacité des actions du PNUD. Il s'agit du poids de la tradition qui crée des inégalités entre les hommes et les femmes et le comportement de certaines personnes qui ne favorise pas le progrès des travaux.

³⁰² *Rapport de mise en œuvre du DSRP*, Cameroun, 30 octobre 2003.

³⁰³ Moustapha Tchipoun, 46 ans éleveur à Tokomberé, Tokomberé, le 16 Décembre 2020.

La région de l'Extrême Nord est l'une des régions au Cameroun qui est restée ferme à la tradition et à sa culture, elle garde encore les coutumes et les traditions du temps ancien. Dans ce cas, il est question du rôle de la femme et de l'enfant dans le processus du développement de la localité. En effet, pour ce qui est de la femme à l'Extrême Nord, participation dans le processus de développement est limitée, dans cette partie du pays, les gens sont restés dans la logique de la conviction d'Engels pour qui, « dans la famille, l'homme est bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat »³⁰⁴ donc pour ce défenseur de la tradition, la femme est considérée comme un esclave, elle n'a pas droit à certains services. Dans la société africaine en générale et du Cameroun en particulier, le concept « femme » est d'abord une construction sociale : Elle est à la fois « femelle » et, par extension aux espèces végétales et animales, une catégorie sociale porteuse de multiple « sens » péjoratifs et disqualifiés bref, elle est toujours inférieure à l'homme, la tradition admet une domination du masculin sur le féminin. Mais parfois étant trop habituée, la femme s'exclut elle-même dans la prise des décisions. Voilà pourquoi Ndo Minla'a affirme que :

Au Cameroun, on observe qu'à travers leurs responsabilités quotidiennes, domestiques ou non, les femmes sont à la fois considérées comme victimes et actrices de la détérioration de l'environnement. Mais que constate-t-on ? Si elles ne sont pas exclues de la prise des décisions et des processus de développement humain durable par les contraintes socio-culturelles, ce sont elles même qui s'excluent. Pourtant, en tant que principales gestionnaires des familles et des ressources naturelles telles que l'eau et le sol, elles constituent des partenaires incontournables dans toute stratégie de développement humain durable. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que beaucoup de projet de développement humain durable ont échoué en raison aussi de la non prise en compte du rôle des femmes³⁰⁵.

Pour Ndo Minla'a la femme s'exclut parfois seule dans la prise des décisions et se dit que sa place est dans le foyer, il estime que plusieurs projets ont échoué à cause de la non prise en compte du rôle de la femme dans le développement. Pour ce qui est de la région de l'Extrême Nord, les inégalités observées entre l'homme et la femme ont eu un impact dans la réalisation de certains projets. Si nous prenons par exemple le projet villages des millénaires dans la commune de Maroua 1^{er}, les projets qui ont été financé sont en majorité des projets des hommes. Nos informateurs et nos recherches nous ont permis de constater que 15% seulement³⁰⁶ de ces

³⁰⁴ S.B. Diagne et H. Ossebi, *La question culturelle en Afrique : contexte, enjeux et perspectives de recherche*, Dakar, CODESRIA, coll. Document de travail, 1996, pp 30-33.

³⁰⁵ R. Ndo Minla'a, « la contribution du programme des Nations Unies pour le développement à la réalisation des objectifs du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, UYIL, IRIC, 2004, p. 177.

³⁰⁶ Djiki Mairamou, 47 ans, présidente d'une association à Mora, Mora, le 19 décembre 2020.

projets étaient destinés aux femmes, les restes concernent les hommes. Cette inégale répartition ne permet pas le bon résultat des activités du PNUD dans la région et ne favorise pas le développement économique de la région.

Selon les informations recueillies auprès de nos informateurs, lorsqu'on parle des appuis aux agriculteurs et aux éleveurs, cela concerne essentiellement les hommes, les gens ont souvent la tendance à croire que ces deux domaines sont réservés aux hommes pourtant, les femmes peuvent bien gérer ces secteurs qui sont d'ailleurs les principales activités de la région. Il est à noter également lorsqu'on parle du projet opération « Sahel Vert », on remarque l'absence totale des femmes qui pourtant pourraient jouer un rôle très important. Le projet a mis deux pépinières de plus de 300 000 plantes mais on n'y trouve pas des femmes dans cette opération. Nous constatons également lors des ateliers des formations et des séminaires organisés par le PNUD, une faible participation des femmes. C'est le cas des ateliers de 2008 jusqu'en 2013 où on note qu'un taux de participation de 20% des femmes³⁰⁷, elle est due aux refus de leurs maris, qui selon eux les femmes doivent seulement rester à la maison et s'occuper des tâches ménagères. Mais à partir de 2013 lorsque les travaux se sont intensifiés avec la mise sécuritaire, le PNUD donne priorité aux groupes vulnérables (jeunes et femmes). Le poids de la tradition pèse également sur les enfants, ce qui freine la réussite totale des activités du programme des Nations Unies pour le développement. La culture impacte dans l'éducation des enfants surtout les enfants coraniques³⁰⁸ qui dans la plupart ne possédant d'actes de naissance, leurs parents refusent totalement d'établir les actes aux enfants. Dans les opérations d'établissement d'acte que le PNUD organise, l'organisme a rencontré trop des difficultés.

Enfin, pour ce qui est des obstacles humains, cela concerne les comportements de certaines personnes qui ne favorisent pas l'évolution des activités du PNUD. En effet, la mentalité de ces personnes est déplorable, il s'agit parfois de la confiscation des matériaux de travail, parce dans le cadre du projet HIMO il s'agit des travaux que les jeunes effectuent, en temps normal ces matériaux sont gardés dans les communes. Mais certaines responsables préfèrent garder à leur domicile, un tel acte ne permet pas d'avoir les bons résultats attendus des activités du PNUD. En fin on note le problème de corruption et du favoritisme, il est question ici lors de la sélection des projets, les populations trouvent beaucoup des corruptions et du favoritisme³⁰⁹. Ils soulignent que les mêmes noms reviennent à chaque vague de choix,

³⁰⁷ Salamatou Issa, 47 ans, président d'une association à Mora, Mora, le 11 décembre 2020.

³⁰⁸ Abba Maina Mahmat, 34 ans, président des jeunes de Mora, Mora, le 13 décembre 2020.

³⁰⁹ *Rapport de la revue du cadre de coopération PNUD-Cameroun*, opcit, p.5.

alors qu'il y a des groupes plus vulnérables qui n'ont jamais été pris dans le projet. Les activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord ont rencontré trop d'obstacles culturels et humains, mais il reste en fin de relever les obstacles économiques et financiers.

3. Les obstacles économiques et financiers.

Les activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ont eu des nombreuses difficultés économiques et financières. Il s'agit essentiellement de l'insuffisance des fonds alloués pour la mise en œuvre des projets PNUD

Le PNUD est fortement dépendant d'un nombre limité de sources de financement. Son partenaire financier le plus important depuis 2011 est de loin, le Japon : entre 2011 et 2015, les ressources de base du PNUD constituaient 46%³¹⁰ des dépenses locales, et les fonds japonais 37%. Plusieurs contraintes liées à la mobilisation des ressources ont été relevées par le PNUD (environnement général de l'aide au développement, crise économique mondiale, fait qu'en tant que pays prioritaire pour les pays donateurs traditionnels). En 2013, le PNUD a développé une stratégie de mobilisation des ressources, mais qui reste sans effet notable. Le gouvernement du Cameroun, le deuxième partenaire financier du programme entre 2008 et 2012, mais moins de 1% entre 2013 et 2015, et si le PAPP 2013-2017³¹¹ avait envisagé une contribution à hauteur d'un tiers environ des ressources locales prévues. Même sous forme de « contrepartie » du gouvernement (alloués aux interventions appuyés par le PNUD), ce montant n'est que timidement mobilisé (en dehors du cas du SPRB)³¹². Ainsi, de nombreuses activités prévues n'ont pas pu être mise en œuvre. Le PNUD n'a pas adapté sa stratégie en fonction des incertitudes pesant sur la mobilisation des ressources, le PNUD n'utilise pas ses ressources limitées de façon efficace. Malgré le pourcentage de son programme pour la période 2013-2017, avec réduction du nombre d'effet et d'une concentration géographique, celui-ci se caractérise par des phases des préparations très longues.

Enfin, les difficultés économiques et financières se manifestent au niveaux des bénéficiaires des projets HIMO. Dans ce cas-là, le véritable problème se trouve au niveau du détournement des fonds du PNUD par certains responsables qui a eu un impact sur les paiements des travaux de HIMO. En effet, lorsque le PNUD paye les jeunes du « *casch for*

³¹⁰ Rapport de la revue du cadre de coopération PNUD-Cameroun, opcit, p.9.

³¹¹ Ibid

³¹² www.ungm.org documents, consulté le 03 mai 2021 à 07h

work » à la fin de la journée, les restes sont souvent une source des problèmes. Selon les informations recueillies auprès des bénéficiaires, il accuse un très grand retard de paiement³¹³ et parfois ils ne perçoivent même pas l'argent ou alors même quand on leur donne c'est la moitié. Pourtant le projet prévoit qu'ils sont payés à 3000f par jour, mais on leur donne d'abord 1000f et les restes de 2000 seront remis à la fin de la formation pour permettre aux bénéficiaires de commencer une activité génératrice de revenu (AGR). Mais avec les retards et parfois le non paiement, cela ne permet pas une intervention efficace du PNUD dans son projet de réponse à la crise de boko haram. Le projet stabilisation et relèvement précoce avait pourtant l'objectif de réintégrer économiquement les groupes vulnérables (jeunes et femmes).

Des nombreuses difficultés et limites qui ont entravé les activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord Cameroun sont relevées précédemment au point où beaucoup doutent encore fort des efficacités du PNUD à apporter une solution pratique à l'incidence de la pauvreté dans cette partie du pays. Toutefois, quelques pistes des solutions sont envisagées pour une meilleure intervention de l'organisme dans cette partie du pays.

III. LES PERSPECTIVES POUR UNE OPTIMISATION DES PROJETS DU PNUD DANS L'EXTREME NORD

Les activités du programme des Nations Unies pour le développement dans la région de l'Extrême Nord ont eu beaucoup des obstacles qui ont limité son efficacité. Ces obstacles peuvent être surmontés et cela demande toutefois une certaine audace que les autorités devraient prendre en compte. Cette partie de notre travail propose un ensemble complet des reformes et des solutions qui peuvent apporter des bénéfices substantiels aux populations dans la lutte contre la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il est question de la lutte contre la corruption et la sensibilisation des populations à la flexibilité de la tradition, de la bonne collaboration entre les autorités et les populations locales et le suivi et l'évaluation des projets.

1. Lutte contre la corruption et la sensibilisation des populations sur la flexibilité des traditions.

La corruption est un élément très essentiel à combattre pour une très bonne intervention du PNUD dans la lutte contre la pauvreté dans l'Extrême Nord. Il s'agit des suivies de la gestion des fonds destinés à un projet et le poids de la tradition qui entravent également les activités du

³¹³ Alioum Oumarou, 33 ans, bénéficiaire projet HIMO, Zamai, le 23 décembre 2020

PNUD doivent être pris en compte, dans ce cas il faudrait l'intégration du système genre dans le processus du développement.

La lutte contre la corruption serait une solution efficace³¹⁴ pour une meilleure optimisation des activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord. Cette lutte devrait être intensifiée au niveau du PNUD qu'au niveau du gouvernement. Les autorités camerounaises devraient être vigilantes sur le choix des bénéficiaires des projets HIMO. Lorsqu'on dit que c'est pour les groupes vulnérables, cela devrait être appliqué et les conditions à remplir devraient être valable pour tout le monde. Parce que nos informateurs³¹⁵ nous parlent toujours des corruptions lors des choix des bénéficiaires, Aussi, faudrait-il veiller sur la gestion des fonds qui sont destinés par le projet. Le gouvernement à travers la commission nationale de lutte contre la corruption (CONAC)³¹⁶ devrait à chaque projet faire un bilan ou un rapport transparent de gestion des fonds. Il serait judicieux dans le cadre des formations organisées par le PNUD d'intensifier la formation ou de former les formateurs pour une meilleure maîtrise des domaines. Cela permet de freiner les risques liés aux éventuelles corruptions. C'est pour dire que si la commission chargée de choix est bien formée, elle n'admettrait pas le favoritisme.

Pour ce qui est de la flexibilité de la tradition, cela interpelle tous les chefs de famille à ne pas trop s'empêcher les femmes à participer dans les prises de décision. Mais les solutions devraient commencées au niveau du gouvernement et le PNUD, il s'agit d'abord de l'accélération de l'élaboration du code de la famille³¹⁷, il faut mettre en place un code de la famille équitable pour les femmes et cela devrait être appliqué très rigoureusement. A titre d'illustration, le code de la famille à élaborer pourrait relever l'âge minimum au mariage des jeunes filles afin de permettre à celle-ci d'achever leurs études secondaires, ce qui se traduirait par un abaissement des taux de déperdition féminines et de la natalité. De plus l'instruction des jeunes filles, surtout en milieu rural contribuerait à l'accroissement de la productivité agricole étant entendu que c'est en grande partie sur elle que reposent les activités agricoles. En vue de limiter la sous-scolarisation féminine dans la région de l'Extrême Nord dont les facteurs culturels et certaines habitudes y contribuent, on peut envisager de mettre l'accent sur l'octroi

³¹⁴ S.S. Zarkovich, *le programme des Nations Unies pour le développement. Etude critique*, Paris, PUF, 1970, p 156.

³¹⁵ Aliou Oumarou, 34 ans bénéficiaire du projet *cash for work*, Mora, 17 décembre 2020.

³¹⁶ Kamsouloum, 42 ans délégué d'arrondissement de la jeunesse de Mora, Mora, le 23 décembre 2020.

³¹⁷ S.S. Zarkovich, *le programme des Nations Unies pour le développement. Etude critique*, Paris, PUF, 1970, p 156.

des bourses aux jeunes filles³¹⁸ qui accèdent à l'enseignement secondaire (selon des critères à déterminer) puis à l'enseignement supérieur. Le gouvernement avec l'appui du PNUD devrait en plus :

-renforcer la sensibilisation des communautés et des familles sur les questions de discriminations fondées sur le sexe, notamment dans les zones rurales à fortes pesanteurs des coutumes traditionnelles pour permettre à la jeune fille de bénéficier la même condition d'accès à l'éducation, à l'emploi et à la prise des décisions. C'est une mesure qui concerne essentiellement le Nord Cameroun dont la situation de la jeune fille est particulière surtout en matière de l'éducation. Il est aussi question de renforcer les capacités de la femme dans le domaine de la participation à la vie économique et à la prise de décision. Nous remarquons que la femme ne participe pas pleinement à la prise des décisions, ce qui ne favorise pas une bonne marche vers le processus de développement de cette région. Le PNUD et l'Etat du Cameroun devraient renforcer le mécanisme de lutte contre les violences faites aux femmes.

Dans le cadre des projets HIMO le PNUD devrait privilégier les femmes qui sont également indispensables dans le processus de développement, tout le monde est appelé à participer et à contribuer au développement. Les vieilles habitudes devraient être abandonnées et avoir un esprit de progrès, de développement.

2. Une meilleure collaboration entre les populations locales, les autorités administratives, communales et les autorités du PNUD.

Une bonne synergie entre les populations locales, les autorités administratives, communales et les responsables du PNUD serait également une solution efficace pour des activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord³¹⁹. Il s'agit de faire intervenir tous les acteurs de développement à l'élaboration et la mise en œuvre des projets du PNUD, l'implication des populations locales est très capitale. En effet, la réalisation des projets du PNUD ne prenait pas trop en compte l'implication de certains partenaires³²⁰ pour sa mise en œuvre, il serait donc préférable de faire intervenir tous les acteurs de développement pour une meilleure contribution du PNUD dans le développement de la région. Il est souhaitable au niveau des ministères publics, de faire impliquer tous les ministères concernés à la réalisation d'un projet c'est-à-dire que si par exemple le PNUD lance un projet dans le domaine agricole, il est préférable de faire

³¹⁸ Mdina Mawé, 43 ans, directrice de l'école publique de Meme, Meme, le 156 décembre 2020.

³¹⁹ S.S. Zarkovich, *le programme des Nations Unies pour le développement. Etude critique*, Paris, PUF, 1970, p 156.

³²⁰ Edoa Charges, 66 ans, fonctionnaire du PNUD à Maroua, Maroua le 4 décembre 2020.

un appelle au ministère de l'agriculture. Il est également souhaitable que le « rôle de coordinateur en matière de coopération économique et technique dévolu au MINEPAT, soit clairement défini et que les mécanismes de coordination interministérielle soient redéfinis de manière à ce que chaque ministère intéressé puisse en avoir une idée précise ». Au niveau des communes, il serait judicieux que la commune recadre son rôle, elle devrait retrouver sa place, ainsi que le PNUD et les autorités administrative dans la mise en œuvre d'un projet.

Le rôle de la commune étant de s'en charger du choix des bénéficiaires et de l'encadrement des jeunes qui font partie du projet et le PNUD se chargerait de la réalisation et de sa mise en œuvre. Pour ce qui est des autorités administratives, elles devraient jouer le rôle de supervision³²¹ des travaux, de veiller aux désordres, comme nous l'avons indiqué plus haut du problème de la guerre de leadership qui existe entre les autorités communales et les responsables du PNUD. Les autorités administratives devraient faire tout moyen pour mettre fin à cette guerre, car une telle attitude ne favorise pas une bonne synergie entre les acteurs. Il serait donc plus préférable de transformer la guerre en collaboration pour une meilleure réussite des activités du programme. En fin, le dernier élément est l'implication des populations locales à la réalisation des projets du PNUD, elles devraient être des acteurs effectifs de développement, cela permettrait une très bonne efficacité des interventions du PNUD et la réalisation des OMD. Le bureau PNUD devrait redynamiser les relations de partenariat avec les autres donateurs, il devrait renforcer sa communication avec le gouvernement et les coordonnateurs des projets. L'intervention des agences du système des Nations Unies dans les programmes/projets du PNUD est faible, il est préférable de trouver une très bonne synergie à l'avenir.

3- Le suivi et l'évaluation régulier des projets du PNUD

Le suivi et l'évaluation régulière des projets permettraient une très bonne efficacité et l'optimisation des projets du PNUD. Il est question pour le gouvernement et le bureau national du PNUD de faire des évaluations et de demander les rapports à chaque fois qu'un projet est réalisé. Le suivi des projets se ferait à deux niveaux : premièrement au niveau des responsables de l'exécution des projets, il s'agit par-là de vérifier si effectivement un projet a été réalisé ou pas ou alors si l'argent destiné à ce projet a été bien géré, cela pourrait rassurer que la contribution de cet organe soit de taille. Deuxièmement, le suivi devrait être au niveau des bénéficiaires des projets. Dans ce cas, il est question de se rassurer que les gens aient effectivement réalisé leurs projets qui étaient financés. Lors des projets HIMO, les jeunes ont

³²¹ Edoa Charles, 66 ans, fonctionnaire PNUD Maroua, Maroua le 7 décembre 2020

reçu de l'argent mais est-ce que tout le monde a utilisé cet argent comme prévu ? D'autres ont reçu des matériaux de travail, mais ils devraient vérifier si effectivement ces gens utilisent ces matériaux ou alors s'ils n'ont pas vendu. Par exemple les couturiers ont reçu les machines à coudre, ces machines devraient être surveillées³²². Pour l'évaluation des travaux, le gouvernement et le PNUD devraient multiplier les demandes des rapports des activités et des gestions des fonds. Donc pour un meilleur suivi, le Programme des Nations Unies pour le Développement devrait publier un rapport sur le développement de la région de l'Extrême Nord chaque année.

D'autres recommandations sont à suggérer pour une action efficiente des activités du PNUD : poursuivre la réalisation de grands projets de développement dans le secteur rural et celui des infrastructures routières avec l'accent particulier sur les routes rurales pour booster la croissance économique. Désenclaver les routes rurales afin de permettre l'écoulement des produits agricoles des campagnes vers les centres urbains. Il est à noter que l'état des routes dans les villages est détérioré, ce qui ne favorise pas la circulation des personnes et des biens. La région de l'Extrême Nord étant une région essentiellement agricole, il est donc nécessaire d'avoir une route en bon état pour l'écoulement des produits agricoles. Parfois même les populations de Maroua partent vendre leurs produits au Nigéria voisin pour avoir un meilleur revenu. Le PNUD en collaboration avec le gouvernement du Cameroun devrait continuer la lutte contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés dans la région de l'Extrême Nord. C'est une question qui reste très préoccupante, parce que l'Etat est sur la politique de lutte contre la famine et lorsque le prix des denrées augmente en excès, cela n'assure pas la disponibilité de la nourriture à toutes les familles. Dans le domaine de l'éducation, le PNUD et l'Etat du Cameroun devraient accélérer la mise en œuvre des politiques de financement suite à la suppression définitive des frais exigibles. Elle pourra favoriser l'augmentation de l'effectif dans les écoles, puisque nous remarquons qu'il y a des familles même quand on dit que l'école c'est 1000f, ils voient toujours que c'est chère pour eux, elles ne payent pas toujours. Lutter contre la pollution des eaux de surface, multiplier les points d'eaux potables.

Enfin renforcer le partenariat avec les collectivités territoriales décentralisées en vue de promouvoir un environnement sain à travers la relance des opérations « sahel vert », l'opération « sahel vert » permet de maintenir l'environnement dans un état favorable aux populations, elle

³²² Kamsouloum, 42 ans, délégué d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique de Mora, Mora le 15 décembre 2020.

limite les risques des catastrophes naturelles. L'Extrême Nord d'abord est une région qui fait régulièrement face aux problèmes environnementaux. Le PNUD devrait continuer également à sensibiliser les populations sur les actions à entreprendre pour assurer un environnement durable. Les populations sont parfois responsables des catastrophes qui arrivent, à travers l'utilisation abusive des feux de brousse, la déforestation.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette réflexion qui a porté sur « les activités du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun : le cas de la région de l'Extrême Nord de 1972 à 2020 », il ressort clairement que le PNUD a réalisé beaucoup des projets dans cette partie du pays. L'objectif de notre travail était de démontrer dans une perspective historique, politique et socio-économique la contribution du PNUD au développement de la région de l'Extrême Nord du Cameroun. Une région dont l'incidence de la pauvreté est la plus élevée, une région qui vit dans une crise sécuritaire depuis 2013. Sa situation exige non seulement les ONG et les associations mais aussi les organisations internationales à y intervenir pour essayer d'apporter leur appui.

Le contexte de la création du PNUD explique logiquement la nécessité pour cette organisation d'intervenir au Cameroun, parce que le Cameroun est classé au rang des pays pauvres très endetté (PPTÉ). Les Nations Unies ont inscrit dans leur agenda l'intérêt d'aider les pays en voie de développement (PVD) en leur fournissant des conseils mais également en plaidant leurs causes pour l'octroi de dons. C'est dans cette logique que le PNUD arrive au Cameroun depuis 1972, avec pour objectif d'aider le gouvernement du Cameroun pour le développement de son territoire. Mais l'Etat du Cameroun met l'accent sur les régions du pays, c'est ainsi que le PNUD arrive dans la région de l'extrêmes nord. Sa présence à l'Extrême Nord a permis de réduire l'incidence de la pauvreté.

Nous avons tiré un bilan positif des actions du PNUD dans cette partie du Cameroun. Ses nombreuses réalisations ont permis la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. Ces réalisations ont concerné les domaines économiques, socio-culturels et environnementaux. Pour arriver à ces résultats, nous avons procédé dans notre travail à une démarche chronologique qui respecte la rigueur de la discipline historique. Dans un premier temps, nous avons démontré les déterminants de la coopération entre le Cameroun et le PNUD et les fondements de leurs actions dans l'extrême nord, où nous avons relevé les facteurs très importants qui ont facilité cette coopération. Les deux parties ont signé plusieurs accords de base qui fixent les règles des travaux entre le Cameroun et le PNUD. Il faut dire que leur relation remonte depuis la création de l'ONU dans les années 1945. Dans un deuxième temps, nous avons analysé les différentes réalisations du PNUD dans les domaines économiques, sociaux et

même environnementaux, les appuis aux micro-projets des jeunes et des femmes, les appuis aux agriculteurs et éleveurs. La mise en place des Cellules d'Ecoute, d'Orientations, de Conseils et d'Accompagnements(CEOCA) dans les communes entre dans la deuxième phase du sous-programme pour la réduction de la pauvreté à la base(SPRPB), est un geste qui permet d'avoir un organe dans les mairies qui coordonne les activités et les financements des projets des jeunes. La construction des infrastructures est au tant des gestes qui ont permis de réduire le taux de la pauvreté dans l'Extrême Nord.

Mais à partir de 2013, lorsque la crise liée aux activités de Boko Haram commence dans la région de l'extrême nord, les missions du PNUD étaient redéfinies dans la lutte contre l'extrémisme violent et la stabilisation. Ces derniers sont des projets avec pour objectif de réinsérer économiquement les populations qui étaient en déplacement à cause de la crise. Le projet *cash for work* justifie à suffisance cette mission. Ces différents projets ont permis aux habitants de réintégrer économiquement la société malgré les difficultés énumérées. Mais les actions du PNUD ont été confrontées à de nombreuses difficultés d'ordre administratives et sécuritaires, cela concerne le laxisme des autorités administratives. Dans ce cas, les autorités administratives ne réagissent pas à temps à la demande de l'agrément pour une réalisation des projets dans un lieu déterminé. Le phénomène du banditisme et de l'insécurité que connaît la région surtout avec la crise boko haram ne favorisent pas la bonne marche des activités de ce dernier. Les actions du PNUD connaissent également les difficultés économiques et financières dues à l'insuffisance des moyens financiers. Nous avons aussi les difficultés socio-culturelles qui reposent sur le poids de la tradition qui limite les actions du PNUD, parce la région de l'Extrême Nord est l'une des régions au Cameroun qui est restée attachée à la tradition qui ne permet pas à toutes les personnes d'intégrer les projets du PNUD, surtout les jeunes filles et les enfants de l'école coranique. Ces deniers ne bénéficient pas des mêmes privilèges dans l'intégration des projets PNUD dans la région de l'Extrême Nord. En fin nous avons les difficultés infrastructurelles qui reposent sur le mauvais état des routes qui ne favorise pas l'écoulement rapide des produits agricoles. Toutes ces difficultés freinent les activités du PNUD dans la région de l'Extrême Nord Cameroun.

Toutefois, dans le cadre de la poursuite de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, des perspectives sont envisagées pour une meilleure action efficace des activités du PNUD à l'Extrême Nord Cameroun. Pour une meilleure réussite et une meilleure efficacité des actions du PNUD dans cette région, il est recommandé : le suivi des projets par les autorités camerounaises et du PNUD, nous avons remarqué que beaucoup des projets ont

été réalisés mais ont été abandonnés à la longue. Les bénéficiaires des financements n'ont aucun suivi pour leurs travaux. Il est également recommandé une meilleure collaboration entre les responsables du PNUD, les autorités administratives et les populations autochtones. On peut aussi ajouter la multiplication des micro-projets des jeunes et des femmes, et enfin la redéfinition des conditions d'éligibilité des bénéficiaires des projets HIMO.

C'est en prenant en compte ces différentes perspectives que le PNUD en collaboration avec l'Etat du Cameroun devrait lutter efficacement contre la pauvreté dans la région de l'Extrême Nord et réduire les inégalités observées depuis lors entre les régions du Cameroun et de permettre l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement qui étaient fixés à l'horizon 2020 et basculés par le Cameroun à l'horizon 2030. Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé la question. Le champ du développement reste ouvert dans la partie septentrionale du Cameroun. Il serait intéressant d'étudier le rôle des ONG et des autres organisations internationales qui y opèrent.



ANNEXES

ANNEXES 1 : Guide d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN

Ce guide est adressé aux informateurs dans le cadre d'une étude pour la rédaction d'un mémoire de master en Histoire des Relations Internationales sur le sujet suivant :

**« LES ACTIVITES DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT (PNUD) DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD
CAMEROUN 1972-2020 »**

Nom de l'étudiant : DJALO MBORIMBA

Sous la direction du Pr KENNE Faustin

NB : les informations recueillies au terme des différents entretiens sont confidentielles et ne peuvent être utilisées que dans le cadre de cette étude.

IDENTIFICATION DE L'INFORMATEUR

NOM ET PRENOM.....*AGE*.....

PROFESSION.....*LIEU*.....

DATE.....*TEL*.....

A-LES QUESTIONS GENERALES

1-Depuis combien d'année que le PNUD mène-t-il des activités dans la région de l'extrême Nord ?

2-Qu'est-ce qui justifie la présence du PNUD dans cette région ?

3-Citez nous quelques activités menées par le PNUD dans la région de l'extrême nord ?

4-Quels sont les domaines des activités dans lesquels le PNUD intervient ?

5-quels sont les obstacles que le PNUD rencontre dans la région de l'extrême Nord ?

6-En quoi la présence du PNUD contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la région de l'extrême Nord ?

7-Comment appréciez-vous la présence du PNUD dans cette région ?

8-Quels sont les retombés de l'implication du PNUD dans le programme de développement de la région du nord ?

9-Comment améliorer l'appui du PNUD, quelles solutions vous préconisez ?

B-QUESTIONS RESERVEES AUX RESPONSABLES DU PNUD

1-Qu'est-ce que le PNUD et quel est son rôle ?

2- Depuis combien d'année que vous menez les activités dans cette partie du pays ?

3-Quels sont les programmes développés par le PNUD dans la région de l'extrême Nord ?

4-Quelle sont les principales activités que vous menez dans cette région ?

5-En quoi la présence du PNUD contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la région de l'extrême Nord ?

6-Quels sont les mécanismes que vous adoptez pour l'achement de vos programmes ?

7-quels bilans tirez-vous de votre activité dans cette région ?

8-Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la mise œuvre de vos programmes ?

9-Comment comptez-vous continuer votre activité dans cette partie du pays ?

C-LES QUESTIONS RESERVEES AUX ORGANISATIONS PARTENNAIRES DU PNUD.

1-Depuis combien d'année que vous vous travaillez en collaboration avec le PNUD dans la région de l'extrême Nord ?

2-Quelle a été votre contribution à la mise en œuvre de programme du PNUD dans la région de l'extrême nord ?

3-Quels sont les termes de votre collaboration avec le PNUD ?

4-Comment appréciez-vous la collaboration entre le PNUD et vous ?

5- En quoi l'existence du PNUD a contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la région de l'extrême Nord ?

6-Quelles sont les difficultés que vous rencontrez au quotidien dans la collaboration avec le PNUD ?

7-Quels bilans tirez-vous des activités de cette organisation ?

D-QUESTIONS RESERVEES AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET COMMUNALES.

1-Comment vous avez accueilli l'arrivée du PNUD dans la région de l'extrême nord ?

2-Quelles sont les principales activités que le PNUD mène dans cette partie ?

3-quelle a été l'impact de la présence du PNUD dans le processus de développement de cette région ?

4-Dans votre commune, quelle sont les actions menées par le PNUD ?

5-Quel bilan tirez-vous depuis l'arrivée du PNUD dans la région de l'extrême Nord ?

6-quelles sont les difficultés rencontrées par le PNUD dans ses activités ?

7-Quelles sont les solutions que vous préconisez et les perspectives pour une meilleure intervention du PNUD dans la région de l'extrême Nord ?

8-Comment comptez-vous continuer vos activités à l'avenir ?

9-La région du nord honore-t-il toujours à ses engagements vis-à-vis du PNUD sinon pourquoi ?

E-QUESTIONS RESERVEES AUX POPULATIONS BENEFICIAIRES

1-Comment appréciez-vous les actions du PNUD dans la région de l'extrême nord ?

2-Quels sont les différents appuis du PNUD que vous avez bénéficié ?

3-quel a été l'apport du PNUD dans l'éducation de vous enfant ?

4-Comment le PNUD vous accompagne dans la pratique de l'agriculture et de l'élevage dans cette partie du pays ?

5-Pouvez-vous nous citez les principaux bénéficiaires de l'appui du PNUD ?

6-Quelles sont les limites des actions du PNUD dans cette partie du pays ?

7-Quels sont les retombés de l'implication du PNUD au programme de développement de l'extrême nord ?

Merci pour votre contribution au développement de la recherche !!!

ANNEXE 2 : AUTORISATION DE RECHERCHE

34

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, Chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **DJALO MBORIMBA**, Matricule **151904**, est inscrit en Master dans le dit Département, option Histoire Des Relations Internationales. Il mène, sous la direction du Pr **KENNE FAUSTIN** (Maître de Conférences) une recherche universitaire sur le thème : « *LES ACTIVITES DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) DANS LA REGION DU NORD CAMEROUN 1972-2015* ».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des Centres de documentations, d'Archives et toutes autres Institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

29 SEPT 2020

Fait à Yaoundé le.....



Département

Bokagne Betobo Edouard
Maître de Conférences

ANNEXE 3 : APPERCU DE LA SITUATION DU PROGRES VERS LA REALISATION DES OMD

OMD

Région de l'extrême-Nord

ANNEXES

Annexe 1 : Aperçu de la situation au regard du progrès vers la réalisation des OMD

N°	Objectifs	Cibles mondiales et nationales	L'objectif ou la cible sera-t-il (elle) atteint(e)?	Etat de l'environnement favorable
1	Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Cible 1: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
		Cible 2: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de la population qui souffre de la faim	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Moyen</i>
2	Assurer l'éducation primaire pour tous	Cible 3: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçon et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	<i>Probablement</i>	<i>Moyen</i>
3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Cible 4: Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires d'ici à 2015 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Moyen</i>
4	Réduire la mortalité infantile	Cible 5: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
5	Améliorer la santé maternelle	Cible 6: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
6	Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	Cible 7: D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencer à inverser la tendance	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
		Cible 8: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle	<i>Probablement</i>	<i>Moyen</i>
7	Assurer un environnement durable	Cible 9: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
		Cible 10: Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Moyen</i>
		Cible 11: Réussir, d'ici 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
8	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Cible 16: En coopération avec les pays en voie de développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Faible</i>
		Cible 17: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement	?	?
		Cible 18: En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	<i>Inraisemblablement</i>	<i>Moyen</i>

ANNEXE 4 : RECAPITULATIFS DES INDICATEURS

Région de l'extrême-Nord



Annexe 2 : Récapitulatif des indicateurs

N°	Indicateur	Source	Valeur	Source	Valeur
1	Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (1993 PPA) Banque Mondiale				
1A	Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté	ECAM2 (2001)	56,3	ECAM3 (2007)	65,9
	Profondeur de la pauvreté	ECAM2 (2001)	33,5	ECAM3 (2007)	24,6
2	Indice d'écart de la pauvreté [incidence de la pauvreté * degré de pauvreté]				
3	Part du quintile (cinquième) le plus pauvre de la population dans la consommation nationale			ECAM3 (2007)	8,1
	Contribution régionale à la pauvreté	ECAM2 (2001)	24,9		
4	Pourcentage des enfants de moins de 5 cinq présentant une insuffisance pondérale (sévère)	EDS3 (2004)	7,8	MICS3 (2006)	11,0
	Pourcentage des enfants de moins de 5 cinq présentant une insuffisance pondérale (modéré)	EDS (2004)	35,7	MICS3 (2006)	36,4
5	Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique				
6	Taux net de scolarisation dans le primaire (6-11 ans)				
	Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant en cinquième	MICS 2000	53,8	MICS3 (2006)	79,8
7A	Proportion d'écoliers achevant un cycle complet d'études primaires			MICS3 (2006)	4,9
8	Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans	ECAM2 (2001)	46,7	ECAM3 (2007)	47,5
9	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur				
	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire	Annuaire stat 2006	62,0	Annuaire 2006/07 MINEDUB	65,5
	Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire	Annuaire stat 2006	27,2	Annuaire 2005/06 MINESEC	26,8
10	Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes			ECAM3 (2007)	53
11	Pourcentage des femmes salariées dans le secteur non agricole			ECAM3 (2007)	3,5
12	Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national	Annuaire 2004	3,4	Annuaire stat 2007	3,6
13	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en pour mille)	MICS 2000	192	EDS3 (2004)	186
14	Taux de mortalité infantile (en pour mille)	INS données 2003	109,4	EDS3 (2004)	103,2
15	Proportion d'enfants de 1 an (12 à 23 mois) vaccinés contre la rougeole	MICS 2000	49,7	EDS3 (2004)	60,1
16	Taux de mortalité maternelle pour 100000 naissances vivantes	MICS		EDS3 (2004)	
17	Proportion d'accouchements assistés par du	MICS 2000	29,4	EDS3 (2004)	26,5

OND		Région de l'extrême-Nord			
N°	Indicateur	Source	Valeur	Source	Valeur
	personnel de santé qualifié			MICS3 (2006)	19,4
18	Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans				
19	Utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs				
19 A	Taux d'utilisation du préservatif lors du dernier rapport sexuel à risque				
19B	Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance du VIH/SIDA			MICS3 (2006)	12,3
19 C	Taux d'utilisation du préservatif	MICS 2000	13,2	EDS3 (2004)	3,3
	Taux d'utilisation du contraceptif			MICS3 (2006)	2,7
20	Nombre d'enfants orphelins du sida				
	Taux de scolarisation des orphelins du SIDA par rapport aux non orphelins âgés de 10-14 ans			MICS3 (2006)	64
21	Taux de prévalence du paludisme et taux de mortalité liée à cette maladie	PNLP	36	PNLP 2005	
22	Proportion de la population vivant dans les zones à risque qui utilisent des moyens de protection et des traitements efficaces contre le paludisme			EDS3 (2004)	1,9
23	Taux de prévalence de la tuberculose et taux de mortalité lié à cette maladie				
24	Proportion des cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre de traitements de brève durée de sous surveillance directe				
25	Proportion des zones forestières				
26	Proportion des aires protégées pour préserver la biodiversité (par rapport à la superficie totale)			Annuaire stat 2008	5,4
27	Consommation d'énergie (en kilogrammes d'équivalent pétrole) par dollar de PIB (PPA)				
28	Emission de dioxyde de carbone (par habitant) et consommation de chlorofluorocarbones appauvrissant la couche d'ozone (CFC)				
29	Proportion de la population utilisant des combustibles solides	MICS 2000	99,3	ECAM3 (2007)	97,2
30	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau meilleure (eau potable)	ECAM2 (2001)	41,9	ECAM3 (2007)	29,4
31	Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement (indicateur sur l'habitat et l'environnement, caractéristiques du logement)				
	Proportion de ménages disposant d'un WC moderne	ECAM2 (2001)	0,7	ECAM3 (2007)	5,3
32	Proportion de la population ayant accès à la sécurité d'occupation des logements	ECAM2 (2001)	5,4	ECAM3 (2007)	6,8
33	APD nette, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs (cibles : 0,7% au total et 0,15 % pour les PMA)				
34	Proportion de l'APD consacrée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et				

Région de l'extrême-Nord

N°	Indicateur	Source	Valeur	Source	Valeur
	assainissement)				
35	Proportion de l'APD bilatérale non liée fournie par les pays donateurs du CAD/OCDE				
36	APD reçue par les pays sans littoral				
37	APD reçue par les petits États insulaires en développement				
38	Importation des pays développés en provenance du Cameroun admises en franchise				
39	Taux moyens des droits de douane et contingents appliqués aux produits agricoles, textiles et vêtements				
40	Subventions agricoles nationales et à l'exportation dans les de l'OCDE				
41	Proportion de l'APD allouée au renforcement des capacités commerciales				
42	Nombres de pays ayant atteint le point de décision et le point d'achement de l'initiative PPTE				
43	Engagement d'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE				
44	Service de la dette, en pourcentage des exportations e biens et services				
45	Taux de chômage, total et par sexe, des jeunes âgés de 15 à 24 ans	Homme			
		Femme			
		ensemble	EESI 2005	0,7	ECAM3 (2007)
46	Proportion de la population ayant durablement accès à de médicaments de base d'un coût abordable				
47	Nombre de lignes téléphoniques et d'abonnées au téléphone portable pour 100 habitants				
	Nombre de lignes téléphoniques pour 100 habitants (fixes)			ECAM3 (2007)	0,1
	Nombre de téléphones portables pour 100 habitants			ECAM3 (2007)	3,8
48 A	Nombre d'ordinateurs personnels pour 100 habitants			ECAM3 (2007)	0,0
48B	Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants				

ANNEXE 5 : AUTORISATION D'ENTRETIENS

DJALO MBORIMBA
 Matricule : 15L904
 Master II HISTOIRE
 Université de Yaoundé 1
 Email : mborimbadjalo94@gmail.com
 Tel : 698 17 85 21

Maroua le 17 décembre 2020



A

Monsieur le Sous-Préfet de
 l'Arrondissement de Mora

Objet : Autorisation de mener des entretiens

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir respectueusement auprès de votre haute personnalité solliciter des entretiens avec les populations de votre unité de commandement dans le cadre des recherches pour la rédaction de mon Mémoire de Master en Histoire.

En effet je suis un jeune étudiant Camerounais inscrit en Master au département d'histoire de l'université de Yaoundé I. Mes travaux de recherche ont un rapport très étroit avec les populations bénéficiaires des programmes du PNUD comme vous pouvez le constater à partir des pièces jointes à cette demande. Les différents entretiens consacrés essentiellement sur les **activités du PNUD à l'extrême Nord Cameroun en matière de développement** nous seront d'un grand apport pour la réalisation de ce travail scientifique.

Tout en espérant que cette demande recevra un avis favorable, veuillez agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Ci-joints :

- une copie de mon attestation de recherche
- une copie de ma carte nationale d'identité
- une copie de mon guide d'entretien

DJALO MBORIMBA

DEPARTEMENT DU MAYO-SAVA	
ARRONDISSEMENT DE TOKOMBÉRE	
Arrivé le	17-12-2020
En	1111
Du	
Sorti le	

DJALO MBORIMBA
 Matricule : 15L904
 Master II HISTOIRE
 Université de Yaoundé 1
 Email : mborimbadjalo94@gmail.com
 Tel : 698 17 85 21

Maroua le 17 décembre 2020

Thèse
 Objet : Autorisation de mener des entretiens

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir respectueusement auprès de votre personnalité solliciter des entretiens avec les populations de votre unité de commandement dans le cadre des recherches pour la rédaction de mon Mémoire de Master en Histoire.

En effet je suis un jeune étudiant Camerounais inscrit en Master au département d'histoire de l'université de Yaoundé I. Mes travaux de recherche ont un rapport très étroit avec les populations bénéficiaires des programmes du PNUD comme vous pouvez le constater à partir des pièces jointes à cette demande. Les différents entretiens consacrés essentiellement sur les **activités du PNUD à l'extrême Nord Cameroun en matière de développement** nous seront d'un grand apport pour la réalisation de ce travail scientifique.

Tout en espérant que cette demande recevra un avis favorable, veuillez agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Ci-joints :

- une copie de mon attestation de recherche
- une copie de ma carte nationale d'identité
- une copie de mon guide d'entretien

A
 Monsieur le Sous-Préfet de
 l'Arrondissement de
 Tokombéré



Allo
 Medjo Jean Jacques
 Administrateur Civil

DJALO MBORIMBA

Matricule : 15L904

Master II HISTOIRE

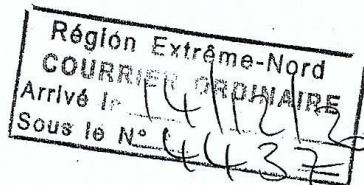
Université de Yaoundé I

Email : mborimbadjalo94@gmail.com

Tel : 698 17 85 21

Maroua le 10 décembre 2020

A

Monsieur le gouverneur de
la région de l'extrême nord

Objet : Autorisation de mener des entretiens

Monsieur le gouverneur,

J'ai l'honneur de venir respectueusement auprès de votre haute personnalité solliciter des entretiens avec le personnel de l'institution dont vous avez la charge dans le cadre des recherches pour la rédaction de mon Mémoire de Master en Histoire.

En effet je suis un jeune étudiant Camerounais inscrit en Master au département d'histoire de l'université de Yaoundé I. Mes travaux de recherche ont un rapport très étroit avec les activités de votre institution comme vous pouvez le constater à partir des pièces jointes à cette demande. Les différents entretiens consacrés essentiellement sur les **activités du PNUD à l'extrême Nord Cameroun en matière de développement** nous serons d'un grand apport pour la réalisation de ce travail scientifique.

Tout en espérant que cette demande recevra un avis favorable, veuillez agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Ci-joints :

- une copie de mon attestation de recherche
- une copie de ma carte nationale d'identité
- une copie de mon guide d'entretien

DJALO MBORIMBA

DJALO MBORIMBA
 Matricule : 15L904
 Master II HISTOIRE
 Université de Yaoundé I
 Email : mborimbadjalo94@gmail.com
 Tel : 698 17 85 21

Maroua le 17 décembre 2020

A

Monsieur le Sous-Préfet de
 l'Arrondissement de Mora



Objet : Autorisation de mener des entretiens

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir respectueusement auprès de votre haute personnalité solliciter des entretiens avec les populations de votre unité de commandement dans le cadre des recherches pour la rédaction de mon Mémoire de Master en Histoire.

En effet je suis un jeune étudiant Camerounais inscrit en Master au département d'histoire de l'université de Yaoundé I. Mes travaux de recherche ont un rapport très étroit avec les populations bénéficiaires des programmes du PNUD comme vous pouvez le constater à partir des pièces jointes à cette demande. Les différents entretiens consacrés essentiellement sur les **activités du PNUD à l'extrême Nord Cameroun en matière de développement** nous serons d'un grand apport pour la réalisation de ce travail scientifique.

Tout en espérant que cette demande recevra un avis favorable, veuillez agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Ci-joints :

- une copie de mon attestation de recherche
- une copie de ma carte nationale d'identité
- une copie de mon guide d'entretien

DJALO MBORIMBA

DJALO MBORIMBA
 Matricule : 15L904
 Master II HISTOIRE
 Université de Yaoundé 1
 Email : mborimbadjalo94@gmail.com
 Tel : 698 17 85 21

DEPARTEMENT DU MAYO-SAVA	
ARRONDISSEMENT DE TOKOMBÉRE	
Arrivé le	17-12-2020
En	S/N°
Du	4/11
Sorti le	

Maroua le 17 décembre 2020

A

Monsieur le Sous-Préfet de
 l'Arrondissement de
 Tokombéré

Thème : *les recherches ont prises dans la région au Nord ou de l'extrême Nord.*
Mulu

Objet : Autorisation de mener des entretiens

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir respectueusement auprès de votre haute personnalité solliciter des entretiens avec les populations de votre unité de commandement dans le cadre des recherches pour la rédaction de mon Mémoire de Master en Histoire.

En effet je suis un jeune étudiant Camerounais inscrit en Master au département d'histoire de l'université de Yaoundé I. Mes travaux de recherche ont un rapport très étroit avec les populations bénéficiaires des programmes du PNUD comme vous pouvez le constater à partir des pièces jointes à cette demande. Les différents entretiens consacrés essentiellement sur les **activités du PNUD à l'extrême Nord Cameroun en matière de développement** nous seront d'un grand apport pour la réalisation de ce travail scientifique.

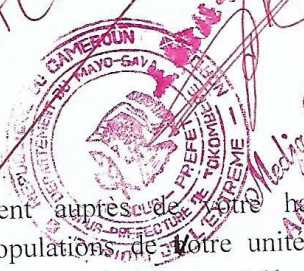
Tout en espérant que cette demande recevra un avis favorable, veuillez agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Ci-joints :

- une copie de mon attestation de recherche
- une copie de ma carte nationale d'identité
- une copie de mon guide d'entretien

ACCORDE

M. Jean Jaurès
 Administrateur Civil



SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1-SOURCES ECRITES

A-OUVRAGES

a. Ouvrages généraux

Aaron S. Neba, *Géographie moderne de la république du Cameroun*, Yaoundé édition NEBA, 1991

Armand J.F, *La France et la mise en valeur de ses colonies*, Paris, imprimerie des presses modernes, 1930.

Ateba Yene T, *Cameroun : mémoire d'un colonisé*, Paris, L'Harmattan, 1988

Bayart.J.F, *L'Etat au Cameroun*, Paris, presse de la fondation des sciences politique, 1977.

Bertrand M, *l'ONU*, Paris, édition la découverte, 1995.

Dehousse J.K, *Les organisations internationales : essai de théorie générale*, Paris, librairie Paul Gauthier, Liège, 1972.

Jouve E, *Relations internationale du tiers-monde et droit des peuples*. Paris, Berger-Levrault, 1979, 2^e édition

Ligot M, *Les accords de coopération entre la France et les Etats africains*, Paris, édition la documentation française, 1964.

Mandant B, *Les investissements publics nationaux et extérieurs dans les pays francophones d'Afrique tropicale 1946-1960*, Paris, IEDES, vol I, 1964.

b-Ouvrages spécialisés

Rhazani Ahmed, *Rapport sur le développement au Cameroun*, Yaoundé, clé, 1993.

Amin Samir, *la faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde*, Paris, l'Harmattan, 1989

Amin Samir, *Le nouvel ordre économique international. Quel avenir ?* Tiers monde, XXL, n° 81, janvier mars 1980, pp 41-61.

Azoulaye G, *Les théories du développement*, paris, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

Roche Jean Jacques, *Les relations internationales*, LGDJ, septembre 2008

-Rist G, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, paris, presses, des sciences politiques, 1996.

Fongang Siméon, *L'indicateur de développement humain du PNUD*, Paris, l'Harmattan, 2000.
 Biya Paul, *Pour le libéralisme communautaire*, Lausanne, Pierre Marcel Favre, 1996

B. THESES ET MEMOIRES

a-Memoires

Bakary Aissatou Issa, « L'enseignement et le problème de développement dans le nord Cameroun », 1905-1960, mémoire DIPES II, Yaoundé, ENS, 1996

Bilola Tan.A, « La politique étrangère du Cameroun à l'ère de la transition « vers un nouvel ordre mondial », 1990-2001, une analyse à travers le prisme des politiques publiques'', Yaoundé, IRIC, 2002.

Chembou Ndogmo Linda-Murielle, « UNICEF et la lutte contre la traite des enfants au Cameroun », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2015

Emery Owohabi E. « l'appui du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement »

Godonou Dossou J « l'impact du PNUD dans la réalisation du développement humain durable au Benin », mémoire de maîtrise en diplomatie, Yaoundé, IRIC, 1998.

Mahamat Charfadine, « Contribution du système des Nations Unies à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement lié à la santé au Cameroun », mémoire de master en diplomatie, UYII, IRIC, 2011.

Morgean Albine Camen, « Les objectifs du millénaire pour le développement : la promotion de l'éducation et de la santé comme premiers d'un développement certain », ENAM-Aboneka-Calavi 2005

Jacques Arabi, « le projet nord-est Bénoué 1973 à 1986 : Approche historique », mémoire de DEA université de Yaoundé I, 2001.

Ngono Lucie Carine, « L'appui de l'union européenne à la santé et à l'éducation au Cameroun : Etude Historique 1960-2000 », mémoire de master en histoire des relations internationales, FALSH, UYI, 2008.

Nuaghe Noubissi de Lamartière E, « Le PNUD et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun'', mémoire de master en Histoire, FALSH, UYI, 2015.

Nsingoulou Nelson, « Les activités du programme des Nations Unies pour le développement en république populaire du Congo », mémoire de maîtrise en diplomatie, UYII, IRIC, 1982.

Oumarou Yalla, « Le port fluvial de Garoua au Nord Cameroun de 1900 à 1980. Approche historique », Mémoire de maîtrise en Histoire, FALSH, UYI, 2004.

Mengue Perpétue Félicité, « Le PNUD et la promotion du genre au Cameroun 1995-2007 ». Mémoire de maîtrise en Histoire, Université Yaoundé I, 2011.

Sambieni Jacques, « Contribution de la banque mondiale à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement », ENAM-Aboneka-Calavi 2006.

Vigan Rhétice, « Contribution du programme Alimentaire mondial à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement ». ENAM-Aboneka-Calavi 2007.

b-Thèses

Oumarou Yalla, « culture du coton et dynamiques socio-économiques au nord-Cameroun », thèse de doctorat d'Etat en Histoire, Université de Yaoundé I, 2009.

Ndo Minla'a J, « Contribution du PNUD à la réalisation du développement humain durable au Cameroun », thèse de doctorat d'Etat, Yaoundé, IRIC, 2004

C. PUBLICATION DES INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

-Anonyme, Charte des Nation Unies, juin 1998, (Publication de l'information des Nations Unies)

-BIT-Afrique Centrale, formulation d'un programme de promotion de la création des entreprises par les personnes handicapée, octobre, 1997.

_PNUD, PPP, sous- programme de promotion et de création des PME, par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, Yaoundé, 1997.

Nations Unies, charte des Nations Unies et stratégie de la cour internationale de justice, New York, sd

ODI/BDM, rapport pays, république du Cameroun, juin 2001.

OIT, Programme des emplois pour l'Afrique, stratégies pour l'emploi apte à la pauvreté en Afrique (JFA-PREPA), Cameroun rapport final, aout 2000.

PNUD, Le PNUD à la base : Appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, 1998-2003, Cameroun mai 2004.

Rapport de l'atelier d'information et de sensibilisation des maires de communes pilotes sur la foresterie communale, Extrême Nord, novembre 2009

Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 1996.

Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 1998.

Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 2001.

Rapport sur le développement humain, Paris, Economica, 2003.

Rapport sur le développement humain, Paris Economica, 2004.

Rapport sur le développement humain durable, 2007-2008.

Rapport mondial sur le développement humain, 2006

Rapport général du projet d'appui à l'opérationnalisation des OMD et DSRP, Cotonou, juillet 2007

Rapport sur le développement humain au Cameroun 1996, Cameroun 1996.

Sous- programme Réduction de la pauvreté à la base, 2005-2007.

Rapport de la revue du cadre de coopération par pays, 1997-2001, mai 2017

Rapport de la revue à mi-parcours du programme de coopération PNUD-Cameroun 2013-2017, Cameroun, 2018

Cameroun, Document de stratégie de Réduction de la pauvreté, (document intérimaire), août 2000.

Document de stratégie de Réduction de la pauvreté, avril 2003.

Institut Nationale de la statistique, Enquête sur l'emploi et le secteur informel phase I : enquête sur l'emploi décembre 2005.

MINDIC/PNUD, *programme Prioritaire de promotion des PME/PMI*, Répertoire des PME, Cameroun, 1999.

MINPAT, *Elaboration de la stratégie sectorielle de développement social*, 2004.

Rapport National d'évaluation décennale de la mise en œuvre du programme d'Action de la conférence internationale sur la population et le développement(CIPD) au Cameroun, mai 2004.

MINPAT/PNUD, *Rapport Général du 5^e Atelier sur l'exécution nationale des projets/programme financés par le PNUD*, Douala, novembre 2000.

MINEPAT/PNUD, *Rapport National de progrès des objectifs du millénaire pour le développement*, Cameroun, 2010

MINEF/PNUD, *Plan National de Gestion de l'Environnement*, vol I. Yaoundé, février 1996

République du Cameroun/METPS, *Programme d'Action National pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté*, Yaoundé, décembre 1999.

C. LES DICTIONNAIRES

Dictionnaire le petit Larousse de 2014

Dictionnaire des relations internationales, Dalloz, 2012

Dictionnaire universel, paris, Hachette, 4^e édition, 2002

E. SOURCES NUMERIQUES

- [https.unud.org](https://unud.org). transpacy. consulté le 03 novembre 2019 à 19 heures
- www.fao.org2013/08 pnud. consulté le 03 novembre 2020 à 21 heures
- <https://www.unjiu.org> consulté le 16 octobre 2020 à 5 heures
- whc.unesco.org. Activités consultées le 21 septembre 2020 à 10 heures
- <https://www.ohchr.org>. consulté le 23 septembre 2020
- <https://undp.org> cj. View.job. consulté le 15 décembre 2020 à 11 heures
- <https://www.cm.undp.org>.consulté le 15 décembre 2020 à 16 heures
- <https://www.afdb>. consulté le 02 décembre 2021 à 19 heures

D. RAPPORTS DE STAGE

Bounoung F, « Le rôle du PNUD dans la coopération technique », Yaoundé, IRIC, 1999.

Mahamat Eliye Ahmed, « L'action du PNUD dans le domaine de la protection de l'environnement en Afrique : le cas du programme réseau Afrique 2000, UYII, IRIC, 1994

E. SOURCE ORALE

N°	NOMS ET PRENOMS	AGES	STATUTS	LIEUX	DATES
01	Abba Moussa Mahamat	31 ans	Entrepreneur	Mora	18/12/2020
02	Alladji Boukar	45 ans	Chef veterinaire de Zamai	Zamai	20/12/2020
03	Badawé Sali	48 ans	Chef du village Baldama	Baldama	27/12/2020
04	Bintou Ibrahim	39 ans	Ménagère	Maurowa	16/12/2020
05	Djagra Ibrahim	37 ans	Président régional du CNJC Extrême – Nord ou fonctionnaire du bureau d'emploi des jeunes de Mora	Mora	15/12/2020
06	Djanabou Maté	33 ans	Couturière	Tokombéré	17/12/2020

07	Edoa Charles	51 ans	Fonctionnaire du PNUD	Maroua	08/12/2020
08	Emmanuel Sawada	51 ans	Technicien d'agriculture à la mairie de tokombéré	Tokombéré	18/12/2020
09	Hamadama	50 ans	Cultivateur	Mora	20/12/2020
10	Bouba Jean Paul	30 ans	Étudiant	Limani	20/12/2020
11	Gadji Ahmadou	53 ans	Commerçant	Maroua	29/12/2020
12	Kamsouloum	42 ans	Délégué d'arrondissement de la jeunesse de Mora	Mora	14/12/2020
13	Kamsouloum Abdoul el kader	58 ans	1 ^{er} adjoint au maire de Mora	Mora	22/12/2020
14	Mairamou Alioum	35 ans	Commerçante	Tokombéré	17/12/2020
15	Moussa Issa	32 ans	Enseignant à EP de Limani	Limani	20/12/2020
16	Wende Moussa	56 ans	Chef de famille	Maroua	12/12/2020
17	Tchipounm Moustapha	35 ans	Éleveur	Tokombéré	17/12/2020
18	Ousmanou Bouba	67 ans	Vétérinaire	Mora	20/12/2020
19	Lawane Souleymanou	63 ans	Chef du village Za	Zamaï	18/12/2020
20	Yadarou Issa	47 ans	Agent de sécurité PNUD	Maroua	10/12/2020
21	Younoussa Issa	47 ans	Directeur EP Limani	Limani	
22	Zaïnam Boukar	39 ans	Ménagère	Zamaï	12/12/2020
23	Zaké Oumate	44 ans	Secrétaire d'Etat Civil	Memé	12/12/2020
24	Zara Oumarou	29 ans	Couturière	Tokombéré	17/12/2020

TABLE DES MATIÈRES

DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTES DES SIGLES ET ACRONYMES	iv
1. SIGLES	iv
2. ACRONYMES	v
LISTES DES ILLUSTRATIONS	vii
Table de la figure	vii
Liste des photos	vii
Liste des tableaux	vii
RÉSUMÉ	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE	1
II. LES RAISONS DU CHOIX	2
A. LES RAISONS POLITICO-SOCIO-ECONOMIQUES	2
a. Les raisons politico-économiques	3
b. Les raisons sociales	3
B. Les raisons personnelles	4
C. Les raisons scientifiques	5
2. L'INTERET DE L'ETUDE	5
a. L'intérêt personnel	5
b. L'intérêt scientifique et économique	6
3. DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE	6
4. ANALYSE CONCEPTUELLE	9
5. REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE	14
6. PROBLEMATIQUE	21
7. OBJECTIF DE L'ETUDE	22
a. L'objectif général	22
8. CADRE THEORIQUE	23
a. LE REALISME	23
b. LE LIBERALISME	23
c. LE TRANSNATIONALISME	24
9- METHODOLOGIE	25
10-LES DIFFICULTES RENCONTREES	26

11-ANNONCE DU PLAN _____ 26

CHAPITRE I : LES DETERMINANTS DE LA COOPERATION CAMEROUN/PNUD ET LES FONDEMENTS DE LEURS ACTIONS DANS L'EXTREME NORD - CAMEROUN. _____ 28

I. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET HISTORIQUE DE LA COOPERATION CAMEROUN/PNUD _____ 28

1. Contexte historique de création du PNUD. _____ 29
2. L'organisation du PNUD _____ 32
3. Les accords de coopération PNUD-Cameroun et l'implémentation du PNUD au Cameroun _____ 35

II. STRUCTURE, MEMBRES ET MISSIONS DU PNUD AU CAMEROUN _____ 38

1. Structure et membres du PNUD _____ 38
2. Les moyens et les sources de financement du PNUD _____ 43
- 3- Les missions du PNUD au Cameroun _____ 46

III. FONDEMENTS DE L'INTERET DU PNUD POUR LA REGION DE L'EXTREME NORD-CAMEROUN _____ 47

1. Les fondements idéologiques et humanitaires _____ 47
2. Les fondements économiques de l'intérêt du PNUD pour la région de l'extrême nord _____ 49
3. Les fondements socioculturels _____ 50

CHAPITRE II : ACTIVITES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES REALISES PAR LE PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD CAMEROUN ENTRE 1980 ET 2020 _____ 54

I. LES PROJETS D'INSERTION DES JEUNES ET DES FEMMES DANS LE CADRE DE LA REALISATION DES OMD _____ 54

1. Appui du PNUD à l'élaboration du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) _____ 54
2. Financement des micro-projets des jeunes et des femmes dans le cadre du projet villages des millénaires (PVMC) _____ 58
3. La mise en place des Cellules d'écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA) _____ 66

II. LE PNUD DANS LE PROJET CASCH FOR WORK ENTRE 2015 à 2020 _____ 67

1. La formation et l'offre d'emploi par le PNUD _____ 68
2. Des opportunités des financements à travers les activités du cash for work _____ 71
3. Distribution des matériaux de travail par le PNUD _____ 73

III. LE PNUD ET LES PROJETS D'AGRICULTURE, D'ELEVAGE ET LA CONSTRUCTION DES MARCHES A L'EXTRÊME-NORD _____ 75

1. Appui du PNUD aux agriculteurs dans la région de l'Extrême Nord. _____ 76
2. Appui du PNUD aux éleveurs dans la région _____ 80
3. Le PNUD dans la construction et la réhabilitation des marchés _____ 82

CHAPITRE III : LES INITIATIVES ET LES PROJETS DU PNUD A IMPACT SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX ENTRE 1994 ET 2020 _____ 86

I. LES ACTIONS DU PNUD POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL _____ 86

1. Les projets du PNUD dans l'éducation et la formation professionnelle. _____ 86
2. Les projets du PNUD pour l'Eau et l'Energie _____ 91
3. Le PNUD dans la documentation civile _____ 95

II. LES PROJETS DU PNUD DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A L'EXTREME NORD.	99
1. Appui du PNUD à l'élaboration du Plan National de Gestion de l'Environnement	100
2. Accompagnement des sinistrés environnementaux par le PNUD	103
3- Le PNUD dans le projet d'opération « Sahel Vert » dans l'extrême Nord	106
III-LES PARTENAIRES ET LEURS CONTRIBUTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD-CAMEROUN.	107
1. Les différents ministères et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD dans la région de l'Extrême Nord.	108
2. Les communes et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD.	110
3. Les associations et les populations et leurs contributions dans la mise en œuvre des projets PNUD	111
CHAPITRE IV : ACQUIS, LIMITES ET PERSPECTIVES DES ACTIONS DU PNUD A L'EXTREME NORD.	114
I. LES ACQUIS DU PNUD	114
1-Les résultats sur le plan économique	114
2- Les acquis sociaux des actions du PNUD dans l'Extrême Nord	117
3- Les acquis environnementaux du PNUD dans l'Extrême Nord	118
II. LES OBSTACLES ET LIMITES DE L'ACTION DU PNUD DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD.	120
1. Les difficultés administratives et sécuritaires.	121
2. Les obstacles culturels et humains	122
3. Les obstacles économiques et financiers.	125
III. LES PERSPECTIVES POUR UNE OPTIMISATION DES PROJETS DU PNUD DANS L'EXTREME NORD	126
1. Lutte contre la corruption et la sensibilisation des populations sur la flexibilité des traditions.	126
2. Une meilleure collaboration entre les populations locales, les autorités administratives, communales et les autorités du PNUD.	128
3- Le suivi et l'évaluation régulier des projets du PNUD	129
CONCLUSION GÉNÉRALE	132
ANNEXES	135
ANNEXES 1 : Guide d'entretien	135
ANNEXE 2 : AUTORISATION DE RECHERCHE	139
ANNEXE 3 : APPERCU DE LA SITUATION DU PROGRES VERS LA REALISATION DES OMD	140
ANNEXE 4 : RECAPITULATIFS DES INDICATEURS	141
ANNEXE 5 : AUTORISATION D'ENTRETIENS	144
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	149
TABLE DES MATIÈRES	155